

OTTAWA POLICE

RAPPORT
ANNUEL
2024



TABLES DES MATIÈRES

Introduction

En chiffres	4
Mot du président de la Commission de service de police d'Ottawa, Salim Fakirani	5
Mot du chef du Service de police d'Ottawa, Eric Stubbs	6
Vision, mission et valeurs	8
Orientation stratégique	9

Gouvernance et surveillance

Tour d'horizon de la Commission de service de police	12
--	----

Sécurité et bien-être dans les collectivités

Police communautaire	21
Sécurité routière	34
Opérations conjointes et événements imprévus	37
Le crime à Ottawa	42
Statistiques sur le crime sans violence	42
Statistiques sur le crime avec violence	43
Incendies criminels	44
Drogue	45
Maltraitance des aînés	46
Violence armée	47
Crimes haineux et préjugés	48
Homicides	49
Traite de personnes	51
Vols de véhicules	52

Nos gens

Répondre à vos appels	54
Organigramme	59

Démarches de recrutement et leurs progrès	60
Implication dans la collectivité	63
Sécurité en milieu de travail	68
Mieux-être	69

Innovation et amélioration continues

Portail de données sur la sécurité communautaire	71
Auto-patrouille nouveau style	72
Agents spéciaux de division	73
Nouvel hélicoptère de police H135	75
Cité parlementaire	76
Unité équestre	77
Poste Sud	78
Initiative de changement	79

Équité, diversité, et inclusion

Équité, diversité et inclusion	83
Aide aux victimes de la criminalité	86
Violence faite aux femmes	86
Stratégie et groupe de travail autochtones	88

Coûts, rendement et responsabilisation

Appels de service	90
Coût des services policiers	91
Collecte d'informations d'identification dans certaines circonstances	94
Normes professionnelles	96
Satisfaction de la collectivité	98
Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers	99
Partenariats de financement par subvention	100



POLICE

INTRODUCTION

EN CHIFFRES

4 610
Taux de criminalité



par 100 000
résidents.

↑ **4 %**
par rapport à
4 430 en 2023

93 % 

Proportion des appels de Priorité 1
faisant l'objet d'une intervention
dans les 15 minutes

↓ **1 %** par rapport
à 94 % en 2023



350

Incidents motivés
par la haine ou les
préjugés en 2024

↓ **9 %** par rapport à 390 en 2023

3 940

Tuyaux reçus par la
voie d'Échec au crime



↓ **10 %** par rapport
à 4 370 en 2023

12 070
Augmentation des
signalements liés à la
santé mentale



↑ **2 %** par rapport à **11 850** en 2023

1 480

Appels pour
suspicion de
surdose



↓ **17 %** par rapport
à 1 800 en 2023

17 Nombre moyen d'homicides
dans les dix dernières années

26
victimes d'homicide



Délai moyen d'arrivée

7.8 minutes

sur les lieux après un
appel d'urgence (priorité 1)

↑ **7 %** par rapport à **7,3** en 2023

223 243 Appels
nécessitant une intervention policière mobile.
(↑ **1 %** par rapport à **220 120** en 2023)

MOT DU PRÉSIDENT

Mot du président de la Commission de service de police d'Ottawa, Salim Fakirani

Au nom de la Commission de service de police d'Ottawa, j'ai le plaisir de présenter notre Rapport annuel de 2024.

Cette année a été déterminante pour la gouvernance policière en Ontario, marquée par l'entrée en vigueur de la *Loi ontarienne sur la sécurité communautaire et la police de 2019* (LSCP). Cette nouvelle loi a profondément transformé les responsabilités des divers commissions de service de police, en exigeant une approche plus proactive, stratégique et axée sur les résultats en matière de supervision.

La Commission a donc relevé ce défi avec une grande détermination. En 2024, nous avons pris des mesures clés pour aligner nos activités avec la LSCP. Nous avons adopté et actualisé plusieurs politiques essentielles afin de refléter ce nouveau cadre législatif. Nous avons entrepris une révision de notre Plan stratégique pour nous assurer que notre démarche respecte les exigences de la LSCP et que nos priorités demeurent centrées sur les besoins de la communauté, avec des objectifs mesurables qui viendront renforcer la responsabilité envers le public. Nous avons aussi expérimenté de nouveaux outils d'évaluation des performances des cadres policiers, non seulement de manière individuelle, mais aussi collectivement, en tant qu'équipe chargée de défendre l'intérêt général.

L'engagement de la Commission envers la professionnalisation de ces volets s'est maintenu par l'adoption d'une stratégie de dotation et de gestion en personnel, qui a été conçue pour munir la Commission des ressources et expertises indispensables à l'accomplissement de son mandat grandissant.

Ces développements institutionnels ne constituent qu'un volet de notre démarche. En développant notre



capacité, nous restons fermement attachés à notre rôle de trait d'union entre le Service et les résidents. Cette année, nous avons directement impliqué des centaines de citoyens et citoyennes à travers des réunions publiques, des contributions écrites, des consultations et un sondage communautaire. Ces interventions ont influencé nos priorités en matière de surveillance, guidé le budget policier de 2025 et renforcé l'importance de construire un service de police réceptif, responsable et fondé sur la confiance du public.

Cette tâche ne s'accomplit pas en isolation. Elle est rendue possible par la collaboration avec le Service de police d'Ottawa, le Conseil municipal, nos partenaires aux niveaux provinciaux et fédéraux, et surtout, avec les résidents qui continuent de s'impliquer, de poser des défis et de soutenir la Commission dans l'accomplissement de son mandat.

Au nom de la Commission, je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé à cet important travail. Nous avons hâte de bâtir sur cette fondation dans l'année qui s'annonce.

Salim Fakirani

Président

Commission de service de police d'Ottawa

MOT DU CHEF

Un Message du chef du Service de police d'Ottawa, Eric Stubbs

J'ai le privilège de vous présenter le Rapport annuel 2024 du Service de police d'Ottawa.

Ce rapport souligne le travail accompli par notre Service au cours de la dernière année —saisissant le dévouement de nos membres, les initiatives clés en cours, et le bilan de nos efforts continus pour améliorer la sûreté et la confiance de la collectivité. Il constitue en outre une occasion de revenir sur nos progrès, partager nos résultats, et reconnaître les partenariats qui continuent à façonner les services policiers à Ottawa.

Notre Service a connu une année exceptionnellement remplie, marquée par une demande opérationnelle élevée, des incidents majeurs, et le maintien d'une démarche visant à consolider sécurité et confiance communautaires. De la gestion de centaines de manifestations aux interventions face à des situations graves et tragiques, nos membres ont démontré un dévouement inébranlable envers la sûreté et le service publics.

Tous les jours, je vois des membres assermentés et civils aller bien au-delà du devoir — souvent dans des conditions difficiles — pour appuyer nos résidents avec attention, compassion, et professionnalisme. Qu'il s'agisse de soutenir des victimes d'actes criminels, de diriger des initiatives de sûreté préventives, ou de s'adonner au travail d'approche de quartier, leur engagement à bâtir un Ottawa plus fort et plus sûr est évident dans tous ce qu'ils font.

Nous avons accompli d'importants progrès cette année par l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs projets et initiatives stratégiques d'importance — chacun envisagé afin de moderniser notre Service, d'appuyer nos membres, et d'améliorer nos services à la population. Même s'il reste bien des choses à faire, je tiens à souligner une poignée des réalisations qui reflètent ce progrès:

- L'embauche de 134 nouveaux agents assermentés — un sommet de notre histoire — avec l'embauche d'autres agents et membres civils se poursuivant en 2025.
- L'avancée continue de notre modèle de police divisionnaire, qui demeure en bonne voie pour une mise en œuvre complète au cours de la prochaine année;
- La poursuite de la construction de l'Installation Sud, qui avance à bon rythme et qui viendra améliorer considérablement nos capacités opérationnelles;



- L'instauration d'une Cité parlementaire, d'une Unité équestre, et d'un programme d'hélicoptère pour répondre à des besoins policiers spécialisés;
- Un projet pilote d'agents spéciaux couronné de succès, et qui sera élargi pour apporter un soutien accru aux services de première ligne;
- La réussite de l'Opération Champion, ciblant les délinquants très nuisibles, et les solides résultats de la Stratégie CORE, qui a aidé à accroître la sûreté et le bien-être de la collectivité au marché By.

Ces projets témoignent du changement positif qui se produit dans toute l'organisation. Nous investissons en nos gens, réorganisons la prestation de nos services, et jetons les bases d'une structure qui appuie tout autant les besoins opérationnels immédiats et la confiance à longue échéance de la collectivité. Ces efforts ont déjà commencé à porter fruit — et nous allons continuer dans cette voie avec détermination.

Nos résultats policiers racontent aussi une importante histoire. Les chiffres de 2024 reflètent à la fois la complexité du travail et le milieu au sein duquel nous œuvrons:

- Le nombre de demandes de service a diminué de 12 %, avec en tout 378 200 appels de service. Ces chiffres font état d'environ 51 600 appels en moins reçus par le système de répartition et autour de 2000 signalements en ligne de plus (29 700 en tout);
- 50 600 infractions au Code criminel (hormis celles liées à la circulation) furent signalées — soit une hausse de 5 % from 2023;

- Le taux d'élucidation de ces infractions se chiffra à 25 %, une légère baisse par rapport au 28 % enregistré l'année précédente;
- L'indice de gravité de la criminalité (IGC) pour Ottawa connut une hausse de 2 % l'an dernier, se chiffrant à 55 points, tandis que l'IGC des crimes sans violence augmenta de 3 %, et l'IGC des crimes avec violence demeura stable;
- Le nombre de crimes avec violence augmenta de 1 % en 2024, une hausse entraînée par de plus nombreux cas de voies de fait, de délits sexuels, et d'infractions causant la mort;
- Les infractions contre les biens connurent une hausse de 6 %, surtout en raison d'une augmentation du nombre de vols et de fraudes, et ce malgré une baisse de 21 % du nombre de vols de véhicules à moteur;
- En 2024, il y eut 21 cas d'homicide, qui firent 26 victimes. Vingt de ces affaires ont été élucidées;
- Le nombre de fusillades subit une importante baisse, passant de 73 à 53 (soit -27 %), et les agents du SPO firent la saisie de 104 armes à feu liées au crime;
- Il y a eu 19 800 collisions sur les routes d'Ottawa (une hausse de 1 %), mais les décès sur les routes d'Ottawa se chiffèrent à 18, comparativement à 27 en 2023.

Ces chiffres correspondent aux réalités d'une ville croissante et dynamique — et au dévouement de l'effectif qui s'évertue à la protéger.

Bien entendu, tout ce travail ne saurait s'accomplir sans une solide coopération. Nous continuons à travailler en collaboration avec le public, les groupes communautaires, les organismes municipaux, et nos partenaires provinciaux et fédéraux afin d'offrir des services policiers qui sont réactifs, transparents, et responsables.

Portant nos regards vers l'avenir, nous allons continuer à instaurer un service de police progressiste, disposant des ressources nécessaires, et axé sur la collectivité. Même si, sans aucun doute, des défis se présenteront, j'ai pleine confiance en nos gens et en notre aptitude à relever ces défis avec intégrité et professionnalisme.

Enfin, je tiens à remercier sincèrement tous les membres du Service de police d'Ottawa — assermentés comme civils — de leur dévouement et leur service continus. J'exprime par ailleurs ma reconnaissance à la Commission de service de policier d'Ottawa, pour ses conseils, et à nos résidents et partenaires communautaires pour leur collaboration continue, leurs commentaires et leur engagement à bâtir une ville d'Ottawa plus sûre. Ensemble, nous bâtissons un service de police - et une ville - plus sûr, plus fort et mieux connecté.

Eric Stubbs

Chef de police



Notre vision

Notre vision est d'être
un partenaire de
confiance pour bâtir
un Ottawa inclusif,
équitable, et sûr.

Notre mission

Notre mission
est de préserver
la sûreté et la
sécurité de nos
communautés.

Nos valeurs

L'HONNEUR,
LE COURAGE,
LE SERVICE



Instaurer la confiance pour des collectivités plus sûres: une vision stratégique pour Ottawa

La Commission de service de police d'Ottawa (CSPO), en collaboration avec le Service de police d'Ottawa (SPO), a inauguré une nouvelle direction stratégique pour guider ses efforts pour favoriser des communautés plus sûres par les voies de la confiance, de la mobilisation, et d'initiatives préventives. Ce plan façonnera les priorités du SPO au fil des trois prochaines années. La vision stratégique est axée sur une sûreté communautaire accrue, l'instauration de la confiance, et l'optimisation des ressources en vue de mieux servir tous les membres de la collectivité d'Ottawa.

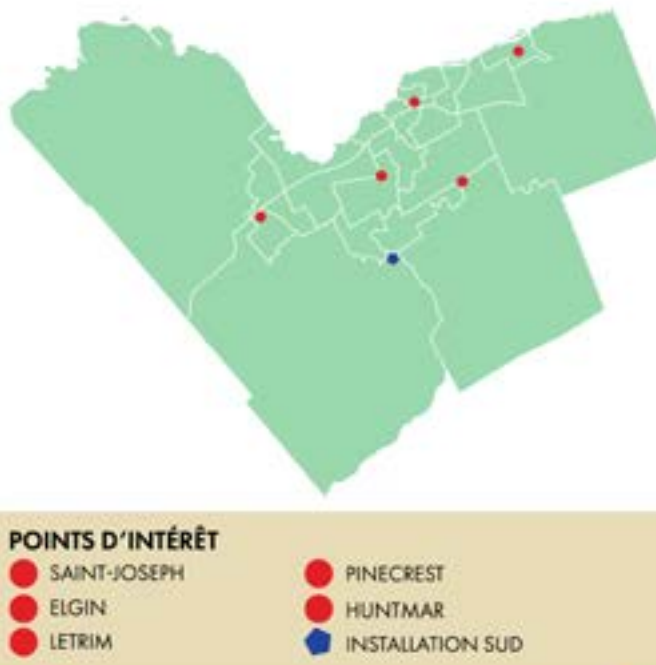


**INSTAURER
LA CONFIANCE, SERVIR
LES COMMUNAUTÉS:
UNE VISION
STRATÉGIQUE
POUR OTTAWA**

Le présent document propose un bref aperçu des initiatives stratégiques du Service de police d'Ottawa (SPO) à l'appui de la Direction stratégique 2024-2027. Approuvé par la Commission de service de police, le plan repose sur quatre piliers stratégiques: Instauration de la confiance, Sûreté communautaire, Membres à l'interne, et Droits de la personne.

Soulignant les projets prioritaires alignés sur ces piliers, le napperon résume comment le SPO s'appuie sur un financement provincial et fédéral pour mener à bien sa vision de devenir un partenaire de confiance pour bâtir un Ottawa inclusif, équitable, et sûr. L'objectif est de suivre le progrès, de s'ajuster aux conditions changeantes, et de communiquer l'engagement du SPO à proposer des résultats concrets à la collectivité.

OTTAWAPOLICE.CA



Ce survol propose un résumé détaillé des quatre piliers fondamentaux du Plan stratégique 2024-2027 : l'équité, la diversité, et l'inclusion — Renforcer notre engagement envers les droits de la personne; Instaurer la confiance par des partenariats solides; Encourager et soutenir un effectif résilient et vigoureux; et Accroître la sûreté communautaire. On y souligne des initiatives et projets clés, ainsi que l'emploi stratégique de financement provincial et fédéral, pour mettre en œuvre la vision du SPO, celle d'un Ottawa fiable, inclusif, et équitable. Par ce plan, le SPO est résolu à suivre le progrès, à s'adapter aux défis émergents, et à obtenir des résultats concrets pour la collectivité.

RÉSUMÉS DE PROJETS

Programme De Revitalisation De Division



Le Programme de revitalisation de division (PRD) est une initiative fondamentale pour le SPO et la CSPO. Le PRD aspire à la création d'un modèle de police divisionnaire favorisant un sentiment d'appartenance géographique, encourageant une réceptivité culturelle pour une police sur mesure, consolidant les partenariats communautaires, et assurant l'affectation efficace des ressources pour mieux servir les résidents d'Ottawa. En 2024, le PRD restructura la DPQ, affecta quatre inspecteurs de division (Est, Ouest, Central, Sud), actualisa la Stratégie de police communautaire [Accéder, Affecter, Agir, et Rendre compte], affecta des analystes de la recherche et de la criminalité, et des spécialistes d'accueil et relations avec le public. De projet qu'il était, le PRD devint un programme, étant donné sa taille, sa complexité et son caractère transformationnel. Tout au long de 2025 et 2026, nous ferons évaluer l'infrastructure divisionnaire de base de la DPQ. Nos efforts porteront sur l'élaboration d'un modèle abouti à quatre divisions à l'échelle du service, et sur une mise en œuvre réussie d'ici 2027.

South Facility

Le Projet d'installation Sud (PIS) fait partie du Plan stratégique des installations, qui vise à remplacer les installations obsolètes et à diminuer la dépendance envers les baux privés. Parmi les progrès réalisés en 2024, on compte la préparation du site, l'excavation, et l'achèvement de la fondation, les travaux s'élevant au-dessus du sol au cours de l'été. En 2025, la structure de l'installation sera terminée, la planification de l'aménagement des locataires s'amorcera, et la fin des travaux est prévue vers la fin 2027.



Stratégie De Stabilisation De L'effectif

La Stratégie de stabilisation de l'effectif aborde les défis du SPO en matière de dotation, notamment la croissance de la demande, l'attrition, et les congés liés à la santé. Pour gérer la situation, le SPO prévoit embaucher annuellement 145 agents assermentés et 40 civils de 2024 à 2026, avec une embauche décalée pour contrôler les coûts. En 2025, le SPO ajoutera 50 postes financés par la municipalité, 32 pour répondre aux besoins liés à la population et 18 pour des services de modernisation. Les gouvernements provincial et fédéral financeront 79 postes supplémentaires pour des initiatives comme le soutien en santé mentale. Ces efforts sont essentiels pour répondre aux besoins de la collectivité et au maintien d'une police efficace. Cette stratégie est cruciale pour mener à bien les priorités stratégiques du SPO.



Loi Sur La Sécurité Communautaire et Les Services Policiers (LSCSP)



Le programme de mise en œuvre de la LSCSP ne se contente pas d'assurer la conformité aux nouvelles règles liées à la sûreté et la surveillance, mais viendra aussi moderniser les services policiers, en collaboration avec la collectivité. Cette transformation compte la mise à jour de plus de 200 politiques — des enquêtes criminelles à la gestion d'événements — en passant par l'amélioration de la formation et des pratiques. Parmi les initiatives clés en 2025, on retrouve : consolidation de la formation relative aux assaillants actifs, l'actualisation de plus de 200 politiques, et examen de la charge de travail des enquêteurs, démontrant l'engagement de l'équipe envers l'excellence en matière de sûreté communautaire.



**GOUVERNANCE
ET SURVEILLANCE**

MANDAT ET RESPONSABILITÉS PRÉVUES PAR LA LOI

Mandat

La Commission de service de police d'Ottawa (CSP) est l'organisme civil chargé de la gouvernance et de la supervision du Service de police d'Ottawa au large, comme prescrit par la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et la police de l'Ontario (LSCP)*. La mission essentielle de la Commission est d'assurer la prestation d'un service de police adéquat et efficace à Ottawa, dans le respect de la loi et en tenant compte des besoins locaux, des valeurs communautaires et des normes en matière de droits de la personne.

La Commission agit indépendamment du Conseil municipal. Ses responsabilités sont distinctes de celles des représentants(es) élus(es) et se concentrent sur la supervision stratégique. Bien que le Conseil municipal approuve le budget global du service de police, seule la Commission est chargée de développer ce budget et de définir le cadre stratégique et politique régissant ces services policiers.



Responsabilités statutaires

Conformément à l'article 37 (1) de la LSCP, les attributions statutaires de la Commission comprennent :

- Veiller à ce qu'un service de police adéquat et efficace soit offert à Ottawa;
- Employer les membres du service de police et procéder à la nomination des agents;
- Recruter et nommer le chef et les chefs adjoints de police, et déterminer leurs conditions d'emploi;
- Surveiller et évaluer annuellement le rendement du Chef;
- Élaborer et adopter un plan de diversité pour s'assurer que le Service reflète la diversité de la population d'Ottawa;
- Contrôler les décisions du chef relatives à la discipline des agents et aux activités secondaires;
- S'assurer que les installations policières respectent les normes prescrites;
- Accomplir toute autre tâche prévue par la législation ou les règlements.

Instruments de gouvernance et mécanismes de contrôle

La Commission exerce sa supervision en faisant appel à quatre principaux instruments :

- **Plan stratégique** — définit les priorités et objectifs à long terme du Service;
- **Politiques** — établit les principes et l'orientation de gouvernance, y compris en matière opérationnelle;
- **Directives du Chef** — orientent la mise en œuvre des politiques et des stratégies dans la prestation des services;
- **Budget** — alloue les ressources nécessaires au Service pour remplir son mandat en matière de sécurité publique.

Pour assurer le suivi de la conformité et de la performance, la Commission s'appuie sur :

- Des **obligations de rapports** formalisés;
- Des **demandes d'information** et démarches d'éclaircissement/de transparence;
- Des **audits**, des examens de la qualité et des inspections dirigées par la Commission.

Membres de la Commission

La Commission de service de police d’Ottawa compte sept membres, assurant une représentation équilibrée entre la Ville et la Province. On y retrouve deux conseillers municipaux, trois membres nommés par la province de l’Ontario, ainsi qu’un représentant communautaire désigné par le Conseil municipal, qui ne doit être ni élu ni être un employé municipal. Le maire d’Ottawa siège également au Conseil en vertu de sa fonction, sauf s’il choisit de ne pas y siéger, auquel cas un autre membre du Conseil municipal peut être désigné. Cette composition vise à assurer une surveillance civile efficace des services policiers, en intégrant à la fois les perspectives locales et les normes provinciales.

La Commission a le plaisir d’accueillir *Dave Donaldson*, nommé par le Conseil municipal en 2024. Dès son arrivée, il s’est démarqué par ses contributions,

notamment à titre de président du Comité des finances et de la vérification, et par son rôle clé, aux côtés de la membre Cathy Curry, dans les négociations de renouvellement des conventions collectives avec l’Association du personnel du service police d’Ottawa et *l’Association des officiers d’état-major du Service de police d’Ottawa*. La Commission remercie également sincèrement Michael Doucet, dont le mandat a pris fin en 2024. Pendant son mandat, M. Doucet a présidé le Comité des politiques et de la gouvernance avec rigueur et discernement, et son expertise en cybersécurité a été précieuse dans le cadre des fonctions de surveillance du Conseil. Enfin, nous souhaitons la bienvenue à *Michael Polowin* au sein du Conseil et nous sommes bien conscients des perspectives et de l’expérience qu’il apportera alors que nous poursuivons nos efforts pour promouvoir un service policier à la fois efficace, équitable

et responsable à Ottawa.

Composition des membres au 31 décembre 2024

Nom	Poste	Organe de nomination	Date de nomination
Salim Fakirani	Président	Province d’Ontario	25 mars 2022
Marty Carr	Vice-président	Ville d’Ottawa (Conseillère municipale)	14 décembre 2022
Maire Mark Sutcliffe	Membre	Statutaire (président du conseil)	15 novembre 2022
Cathy Curry	Membre	Ville d’Ottawa (Conseillère municipale)	23 mars 2022
Dave Donaldson	Président du Comité des finances et de l’audit	Ville d’Ottawa (Représentant communautaire)	6 mars 2024
Peter Henschel	Président du Comité des ressources humaines	Province d’Ontario	23 mars 2022
Michael Polowin	Membre	Province d’Ontario	21 novembre 2024

Membres ayant terminé leur mandat en 2024

Nom	Poste	Organe de nomination	Terme
Michael Doucet	Président du Comité des politiques et de la gouvernance	Province d’Ontario	25 mars 2022 - 23 août 2024



Mise en œuvre et adaptation de la Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers de 2019 (LSCSP)

La *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP)*, entrée en vigueur le 1er avril 2024, constitue la réforme la plus importante du cadre de gouvernance policière en Ontario depuis plus de trente ans. Elle remplace la Loi sur les services policiers de 1990 et, en redéfinissant le rôle des commissions de services policiers, elle renforce la surveillance civile, clarifie les responsabilités en matière de gouvernance et modernise la prestation des services policiers en Ontario.

La LSCSP introduit un changement de cap important : on passe d'une approche centrée sur la conformité à un modèle de gouvernance stratégique, axé sur les résultats. La Commission doit désormais jouer un rôle actif en établissant les conditions dans lesquelles les services policiers sont offerts. Cela signifie définir ce que veut dire, pour Ottawa, un service policier adéquat et efficace, non seulement selon la loi, mais aussi selon les réalités et les besoins des diverses communautés de la ville.

Afin de soutenir ce mandat étendu, la Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) accorde aux commissions des pouvoirs élargis, y compris celui d'élaborer des plans stratégiques, des politiques et des orientations pouvant influencer sur les résultats opérationnels. La Commission se voit également confier de nouvelles responsabilités en matière de contrôle de la qualité.

S'adapter à la LSCSP a exigé de la Commission qu'elle revoie et modernise son manuel de politiques. Contrairement à ce qui se faisait sous l'ancienne Loi sur les services policiers, la Province ne fournit plus systématiquement de modèles de politiques à l'intention des commissions de services policiers. Par conséquent, les commissions doivent désormais concevoir des politiques originales, adaptées à leur contexte local, tout en respectant le nouveau cadre législatif.

En prévision de ce changement, la Commission de service de policier d'Ottawa a lancé de manière proactive, en 2024, un processus d'examen et d'élaboration de politiques avant l'entrée en vigueur de la Loi. Au cours de cette année, la Commission a élaboré, révisé et adopté douze politiques clés afin de se conformer aux exigences de la LSCSP. Celles-ci touchent des sujets tels que : la divulgation de renseignements personnels, la période de probation des policiers, la nomination des agents spéciaux et des agents de police, le recours à l'aide d'autres services policiers, les conflits d'intérêts, la divulgation des inconduites et les procédures de traitement des plaintes impliquant le chef ou un chef adjoint. Cette initiative marque une étape structurante dans l'application de la LSCSP, et permet à la Commission de se doter d'un cadre politique moderne et adapté au contexte local.

Professionnalisation et capacité organisationnelle du bureau de la Commission

L'entrée en vigueur de la Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) a accentué la nécessité de mieux doter le bureau de la Commission d'une structure plus professionnelle, compétente et stratégiquement appuyée. L'élargissement du mandat de la commission exige des compétences accrues en élaboration de politiques, en analyse autonome, en conformité législative et en participation communautaire.

Pour répondre à ces nouvelles attentes, la Commission a mis en place une stratégie de dotation visant à moderniser son fonctionnement et à renforcer ses compétences internes. Cette approche s'appuie sur les meilleures pratiques en gouvernance policière et répond aux recommandations du Bureau de la vérificatrice générale d'Ottawa ainsi qu'aux exigences croissantes de l'Inspecteur général des services policiers, mis en place dans le cadre de la LSCSP.

La mise en œuvre de la stratégie a débuté en 2024 avec la création du poste de Conseiller principal en politiques, conçu pour appuyer la Commission dans des domaines tels que la planification stratégique, l'élaboration de politiques, la conformité législative et le suivi du rendement. Toutefois, peu après son lancement, la mise en œuvre de la stratégie globale a été temporairement retardée en raison du départ du Directeur général, qui a nécessité que le Conseiller général en politiques assume ce rôle à titre intérimaire.

Malgré cet obstacle, la Commission a poursuivi ses efforts de renforcement des capacités en amorçant le processus d'embauche pour un quatrième poste : Adjoint(e) exécutif(ve) et à la recherche. Ce poste vise à renforcer à la fois le soutien exécutif et les fonctions de recherche. La mise en œuvre de la stratégie de dotation devrait être complétée en 2025 avec la création d'un cinquième poste : Conseiller(ère) en communications et relations publiques (avec les parties prenantes). Ce rôle sera essentiel pour améliorer la compréhension du public à l'égard du travail de la Commission et pour renforcer l'engagement avec les communautés en quête d'équité, les organismes partenaires et la population en général.

Poste	Statut avant 2024	Statut de la stratégie de dotation en personnel
Directeur(trice) général (e)	✓ (1 ÉTP)	✓ (1 ÉTP)
Adjoint(e) à la Commission	✓ (1 ÉTP)	✓ (1 ÉTP)
Conseiller(ère) principal(e) en politiques	X	✓ Introduit en 2024
Adjoint(e) exécutif (ve) et à la recherche	X	✓ Embauches amorcées en 2024
Conseiller(ère) en communications et relations publiques	X	+ Prévues pour 2025

Planification stratégique

À la fin de 2023, la Commission a adopté son Plan stratégique 2024–2027, fournissant un cadre directeur pour le service de police d'Ottawa pour les quatre années suivantes. Cependant, l'entrée en vigueur en avril 2024 de la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP)* a introduit de nouvelles obligations de gouvernance, ce qui a amené la Commission à revoir et ajuster certains aspects du Plan. En réponse, la Commission a lancé un processus de révision stratégique qui a culminé par une retraite stratégique dédiée en novembre 2024. Lors de cette séance, la Commission a défini un ensemble d'objectifs stratégiques axés sur les résultats et la communauté, sous chacun des piliers du Plan. À la fin de 2024, les travaux de finalisation des Indicateurs clés de performance (ICP) associés étaient en cours. La version complète et mise à jour du Plan stratégique, incluant des mesures de rendement pour suivre les progrès et l'impact, sera finalisée et adoptée en 2025.



Contrôle et suivi des performances

En 2024, la Commission a maintenu sa responsabilité fondamentale, de surveillance du rendement du Service de police d'Ottawa, en mettant un accent particulier sur la haute direction. Dans un souci de favoriser une police efficace et responsable, la Commission a mis en place un projet pilote d'un nouveau cadre d'évaluation du rendement de la direction exécutive, visant à évaluer la performance collective de l'équipe de direction. Cette démarche complète les systèmes actuels d'évaluation individuelle du chef de police, réalisée par la Commission, et des chefs adjoints, évalués par le chef. Elle met l'accent sur la cohésion du leadership, la responsabilité collective et la capacité de l'équipe exécutive à travailler ensemble pour atteindre les objectifs stratégiques.

En plus de l'évaluation du rendement, la Commission a maintenu une posture de surveillance rigoureuse et proactive en dépassant les exigences minimales de rapports prévues par la loi, les règlements et ses propres politiques. En 2024, la Commission a adressé cinq demandes officielles d'information au chef de police et a régulièrement posé des questions lors des réunions publiques afin d'assurer la transparence, encourager la réactivité et soutenir une prise de décision éclairée.

Dans le cadre de son engagement à renforcer l'assurance qualité, la Commission a engagé le *Bureau du vérificateur général de la Ville d'Ottawa* pour conduire des audits indépendants en son nom. Ce partenariat appuie le mandat de contrôle de la Commission en vertu de la LSCSP, en fournissant une analyse objective ainsi que des recommandations fondées sur des preuves. Pendant les trois prochaines années, le vérificateur général mènera une série d'audits axés sur le personnel, l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), ainsi que la gestion de projets au sein du Service de police d'Ottawa. Ces audits aideront la Commission à évaluer la performance organisationnelle, à repérer les points à améliorer et à veiller à ce que le Service fonctionne selon les attentes du public et les priorités stratégiques.

Encadrement des événements d'envergure

La ville d'Ottawa, en tant que capitale nationale, est le lieu de nombreux événements importants et manifestations chaque année. Ces rassemblements — souvent accompagnés d'activités de protestation — sont une expression fondamentale des droits démocratiques, comme la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement. Toutefois, ils posent aussi des défis complexes en matière d'opérations et de surveillance, car il faut trouver un équilibre entre les droits des manifestants et ceux des résidents, des commerces et des autres membres de la communauté.

En 2024, la Commission a lancé une révision de sa politique sur les grands événements pour s'assurer qu'elle est bien ancrée dans un cadre basé sur les droits de la personne. Ce travail vise à renforcer la surveillance de la Commission quant à la planification et à la gestion des grands événements, en accord avec les exigences de la LSCSP concernant une police adéquate et efficace, la responsabilité et le respect des droits garantis par la Charte.

En première étape, la Commission a adopté une nouvelle politique sur l'assistance externe, qui précise les attentes en matière de gouvernance quant aux modalités et aux moments où des ressources policières externes peuvent être sollicitées pour soutenir les opérations à Ottawa. Cette politique favorise la transparence, garantit la reddition de comptes et affirme l'engagement de la Commission envers une surveillance protégeant les droits et la sécurité de tous — manifestants comme spectateurs.

Par ailleurs, la Commission a veillé à ce que ses pratiques de surveillance soient en adéquation avec les recommandations du rapport Morden, qui insiste sur l'importance d'un rôle proactif des commissions civiles dans la surveillance des grands événements. La Commission demande et reçoit régulièrement des rapports du chef de police concernant les événements majeurs à venir ou en cours, et fournit des orientations ainsi que des recommandations lorsque les situations atteignent un point critique — c'est-à-dire lorsque les enjeux stratégiques, opérationnels, réputationnels ou liés à la sécurité publique justifient une intervention directe de la Commission.

Enquête judiciaire sur le décès d'Abdirahman Abdi

En 2024, la Commission a pris part à l'enquête du coroner concernant la mort d'Abdirahman Abdi, un moment important pour la communauté et toutes les personnes touchées. La vice-présidente Marty Carr a témoigné au nom de la Commission, expliquant le rôle, les responsabilités de surveillance et les mesures prises suite aux recommandations passées. La Commission tient à remercier sincèrement la vice-présidente Carr pour son leadership et sa représentation réfléchie. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude au jury pour son travail assidu et les recommandations pertinentes émises à la suite de l'enquête, qui guideront les efforts continus visant à renforcer la surveillance et à promouvoir la responsabilité policière.

Renouvellement de la convention collective avec l'Association du personnel du service de police d'Ottawa

La Commission, en tant qu'employeur de tous les membres du Service de police d'Ottawa, agents assermentés et employés civils, est chargée de négocier des conventions collectives qui soutiennent un environnement de travail juste, inclusif et durable. En 2024, la Commission a conclu avec succès les négociations avec l'Association de la police d'Ottawa en vue du renouvellement d'une convention collective de cinq ans, en vigueur à compter de 2025. Il s'agit d'une première historique : l'entente a été conclue avant l'échéance du contrat en vigueur, témoignant d'un engagement commun envers des relations de travail proactives. Le renouvellement comprend des améliorations aux dispositions relatives au congé parental, une avancée importante vers un milieu de travail plus accueillant et inclusif au sein du Service de police d'Ottawa. Ces améliorations s'inscrivent directement dans le Plan stratégique 2024–2027, qui met l'accent sur l'importance d'un effectif « épanoui et résilient ». La Commission remercie l'Association et son équipe de négociation pour leur collaboration tout au long du processus.

Mobilisation communautaire

La mobilisation auprès de la communauté reste au cœur des activités de la Commission. En 2024, la Commission a continué de rencontrer divers représentants communautaires et partenaires pour mieux cerner les enjeux locaux. La présidence de la Commission siège également au Comité consultatif sur la sécurité communautaire et le bien-être de la Ville d'Ottawa, contribuant ainsi à une approche coordonnée de la sécurité publique à l'échelle municipale, qui aligne les services policiers avec les soutiens sociaux, sanitaires et communautaires.

La Commission a aussi participé à des événements comme le Forum d'apprentissage sur les droits de la personne, qui lui ont permis d'écouter, d'apprendre et de mieux comprendre les besoins changeants des communautés ottaviennes.

En 2024, la Commission a continué d'offrir des occasions de participation au public par l'entremise de ses réunions régulières, où elle a entendu 43 délégations citoyennes, y compris pendant la réunion du Comité des finances et de la vérification consacrée aux commentaires sur l'ébauche du budget du Service de police. Elle a également reçu et examiné 11 mémoires écrits de la part de résidents concernant divers enjeux liés aux services policiers et à la surveillance civile.

Finalement, afin d'approfondir sa compréhension des perceptions et priorités communautaires, la Commission a lancé un sondage en ligne qui a recueilli 1 698 réponses. Les résultats de ce sondage ont directement contribué à l'affinement du Plan stratégique 2024–2027 et ont guidé l'élaboration du budget de la police pour l'année 2025, assurant que les décisions de surveillance et d'allocation des ressources de la Commission soient en phase avec les besoins et attentes de la communauté.



**SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE
DANS LES COLLECTIVITÉS**

RENFORCER LES LIENS COMMUNAUTAIRES

Alors qu'Ottawa évolue et grandit chaque jour, le Service de police d'Ottawa reste fermement engagé à tisser des liens profonds et durables au sein de ses collectivités.

Au cœur de cette mobilisation se trouve la *Direction de la police de quartier (DPQ)*, qui est la pierre angulaire de notre approche visant à assurer la sécurité publique, promouvoir la confiance et améliorer la qualité de vie de tous les résidents d'Ottawa.

Cela passe par des projets importants comme le *Projet de revitalisation des districts (PRD)* et la Stratégie d'approche, d'intervention et de mobilisation communautaires (CORE), ces projets sont des composantes essentielles de la DPQ, qui rassemblent nos équipes d'agents pour répondre aux besoins spécifiques des différentes collectivités.

La *Direction de la police de quartier (DPQ)* est un cadre stratégique qui rassemble deux branches indispensables : la Police de quartier et le projet de Sécurité et de mieux-être communautaires (SMC). Chacune mise sur des approches collaboratives de la police et de l'engagement communautaire, fondées sur une vision partagée d'un Ottawa plus sûr et inclusif.

La branche police de quartier comprend les *Équipes de ressources de quartier (ÉRQ)* et les agents de police communautaires, qui collaborent directement avec les résidents afin d'identifier de manière proactive et de résoudre les problèmes au niveau local. Ce travail est renforcé par les équipes de *Services Mobiles de Crise (SMC)*, qui couvrent la jeunesse, la santé mentale, la prévention du crime, la diversité, la gestion des relations avec les ressources, la diversion avant accusation pour les adultes, ainsi que les partenariats stratégiques et la mobilisation communautaire.

Unies par un même but, ces équipes œuvrent à construire des communautés plus sûres et résilientes, où chaque personne se sent entendue, respectée et valorisée. À travers la transparence, la responsabilité et un engagement ferme envers l'équité, nous aspirons à faire d'Ottawa une ville où tous les résidents peuvent s'épanouir et ainsi prospérer.





LANCEMENT DU NOUVEAU MODÈLE DE DISTRICT

Au cours de la dernière année, le Service de police d'Ottawa a amorcé une transformation majeure en mettant en œuvre le *Projet de revitalisation des districts (PRD)*, une initiative stratégique visant à optimiser la prestation des services de première ligne pour tous les résidents.

Le lancement du nouveau modèle de déploiement par district a été un élément clé, réorganisant la manière dont les ressources sont déployées et les services offerts aux quartiers. Ce modèle comprend notamment la création de quatre postes d'inspecteurs de district, ainsi que l'intégration des *Agents de police de quartier (APQ)*, des *Équipes de ressources de quartier (ÉRQ)*, des services de circulation routière et d'autres unités de soutien au sein d'une structure de commandement de district.

La phase pilote, amorcée en mai 2024, vise à améliorer l'alignement des ressources et l'efficacité du service. Le *Projet de revitalisation des districts (PRD)* continue d'appuyer le cadre des initiatives de *Sécurité communautaire et du bien-être (SCBE)*, de préparer une réponse communautaire plus renforcée et optimisée pour l'année 2026 et d'organiser le déploiement du district du Sud en 2027. Des ressources seront affectées à la police de quartier et de district en 2025, assurant un impact tangible au sein de ses collectivités.

Ce projet vise également à stabiliser les effectifs, réduire le stress organisationnel et permettre une adaptation plus progressive, en vue d'une mise en œuvre complète en 2027.



Lors de la Semaine de la police 2024, sous le thème « Joignez-vous à la police : Assurez la sécurité de l'Ontario », les agents ont participé à des jeux, des activités et un BBQ gratuit avec les membres de la communauté. Cet événement a été l'occasion de célébrer notre communauté, de renforcer les liens et de mettre en valeur l'importance du travail policier, à la fois comme carrière et service public.



En collaboration avec Safer Roads Ottawa, les membres de l'Équipe de ressources de quartier ont animé un événement dédié à la sécurité routière aux intersections pour tous les usagers de la route, dont des conducteurs, cyclistes et piétons. Plus de 400 personnes ont assisté à cette initiative pour recevoir des conseils pratiques de la part des agents du Service de police d'Ottawa et du personnel municipal.

Bâtir ensemble un centre-ville plus sûr: progrès initiaux de la Stratégie CORE d'Ottawa

La Stratégie d'approche, d'intervention et de mobilisation communautaires (CORE) du Service de police d'Ottawa, inaugurée en 2024, montre déjà d'encourageants signes de progrès quant à aborder les inquiétudes en matière de sûreté publique dans des voisinages prioritaires du centre-ville d'Ottawa.

Une nouvelle approche s'enracine

Instaurée en réponse aux nombre croissant d'appels de service et de demandes de soutien de la collectivité en vue de revitaliser divers secteurs du centre-ville après la pandémie, CORE représente un passage vers des services policiers proactifs et fondés sur des données probantes, mettant l'accent sur la prévention, la résolution collaborative des problèmes, et les partenariats communautaires.

Le COQ: un carrefour de collaboration

Le Centre des opérations de quartier (COQ) au 50, rue Rideau devint entièrement opérationnel le 1er juin 2024. Situé au rez-de-chaussée du Centre Rideau et donnant sur la rue Rideau, le COQ sert de quartier général stratégique de l'initiative.

Le COQ est vite devenu bien plus d'une base d'opérations. Il héberge des présentations communautaires et sert de point d'accès visible aux résidents cherchant de l'aide. À l'intérieur, le groupe de travail de première ligne multi-organismes rassemble des agents, des employés municipaux, et des partenaires communautaires dans un espace collaboratif envisagé pour la résolution de problèmes en temps réel. Son emplacement judicieux au centre-ville a amélioré l'efficacité, permettant aux agents à consacrer plus de temps au sein de la collectivité plutôt que de constamment faire du va-et-vient à partir du quartier général de la rue Elgin.



Des partenariats traitant de besoins complexes

L'une des pierres d'angle de CORE est le Tableau d'intervention communautaire intégrée (TICI), toute première démarche multi-organismes d'Ottawa de soutien envers de personnes à risque élevé et aux besoins complexes. Réunissant plus d'une trentaine d'organismes communautaires, le TICI propose des interventions coordonnées aux personnes aux prises avec des défis liés à la santé mentale, la consommation de substances, l'instabilité du logement, et autres problèmes qui entraînent souvent des inquiétudes en matière de sûreté publique. Même si le SPO a aidé à établir le Tableau, celui-ci reste mené par la collectivité, deux partenaires communautaires y siégeant comme co-présidents.

Premier signes d'amélioration

Les premiers 90 jours de mise en œuvre de CORE ont donné d'encourageants résultats préliminaires. Les données démontrent une baisse globale de 16 % du nombre d'appels de service dans les zones ciblées, certains lieux troubles connaissant de plus importantes améliorations. Dans le secteur Rideau / King Edward, le nombre d'appels diminua de 37 %, tandis que certains endroits connurent des baisses de criminalité allant jusqu'à 43 %.

Mais surtout, les activités policières préventives ont augmenté de 250 % lors de jours clés à des endroits prioritaires, apportant une visible présence policière que les membres de la collectivité ont vite remarqué et apprécié. Cependant, tous les secteurs n'ont pas connu le même niveau d'amélioration, soulignant le besoin de collaboration et de résolution de problèmes continues au sein des secteurs défavorisés.

Aménagement de l'environnement pour des espaces plus sûrs

Au-delà de la présence policière accrue, CORE mise aussi sur des milieux physiques qui soit permettent ou découragent l'activité criminelle. Le volet Prévention du crime par l'aménagement du milieu (PCAM) a lancé des vérifications sécuritaires portant sur 20 adresses du centre-ville à haute priorité.

De plus, le nouveau registre en ligne de caméras, dernièrement mis à l'essai, vise à encourager la participation de la collectivité à la sûreté publique, puisque les résidents et entreprises peuvent aider à élucider des crimes en fournissant aux policiers des renseignements sur l'emplacement de leurs caméras de sécurité.



Rétroaction de la collectivité et des agents

Les agents participant au volet patrouille à pied de CORE rapportent une réaction positive de la collectivité. Leur visibilité accrue dans divers secteurs du centre-ville a donné lieu à des échanges fructueux avec les résidents et commerçants, qui expriment fréquemment leur reconnaissance pour la présence policière bonifiée. Ces interactions constituent de précieuses occasions d'échanger des renseignements sur les préoccupations du quartier, ce qui aide à affecter les ressources policières avec plus d'efficacité.

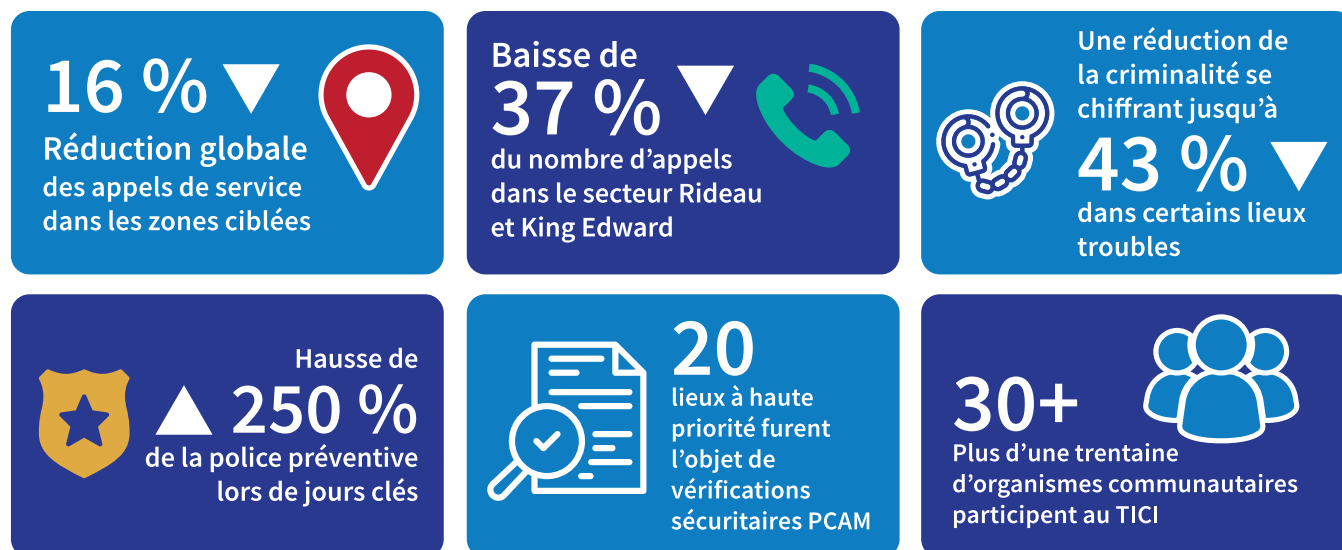
Vers l'avenir: CORE 2025

Tirant profit des leçons de la première année, les plans de CORE 2025 comprennent un élargissement de la couverture vers d'autres secteurs, un déploiement sur plus de jours de la semaine, et une prolongation des heures d'activité. Ces ajouts seront guidés par l'analyse de données et la rétroaction de la collectivité afin que les ressources soient affectées aux endroits aux besoins les plus pressants.

La participation communautaire demeure au cœur de l'avenir de la stratégie. Le Conseil consultatif communautaire continuera à offrir conseils et rétroaction, tandis que des consultations de la collectivité aideront à régler les efforts policiers en fonction des priorités du quartier.

Jusqu'ici, les améliorations reflètent un effort collaboratif entre résidents, commerçants, organismes communautaires, services municipaux, et policiers, un partenariat qui continuera à se renforcer avec l'évolution de CORE.

CORE en chiffres - les 90 premiers jours



LA SÉCURITÉ ET LE BIEN-ÊTRE DANS LES COLLECTIVITÉS

Le *Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités (PSBC)* continue de jouer un rôle central dans l'amélioration de la sécurité et du bien-être global des diverses et multiples communautés d'Ottawa. Les unités du PSBC sont essentielles pour instaurer la confiance au sein de la communauté, bâtir des partenariats durables et répondre aux besoins changeants de nos résidents. Leur travail dépasse l'application traditionnelle de la loi en mettant l'accent sur la prévention, le soutien et la collaboration, contribuant ainsi à une approche holistique et proactive du maintien de l'ordre, et ce de concert avec les membres de la communauté.

Les unités du PSBC se concentrent sur trois domaines clés : les liens communautaires, les services de protection de la communauté et la mobilisation et l'implication et la mobilisation des jeunes de la communauté.

Liens communautaires

Partenariats stratégiques et mobilisation (PSM) et Ressources et relations pour la diversité (RRD)

De nombreuses sections et unités au sein de la Police d'Ottawa travaillent activement à renforcer la confiance de la communauté, à promouvoir l'inclusivité, et à garantir que les pratiques policières soient culturellement sensibles et adaptées aux besoins des diverses communautés d'Ottawa. Les unités des *Partenariats stratégiques et de mobilisation (PSM)* ainsi que les *Ressources et relations pour la diversité (RRR)* jouent un rôle clé dans ce travail, en se concentrant entièrement sur des liens significatifs et la construction de ponts au-delà des divisions culturelles et sociales.

En 2024, l'unité des PSM a fourni une orientation stratégique pour la mobilisation communautaire, en fixant des objectifs de haut niveau et en soutenant la conception et la mise en œuvre de diverses initiatives. L'unité DRR a travaillé sur le terrain pour appliquer ces stratégies, veillant à ce que la Police d'Ottawa engage régulièrement le dialogue avec les communautés de manière culturellement sensible et inclusive. Grâce à une série d'initiatives, les deux unités ont contribué à renforcer les relations et la confiance entre la Police d'Ottawa et les différentes cultures communautaires d'Ottawa.

Un moment marquant a été l'Initiative de partenariat communautaire 2SLGBTQQIA+, qui a inclus des séances consultatives avec des organisations telles que Bruce House, Capital Pride et The Purge Fund. Ces séances ont été déterminantes pour renforcer l'engagement de la Police d'Ottawa à créer des espaces sécuritaires pour tous.

Les unités RRD et PSM ont également contribué significativement à soutenir les communautés victimes de violence armée, comme celles du Burundi et de la République démocratique du Congo, et ont facilité des discussions sur des questions sensibles telles que les relations entre Juifs et Palestiniens. Elles ont également fait partenariat et collaboré avec plusieurs communautés, dont la musulmane, la juive, la Coréenne et l'ismaélienne, pour faire face aux incidents motivés par la haine et renforcer la prévention de la criminalité.



En 2024, l'unité RRD a organisé une série d'événements marquants, témoignant de son engagement continu à renforcer les liens avec la communauté. La Célébration annuelle de la diversité, qui fêtait sa 10^e édition, a mis en lumière l'importance de la diversité et de l'inclusion tant au sein du service que dans la communauté élargie. En plus de cet événement marquant, l'unité a proposé diverses activités culturelles et dialogues, comme le Cercle d'écoute Jaku Konbit, invitant les jeunes africains, caribéens et noirs (ACB) à échanger directement avec la Police d'Ottawa, ainsi que la célébration de la Kwanzaa, réunissant membres de la police et citoyens pour honorer l'héritage africain. Parmi les initiatives remarquables de l'année, un déjeuner entre la communauté bouddhiste d'Ottawa et le chef de police a offert une plateforme unique pour un dialogue ouvert et une meilleure compréhension mutuelle.

En interne, les unités RRD et PSM ont continué de donner la priorité à la compétence culturelle au sein de la Police d'Ottawa, en intégrant les principes *d'équité, diversité et inclusion (ÉDI)* à la formation des recrues. Ces efforts garantissent que les nouveaux agents soient prêts à servir les diverses communautés d'Ottawa avec respect et compréhension.

Les unités RRD et PSM poursuivent leur engagement à renforcer les liens avec les communautés marginalisées, à étendre leurs programmes éducatifs et à veiller à ce que les stratégies d'engagement de la Police d'Ottawa reflètent des valeurs de respect, d'inclusivité et de conscience culturelle.

SERVICES DE PROTECTION DES COLLECTIVITÉS

Unité de santé mentale

L'*Unité de santé mentale (USM)* a renforcé son approche face aux crises en santé mentale, visant à fournir des interventions compatissantes et efficaces pour les personnes en détresse. Elle continue d'élargir ses formations, de consolider ses partenariats externes, et de bâtir un cadre solide pour la réponse en santé mentale au sein de la Police d'Ottawa et dans la communauté.

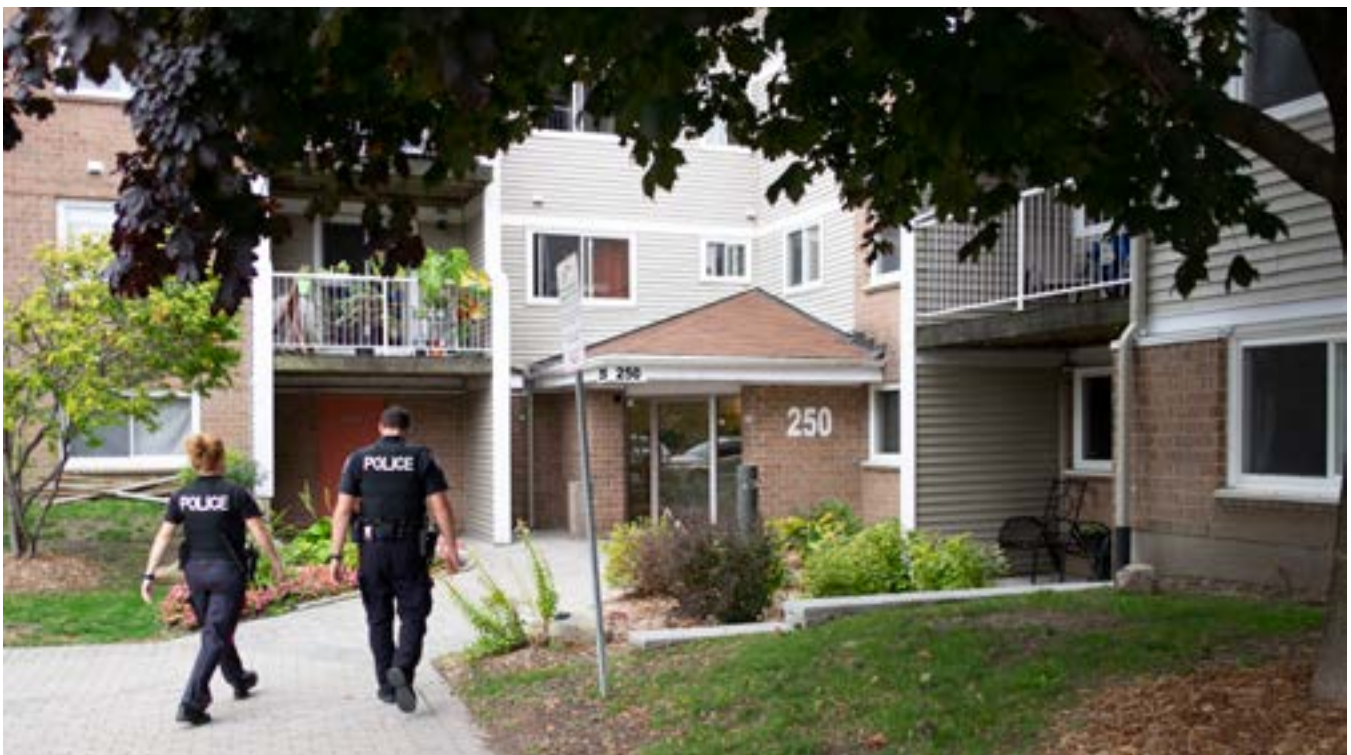
L'USM continue à travailler étroitement avec des partenaires communautaires pour offrir des formations destinées à améliorer la réponse aux crises. Plus de 60 ambulanciers et superviseurs ont été formés afin de mieux coordonner leurs actions autour de crises de santé mentale. Des formations ont aussi été dispensées à OC Transpo pour les agents spéciaux et les nouvelles recrues, accompagnées d'opportunités de stage au sein de l'USM pour renforcer les compétences en intervention.

Au sein du Service, l'*Unité de santé mentale (USM)* s'assure que les nouvelles recrues et le personnel du Centre de communications bénéficient d'une formation adaptée pour traiter les situations liées à la santé mentale avec attention et empathie. Par ailleurs, l'USM a élargi son programme de Formation à l'intervention en situation de crise (FISC) en désignant de 18 à 20 agents de la *Division de première ligne comme agents FISC*, assurant une plus grande capacité d'intervention en cas de crise mentale.

Dans le contexte d'un projet pilote, un nouveau poste d'agent de police en santé mentale pour la jeunesse a été mis en place pour offrir soutien et accompagnement aux jeunes en crise, ainsi que pour faciliter leur accès aux services. Ce rôle se poursuivra en 2025, en collaboration avec la *Section jeunesse* selon les besoins, afin d'améliorer la réponse aux enjeux de santé mentale chez les jeunes.

En 2024, une étape importante a été franchie avec l'obtention d'un financement provincial de l'Ontario pour créer des *Équipes mobiles d'intervention en crise (ÉMIC)*, augmentant la capacité du Service de police d'Ottawa à répondre aux crises en santé mentale sur le terrain.

Suite à des formations continues, à la collaboration et à l'innovation, l'USM veille à ce que la Police d'Ottawa soit prête à soutenir les personnes en crise avec soin, dignité et efficacité.



Prévention de la criminalité

L'Unité de prévention de la criminalité du Service de police d'Ottawa (UPC) se consacre à améliorer la sécurité et la sûreté de la communauté par l'éducation proactive, des initiatives stratégiques et de solides partenariats communautaires. Plusieurs programmes en cours visent à réduire la criminalité et à promouvoir la sécurité partout à Ottawa.

La Semaine de la prévention de la criminalité, initiative majeure de l'UPC, s'est tenue du 3 au 9 novembre 2024 sous le thème « Sensibilisation en action : Protégeons ensemble l'Ontario ». Pendant cette semaine, l'UPC, appuyée par les agents de quartier, a mis en avant des programmes de sécurité ciblant des problématiques telles que les crimes contre les biens, le vol de véhicules et les crimes haineux.

Le programme *Crime Free Multi-Housing (CFMHP)* reste une stratégie clé de prévention, contribuant à exclure les activités illégales et les nuisances dans les résidences locatives. En partenariat avec la police, les propriétaires, gestionnaires et résidents, ce programme vise à créer des milieux de vie plus sûrs. En 2024, le programme CFMHP s'est étendu à 816 immeubles et 18 891 logements à travers Ottawa, augmentant ainsi sa portée et son efficacité.

De plus, le *Programme de prévention de la criminalité par la conception environnementale (PPCE)* constitue un outil efficace pour réduire la criminalité par le biais de l'aménagement urbain. En 2024, la section PPCE a réalisé 54 audits et 15 examens de plans de sites, notamment au Temple Israël et à la synagogue Beit Tikvah, aidant ainsi à renforcer la sécurité et à décourager les actes criminels.



En partenariat avec *l'Initiative jeunesse en police (YIPI)*, l'UPC a également renforcé ses efforts pour lutter contre le vol de vélos grâce au projet Project 529 Garage. Ce programme communautaire permet aux propriétaires de vélos de les enregistrer via une application mobile, facilitant ainsi la récupération des vélos volés et la prévention des vols, tout en renforçant les liens avec la communauté cycliste.

Le *Programme de Surveillance de quartier (PSQ)* demeure l'une des initiatives de prévention du crime les plus réussies et durables. En encourageant les voisins à veiller les uns sur les autres, ce programme favorise la collaboration communautaire et aide à prévenir la criminalité grâce à une vigilance partagée et une communication avec la police.



Les membres des programmes auxiliaires du SPO jouent un rôle essentiel dans le succès des programmes de *l'Unité de prévention de la criminalité*. En tant que bénévoles en uniforme, ils appuient diverses tâches policières, participent aux programmes de prévention, s'engagent dans des événements communautaires et contribuent aux efforts de sécurité publique dans toute la municipalité. Leur implication renforce l'efficacité de ces programmes, favorisant des communautés plus sûres et mieux connectées.

Déjudiciarisation pour délinquants adultes

Le programme de *Déjudiciarisation pour délinquants adultes (DDA)* est une pierre angulaire de l'approche du Service de police d'Ottawa (SPO) en matière de justice réparatrice et de prévention du crime. Depuis son lancement officiel en 2023, le programme a élargi sa portée et son efficacité, détournant les personnes admissibles du système judiciaire vers des programmes de réadaptation et de service communautaire. Cela réduit non seulement la récidive, mais allège aussi la pression sur le système judiciaire.

Parmi les progrès clés, on compte notamment le développement de formations spécialisées pour les recrues et les agents de première ligne du SPO, ainsi que le partage des meilleures pratiques avec d'autres services de police de l'Ontario. Le programme évolue constamment, envisageant d'inclure d'autres infractions, telles que des délits liés à la drogue, en collaboration avec la Couronne fédérale.

Les partenariats solides sont au cœur du succès du programme. Le SPO a renforcé ses liens avec des organisations communautaires comme Tungasuvvingat Inuit et la Société Elizabeth Fry d'Ottawa, garantissant un soutien culturel spécifique aux participants. Le programme collabore aussi avec le *Programme de responsabilité directe (PRD)* du ministère du Procureur général et d'autres services policiers en Ontario, positionnant le SPO en tant que leader dans les pratiques de déjudiciarisation.

Le SPO envisage également la création d'un nouveau poste à l'avenir pour gérer les renvois post-mise en accusation vers le Tribunal de traitement de la toxicomanie, ce qui élargirait l'impact du programme. Le programme de DDA reste au centre des efforts du SPO pour favoriser une culture de sécurité et de bien-être au sein de la communauté.

APPROCHE, D'INTERVENTION ET DE MOBILISATION COMMUNAUTAIRE DES JEUNES



Unité de jeunesse communautaire

Le Service de police d'Ottawa a renforcé son engagement auprès des jeunes grâce à une stratégie jeunesse améliorée, alignée sur la *Stratégie d'approche, d'intervention et de mobilisation communautaires (CORE)* et le cadre de sécurité et bien-être communautaire. Cette stratégie met l'accent sur l'engagement proactif des jeunes et des partenaires, l'intervention précoce, la déjudiciarisation pour délinquants adultes, la responsabilisation progressive et la réintégration positive, visant à réduire la victimisation et la criminalité chez les jeunes.

Un élément clé de cette stratégie est le nouveau modèle d'engagement scolaire, développé en collaboration avec les quatre commissions scolaires publiques d'Ottawa. Ce modèle offre aux écoles un accès direct à l'*Unité communautaire des jeunes (UCJ)*, composée d'agents experts en matière de police jeunesse. Ces agents interviennent de manière proactive auprès des élèves et du personnel, soutenant des initiatives telles que des présentations éducatives, des exercices de confinement et le renforcement des relations au sein des écoles.

Les administrateurs scolaires ont fait part de retours très positifs, soulignant l'importance de la présence des agents. Pour consolider ces partenariats, les agents de l'UCJ ont suivi une formation spécialisée et visité neuf organismes jeunesse, notamment le Roberts Smart Centre, le Centre de santé mentale pour enfants Crossroads et Operation Come Home. Par ailleurs, l'unité a mobilisé les parents par le biais de présentations éducatives, dont une session en français sur « Jeunesse et droit » qui a réuni environ 100 parents.

Afin d'améliorer l'engagement proactif des jeunes et des partenaires, l'UCJ a lancé une stratégie sur les réseaux sociaux, favorisant une communication renforcée en interne et en externe. Les programmes jeunesse du Service de police d'Ottawa (SPO) ont également prospéré, avec l'intégration de nouveaux membres au *Comité consultatif jeunesse (CCJ)* et au Corps des cadets. *L'Initiative jeunesse en police (IJP)* a employé 44 étudiants durant les sessions d'hiver et d'été, tandis que le Programme de mentorat en soccer pour jeunes a mené avec succès des sessions printanières et automnales pour deux commissions scolaires.

En plus de soutenir les initiatives déjà établies, l'*Unité communautaire des jeunes (UCJ)* joue désormais un rôle plus actif dans la gestion de programmes tels que Cutz 4 Kidz et Cop Shop. Ce changement permet d'assurer une meilleure reddition de comptes et une prestation de programmes de qualité, renforçant ainsi l'engagement de l'unité à offrir des occasions d'engagement et de développement structurées et percutantes pour les jeunes.

L'UCJ renforce ses efforts d'intervention précoce en collaborant étroitement avec le programme Intersections afin de recommander les enfants de moins de 12 ans, dans le but de s'attaquer aux causes profondes et de prévenir toute implication policière future. Les visites régulières dans les foyers de groupe ont permis d'interagir avec des jeunes vulnérables à risque de traite de personnes ou fréquemment signalés comme disparus, renforçant la collaboration avec l'agente de liaison de la Société de l'aide à l'enfance (SAE). De plus, des partenariats proactifs avec l'Unité des personnes disparues ont contribué à réduire la récurrence des signalements de disparitions.

L'Unité communautaire des jeunes (UCJ) a intensifié ses efforts de déjudiciarisation en 2024 grâce à une formation ciblée avec le Club des garçons et filles d'Ottawa. Les résultats : 88 jeunes ont évité le système judiciaire grâce à des approches alternatives. L'UCJ a aussi participé à 73 Évaluations des menaces de violence et des risques (EMVR) pour intervenir de manière proactive.

Pour assurer une responsabilisation progressive, les agents de l'Unité communautaire des jeunes (UCJ) appliquent les principes de la Loi sur le Système de justice pénale pour les

adolescents (LSJPA) dans le cadre de leurs enquêtes, en privilégiant les interventions proportionnelles à la nature des infractions. Lorsque la déjudiciarisation n'est pas envisageable, les agents mènent des enquêtes rigoureuses qui aboutissent à des accusations criminelles. Dans la majorité des cas où des accusations s'imposent en raison de la gravité des faits, l'UCJ soutient différentes unités d'enquête du SPO, notamment l'Unité des agressions sexuelles et des mauvais traitements envers les enfants (UASME), l'Unité des vols qualifiés, l'Unité des enquêtes criminelles (UEC), l'Unité des crimes haineux et l'Unité de la traite des personnes.

Dans une optique de réintégration réussie, les agents de l'UCJ travaillent en partenariat avec les écoles pour soutenir les jeunes qui reviennent d'une suspension, afin de les aider à retrouver leurs repères dans le système scolaire parfois difficile à naviguer. Cette démarche s'inscrit dans l'engagement continu de l'unité à encourager la participation des jeunes et à éliminer les obstacles entravant leur développement. »



PRINCIPALES TENDANCES DE LA CRIMINALITÉ

	2023		2024			
Infractions	Réel	Dégagement %	Réel	Dégagement %	Moyenne sur 5 ans	Changement %
Crimes contre la personne	600	100.7%	640	100.2%	514.4	6.7%
Crimes contre les biens	577	100.5%	457	100.6%	449.2	-20.8%
Autres infractions au code pénal	326	101.1%	234	101.4%	245.2	-28.295
Total des infractions au code pénal excluant la circulation routière	1503	100.7%	1331	100.6%	1208.8	-11.4%

Crimes contre la personne		2023		2024			
Infractions		Réel	Dégagement %	Réel	Dégagement %	Moyenne sur 5 ans	Changement %
Violations causant la mort		3	100.0%	0	-	2.0	-100.0%
Tentative de commettre un crime capital		0	-	0	-	1.4	0.0%
Voies de fait		357	96.2%	357	100.7%	288.6	0.0%
Violations entraînant une privation de liberté		12	100.0%	11	60.0%	7.0	-8.3%
Violations sexuelles		44	130.0%	70	87.3%	54.2	59.1%
Autres violations impliquant la violence ou la menace de violence		184	100.9%	202	105.4%	161.2	9.8%
Total des crimes contre la personne		600	100.7%	640	100.2%	514.4	6.7%

Crimes contre la propriété		2023		2024			
Infractions		Réel	Dégagement %	Réel	Dégagement %	Moyenne sur 5 ans	Changement %
Vol - Véhicule à moteur		74	103.9%	48	102.9%	46.2	-35.1%
Incendie criminel		5	150.0%	5	65.7%	3.4	0.0%
Possession de biens volés		32	100.0%	14	100.0%	16.8	-56.3%
Effraction		64	112.1%	20	106.7%	55.4	-68.8%
Vol de 5 000 \$ et moins		293	97.0%	283	100.0%	233.0	-3.4%
Méfait		87	100.0%	74	101.8%	79.6	-14.9%
Vol de plus de 5 000 \$		0	-	3	100.0%	1.0	300.0%
Fraude		22	106.3%	10	100.0%	13.8	-54.5%
Total des délits contre les biens		577	100.5%	457	100.6%	449.2	-20.8%

Autres infractions au code pénal		2023		2024			
Infractions		Réel	Dégagement %	Réel	Dégagement %	Moyenne sur 5 ans	Changement %
Armes offensives		52	97.4%	28	104.6%	34.6	-46.2%
Autres infractions au code pénal		274	101.7%	206	101.1%	210.6	-24.8%
Total des autres infractions au code pénal		326	101.1%	234	101.4%	245.2	-28.2%

Le taux d'élucidation des crimes commis par les jeunes reflète la définition sous-jacente utilisée par Statistique Canada, qui classe les crimes commis par les jeunes comme des incidents impliquant des jeunes âgés de 12 à 17 ans qui ont été soit inculpés, soit déjudiciarisés (p. ex. avertissement, mise en garde ou renvoi à des programmes communautaires). Comme ces affaires sont, par définition, déjà classées par des moyens formels ou informels, le taux de classement qui en résulte est intrinsèquement élevé.

SECURITE ROUTIÈRE

Le Service de police d'Ottawa a toujours à cœur la sûreté de tous les usagers de la route, misant sur la sensibilisation préventive, la répression, et des initiatives innovantes afin d'améliorer la sécurité routière partout à travers la ville.

En juin 2024, l'Unité de la circulation du SPO lança l'initiative d'application des règlements de la circulation « Les résidents comptent » (#ResidentsMatter). Les équipes d'application de l'initiative LRC sont formées d'agents de première ligne et d'agents de la circulation du SPO. Les agents LRC adoptent une démarche tolérance zéro face à toutes les infractions liées à la vitesse, à la conduite avec facultés affaiblies, aux vacarme et aux comportements dangereux et perturbateurs connexes dans les rues de la ville et sur ses routes.

Tandis que la campagne LRC suit son cours, l'Unité de la circulation demeure fortement mobilisée, mettant l'accent sur :

- **L'application des règlements de la circulation et opérations spéciales portant notamment sur la vitesse excessive, le port de la ceinture de sécurité, la conduite inattentive, et les courses de rue.**
- **L'aide à la gestion de la circulation à la suite de collision graves (94 collisions).**
- **Le soutien lors de défilés, manifestations, et grands événements (52 activités).**

En 2024, le SPO délivra près de 31 000 contraventions à la Loi sur les infractions provinciales (Partie I) liées à la circulation. Ces contraventions portent sur les infractions à divers règlements provinciaux, dont les infractions relatives à la conduite d'un véhicule, à la documentation, au matériel, et au stationnement. Les infractions relatives à la conduite d'un véhicule font référence à celles qui surviennent lorsqu'un véhicule est en mouvement, notamment le fait de ne pas céder le passage ou de ne pas s'arrêter à un feu de circulation. Les infractions relatives aux documents font référence aux « infractions sur papier » comme celles liées aux assurances et aux permis. Les infractions relatives à l'équipement sont liées à l'entretien d'un véhicule et à l'utilisation de l'équipement de sécurité, comme les ceintures de sécurité, et à l'utilisation d'appareils portatifs.



Collisions:

En 2024, 19 777 collisions furent déclarées, dont 18 furent mortelles. Les collisions entraînant des blessures se chiffrent à 1 147, une baisse de 12 % par rapport à 2023, reflétant le succès de nos initiatives de sécurité routière continues. Les agents du SPO se rendirent sur les lieux de 2 989 collisions, ce qui représente 15 % de tous les cas signalés, les autres étant pris en charge à nos Centres de rapport de collision (CRC).



19 780

collisions furent déclarées



dont **18** furent
mortelles.



Les collisions entraînant des
blessures se chiffrent à

1 147

une baisse de

12%

par rapport à 2023



Les agents du SPO se
rendirent sur les lieux
de 2 989 collisions, ce qui
représente 15 % de tous
les cas signalés

Courses de rue et manœuvres périlleuses:

Dans le cadre de l'Initiative 2024-25 de répression des courses de rue « Les résidents comptent », le SPO intensifia ses efforts de répression, ciblant les conducteurs à risque élevé et ceux s'adonnant aux courses de rue. Lors de cette initiative, les équipes LRC furent déployées dans des endroits clés à travers la ville, se concentrant sur l'application des règlements de la circulation et abordant expressément des problèmes liés aux modifications de véhicules qui nuisent à la sûreté et la qualité de vie des résidents.

En 2024, le SPO enregistra 370 cas de manœuvres périlleuses, soit une baisse de 11 % comparativement à 2023. Ceci témoigne de la réussite continue de notre démarche tolérance zéro et de nos efforts de répression ciblée.

Conduite avec facultés affaiblies:

En 2024, 846 cas de conduite avec facultés affaiblies furent signalés, ce qui correspond à une baisse de 4 %

par rapport à l'année précédente. Nos efforts continus pour contrer la conduite avec facultés affaiblies englobent le déploiement stratégique de campagnes RIDE à travers la ville, dans le cadre de l'Initiative intégrée d'application améliorée. Ces initiatives, jumelées avec de plus nombreuses campagnes de sensibilisation publique, sont déterminantes pour la réduction du nombre d'incidents liés à la conduite avec facultés affaiblies. Le Service de police d'Ottawa continuera à s'appuyer sur les réussites de 2024, misant particulièrement sur :

- Élargir l'Initiative intégrée d'application améliorée, notamment par l'ajout d'agents affectés à la circulation de division, améliorant notre réactivité face aux enjeux relatifs à la sûreté routière dans chaque division;
- Accroître la collaboration avec nos partenaires communautaires et organismes de sécurité routière en vue d'aborder les problèmes émergents en matière de circulation;
- Continuer à préconiser la sensibilisation du public relativement à la sécurité routière, surtout auprès de jeunes conducteurs et au sujet de comportements très risqués.



En 2024, le SPO enregistra **370**
cas de manœuvres périlleuses, soit une
baisse de 11 % comparativement à 2023



En 2024,

846 cas de conduite

avec facultés affaiblies furent
signalés, ce qui correspond

à une baisse de **4 %** par rapport à l'année précédente



Plongée, marine et sentiers

Patrouillant les vastes réseaux de voies navigables et de sentiers des alentours d'Ottawa, l'Unité marine, de plongée et de sentiers (MPS) de la Police d'Ottawa mène un large éventail d'opérations, démontrant sa polyvalence et son engagement envers la collectivité. Parmi ses activités clés, on compte :

- Opérations de récupération de dépouilles pour épauler des enquêtes et permettre aux familles des victimes de tourner la page;
- Recherches aquatiques et terrestres de personnes disparues, démontrant les compétences spécialisées de l'Unité au sein de contextes difficiles;
- Collecte d'éléments de preuve pour appuyer des enquêtes en cours et veiller à ce que justice soit faite;
- Repêchage de véhicules des voies navigables d'Ottawa, accroissant la sûreté du public et de l'environnement; initiatives de sensibilisation et contrôles auprès de bateaux, de motoneiges, et de véhicules tout-terrain, favorisant pour chacun une expérience en plein air plus sûre.

En outre, l'Unité s'entretient à plusieurs reprises avec les médias, au printemps et en hiver, pour rappeler au public d'user de prudence lors de ses activités saisonnières, et de le mettre en garde quant aux dangers de la glace mince.

Par des mesures d'application factuelles, axées sur le renseignement, et préventives, le SPO est résolu à améliorer la sûreté sur les routes, les sentiers et les voies navigables, tous modes de transport confondus.



Le 4 juillet, l'Unité marine, de plongée et de sentiers de la Police d'Ottawa repêcha une motocyclette de la rivière des Outaouais, près de l'angle de la promenade Riverside et du chemin Walkley.

La motocyclette s'y trouvait depuis le mois de mai, à la suite d'une collision; en raison du mauvais temps qui sévissait, elle n'avait pas encore pu être récupérée.

Grâce à nos agents MPS doués qui firent appel à un véhicule sous-marin téléguidé pour localiser la motocyclette, celle-ci fut tirée des eaux de la rivière.

Opérations conjointes et événements imprévus

Pour lutter contre la criminalité et maintenir la sécurité publique, le Service de police d'Ottawa (SPO) continue de s'appuyer sur ses partenariats essentiels, notamment avec les organismes d'application de la loi locaux, provinciaux et fédéraux. Ces collaborations sont essentielles pour réduire l'activité criminelle, gérer l'ordre public et assurer la sécurité de la communauté, car elles permettent de combiner des données, des ressources et des soutiens logistiques. Nos initiatives conjointes nous permettent de coordonner efficacement les stratégies d'application de la loi et de résoudre des problèmes complexes liés à la criminalité ou au désordre social.

Gestion d'événements et de manifestations de grande envergure

Ottawa accueille, chaque année, de nombreuses manifestations et événements publics de grande envergure. Pour assurer la sécurité publique et minimiser les perturbations, bon nombre nécessitent une planification et une coordination détaillées.

Au cours de la dernière année, le SPO a géré 352 manifestations et 320 événements. Ils ont tous nécessité une attention et une collaboration considérables.

Le SPO travaille en étroite collaboration avec ses partenaires municipaux, provinciaux et fédéraux, pour gérer efficacement ces événements et ce, en adoptant une approche concertée à l'égard de la sécurité publique. Le SPO a par ailleurs à cœur de faire respecter les droits fondamentaux à la liberté de réunion et d'expression protégés par la Charte canadienne des droits et libertés.

Le rôle du service est de faciliter les manifestations légales, de maintenir la paix et de lutter contre les activités illégales de manière équilibrée et proportionnée.

Le SPO accorde la priorité aux mesures de désescalade, à la communication avec les organisateurs d'événements et, au besoin, à des mesures d'application calibrées, en vue de concilier les droits des personnes garantis par la Charte et la mise en application du Code criminel. Cette approche fait en sorte que les manifestations restent pacifiques, que la sécurité publique n'est pas perturbée et que les infrastructures essentielles sont protégées.

C'est ainsi que le SPO entend gagner la confiance du public, faire respecter les règles de droit et faire d'Ottawa un espace sûr et inclusif pour les personnes qui vivent, travaillent et manifestent dans notre ville.





Partenariats et partage de renseignements

L'équipe de commandement intégrée des événements (ÉCIÉ) joue un rôle de premier plan dans la gestion des événements et des manifestations de grande envergure à Ottawa.

Cette équipe facilite l'échange de renseignements et la coordination opérationnelle lors d'événements très médiatisés, notamment les grandes manifestations légales ou illégales et les rassemblements publics. L'ÉCIÉ s'assure que les événements à Ottawa sont gérés efficacement et que la sécurité publique demeure la priorité absolue, en favorisant la collaboration entre les divers ordres de gouvernement et les organismes d'application de la loi.

L'opération INTERSECT joue également un rôle essentiel dans l'échange de renseignements et la coordination des partenariats pour les événements et les manifestations dans la région de la capitale nationale. Elle contribue à une approche coordonnée et éclairée de la gestion d'événements de grande envergure, en fournissant un survol de la situation en temps réel, avant et pendant les événements majeurs et/ou les incidents critiques, et en facilitant la communication entre les partenaires privés, municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'opération INTERSECT ne fournit pas d'orientation opérationnelle, mais plutôt les données, dont les partenaires ont besoin pour prendre des décisions éclairées à l'égard de leurs propres activités. Elle améliore la sécurité publique et l'efficacité opérationnelle de tous les organismes concernés, grâce à l'échange régulier de données et de renseignements, ainsi qu'à la production de rapports d'événements bimensuels et à une collaboration stratégique.

Équipe de liaison avec la police (ÉLP)

Pour voir à ce que les interactions soient pacifiques, l'Équipe de liaison avec la police (ÉLP) joue un rôle essentiel pour les événements et les manifestations, en travaillant directement avec les organisateurs et les participants. En assurant une présence constante et impartiale, l'ÉLP aide à prévenir les conflits et soutient le bon déroulement des rassemblements, des marches et d'autres manifestations. Grâce à ces initiatives concertées, le SPO est en mesure de maintenir un juste équilibre entre la sécurité publique et le droit des personnes de manifester et de s'exprimer librement.

Le SPO a adopté les pratiques exemplaires décrites dans le Cadre national d'intervention policière en cas de manifestations et de rassemblements, approuvé par l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) en 2019. Ce cadre, créé par le Comité des services de police avec les peuples autochtones (SPPA), favorise une approche souple et éclairée de la gestion des manifestations, en mettant l'accent sur les rôles clés des équipes spécialisées comme l'ÉLP.

En mettant en application le cadre national, le SPO peut intervenir de façon cohérente, légale et transparente lors des manifestations. Il peut aussi conserver la confiance du public et assurer une coordination efficace avec les autres services de police.

INITIATIVES CONCERTÉES POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ ET LES TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC

L'an dernier, le SPO a participé à plusieurs opérations conjointes d'envergure avec ses partenaires du domaine de l'application de la loi. Ces initiatives ont non seulement ciblé des activités criminelles hautement prioritaires, mais ont également renforcé la collaboration entre les services policiers.

Voici quelles ont été les principales opérations conjointes :

L'opération « Champion » : un grand succès dans la lutte contre le crime organisé à Ottawa

Après dix-huit mois d'enquête, une importante opération de répression du crime organisé et de la distribution de stupéfiants à Ottawa s'est terminée avec succès. L'opération, « Champion » a permis de porter 149 accusations criminelles contre 17 personnes et d'arrêter 14 personnes. Trois personnes sont toujours en liberté et sont recherchées par la police.

Cette longue enquête, menée par la Direction de lutte contre le crime organisé et les crimes graves du SPO, a nécessité la collaboration de divers organismes d'application de la loi, dont la Police provinciale de l'Ontario (PPO) et le Service de police de Toronto. Son objectif était de cibler les réseaux criminels violents responsables du trafic de cocaïne et de la violence de rue armée, abordant deux des préoccupations les plus pressantes en matière de sécurité publique pour nos collectivités.

Le succès du projet est attribuable aux initiatives coordonnées de plusieurs unités du SPO, notamment les unités des Homicides, des Armes à feu et bandes de rue, des Crimes de rue et du Renseignement. Ces unités ont travaillé ensemble pour démanteler l'organisation responsable du trafic de drogue et des crimes violents qui sévissaient dans les rues d'Ottawa.

L'opération s'est terminée par une série de perquisitions effectuées au début du mois de novembre 2024, qui ont permis de saisir 6,5 kilogrammes de cocaïne, de petites quantités de crack et cinq armes à feu, destinées à la commission de crimes violents. L'enquête a également mené à des accusations liées à des activités du crime organisé, notamment des tentatives de meurtre, des voies de fait et des infractions liées aux armes à feu.

Les 149 accusations portées témoignent de la gravité des activités criminelles mises au jour au cours de l'enquête. Treize personnes impliquées dans cette opération font maintenant face à des accusations liées à leur participation à une organisation criminelle, ce qui marque une étape importante dans le démantèlement des réseaux de crimes violents et de trafic de drogue qui opèrent à Ottawa.

Démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue dans le cadre du Projet Midfield

Dans le cadre d'une importante opération conjointe entre le Service de police d'Ottawa (SPO), la Police provinciale de l'Ontario (PPO) et le Service de police de Brockville (SPB), un vaste réseau de trafic de drogue à Ottawa et dans l'Est de l'Ontario a été démantelé. L'opération, baptisée Projet Midfield, a permis de saisir 47 kilogrammes de cocaïne présumée, d'une valeur marchande estimée à plus de 6 millions de dollars.

L'enquête, qui a débuté en septembre 2024, visait le trafic de drogue à Ottawa, Milford et dans les régions environnantes et ayant des liens avec la région du Grand Toronto. Le 27 novembre 2024, quatre perquisitions ont été effectuées à Ottawa et à Milford, ce qui a permis de découvrir une panoplie d'articles illicites, notamment une arme à feu, un gilet pare-balles, du cannabis, de la psilocybine et de multiples outils servant au trafic de drogue. Parallèlement à la saisie de drogue, deux véhicules ont également été saisis en lien avec des infractions.

Au total, 39 accusations ont été portées contre trois personnes impliquées dans l'opération. Les accusations comprennent la possession de drogues en vue d'en faire le trafic, des infractions liées aux armes à feu et diverses accusations liées aux armes.

Collaboration dans le cadre d'enquêtes sur l'exploitation d'enfants

Le SPO collabore avec plusieurs organismes dans le cadre d'enquêtes distinctes sur l'importation et la possession de pornographie juvénile. Ces initiatives concertées ont mené à des accusations contre des personnes impliquées dans l'exploitation d'enfants.

Le 4 septembre 2024, l'Unité d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet (ICE) du Service de police d'Ottawa a arrêté et inculpé un homme d'Ottawa à la suite d'une enquête conjointe, qui avait débuté en 2022, avec Homeland Security Investigations, le Centre national contre l'exploitation d'enfants (CNCEE) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE).

Un homme de 57 ans d'Ottawa a été accusé des infractions suivantes :

- Production de pornographie juvénile
- Production de pornographie juvénile écrite
- Possession illicite de pornographie juvénile
- Accès à la pornographie juvénile
- Contacts sexuels
- Entente de télécommunication en vue de commettre une infraction pénale spécifique avec une autre personne de moins de 18 ans

Le 31 janvier 2025, l'accusé a plaidé coupable à des accusations de contacts sexuels et de production de pornographie juvénile. Il a été condamné à une peine d'emprisonnement d'un peu plus de 6 ans.

L'homme est également tenu de dédommager la victime, un enfant vivant aux Philippines. C'est la première fois qu'une telle peine est imposée au Canada.

Le site Cyberaide mène à une arrestation à Ottawa

Le 23 mai 2024, l'Unité d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet (ICE) du Service de police d'Ottawa a reçu une dénonciation anonyme de la part de [Cyberaide.ca](https://cyberaide.ca).

Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'abus et d'exploitation sexuels d'enfants sur Internet.

Par conséquent, une femme de 39 ans d'Ottawa a été arrêtée et accusée d'avoir commis les infractions suivantes :

- Production de pornographie juvénile
- Consentir ou organiser une infraction d'ordre sexuel à l'endroit d'un enfant

Le Service de police d'Ottawa tient à remercier les organismes qui ont participé à ces enquêtes, les procureurs adjoints de la Couronne affectés aux dossiers, le Centre canadien de protection de l'enfance (C3P), ainsi que tous les membres du SPO qui appuient les enquêtes et les membres de première ligne qui aident aux enquêtes et aux exécutions de mandats.

La centrale de signalement, exploitée par le Centre canadien de protection de l'enfance (C3P), a été lancée le 26 septembre 2002 à titre de projet pilote au Manitoba. En mai 2004, le site Cyberaide.ca a été adopté dans le cadre de la Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet du gouvernement du Canada.

Pour plus obtenir plus de renseignements sur la façon de protéger les enfants contre l'exploitation et la violence sexuelles envers les enfants, veuillez consulter le site www.protectchildren.ca/fr.

Vous pouvez fournir anonymement des renseignements par la voie d'Échec au crime en composant sans frais le 1-800-222-8477 (TIPS) ou au crimestoppers.ca.

Un partenariat international permet de récupérer un trésor canadien volé

Une enquête collaborative a permis de retrouver un précieux portrait canadien, en partie grâce à la coopération entre le Service de police d'Ottawa (SPO) et des partenaires internationaux.

Le célèbre portrait photographique de Sir Winston Churchill « Roaring Lion », capturé par le célèbre photographe canadien Yousuf Karsh, avait été volé à l'hôtel Fairmont Château Laurier en août 2022. Grâce à des renseignements publics, à des analyses médico-légales et à des recherches de sources ouvertes, les enquêteurs du SPO ont identifié un suspect et retracé le portrait à Gênes, en Italie, chez un citoyen qui avait acheté l'œuvre d'art volée sans le savoir.

Avec l'appui des carabinieri, des dispositions ont été prises pour que le portrait soit renvoyé au Canada. En septembre, deux enquêteurs du SPO se sont rendus à Rome, où le portrait leur a été officiellement remis lors d'une petite cérémonie.

Ce résultat positif a marqué le retour d'un élément emblématique de l'histoire canadienne et a démontré la force de la coopération au-delà des frontières. Le portrait est maintenant de retour en toute sécurité à Ottawa, où il sera bientôt exposé au public au Château Laurier.



Engagement à l'égard de la sécurité publique et de la collaboration policière

Le SPO est déterminé à maintenir des partenariats solides et collaboratifs avec d'autres organismes d'application de la loi. Ces partenariats sont essentiels pour faire face à des situations complexes et à haut risque, comme le crime organisé, les événements d'ordre public et les incidents critiques. En travaillant ensemble, nous améliorons notre capacité à réagir rapidement et efficacement aux menaces émergentes, assurant ainsi la sécurité et le bien-être des résidents d'Ottawa.

LE CRIME À OTTAWA

TAUX DE CRIMINALITÉ	CRIMES SIGNALÉS	INDICE DE GRAVITÉ DE LA CRIMINALITÉ ^[1]	TAUX D'ÉLUCIDATION EN % (pp)
2023 : 4 433 2024 : 4 610 	2023 : 48 032 2024 : 50 608 	2023 : 54,5 2024 : 55,4 	2023 : 28 % 2024 : 25 %

En 2024, le nombre de crimes signalés à la police dans la ville d'Ottawa augmenta (de 4,0 %), pour atteindre 4610 incidents par 100 000 habitants. Le taux d'élucidation de l'ensemble des infractions au Code criminel (sauf les délits liés à la circulation) chuta, passant de 28 % en 2023 à 26 % en 2024.

L'indice de gravité de la criminalité (IGC) est une mesure de la criminalité signalée à la police qui reflète la gravité relative des infractions individuelles et suit l'évolution de la gravité de la criminalité au fil du temps. En 2024, la gravité de la criminalité à Ottawa augmenta de 2 %, atteignant 55,4 points.

Consultez le ottawapolice.ca pour visualiser les tendances de la criminalité à Ottawa, pour la ville et par quartiers, 2023–2024.

Crime avec violence

TAUX DE CRIME AVEC VIOLENCE	CRIMES SIGNALÉS	INDICE DE GRAVITÉ DE LA CRIMINALITÉ ^[2]	TAUX D'ÉLUCIDATION EN % (pp)
2023 : 748 2024 : 746 	2023 : 8 102 2024 : 8 192 	2023 : 62,1 2024 : 62,2 	2023 : 41 % 2024 : 39 %

Les crimes avec violence désignent les infractions au Code criminel identifiées comme « crimes contre la personne ». Plus précisément, un crime violent est tout crime où des menaces physiques ou verbales de violence sont proférées contre quelqu'un.

Cette catégorie comprend diverses infractions, notamment l'homicide, la tentative de meurtre, les voies de fait, le vol qualifié, l'agression sexuelle et les menaces ou intimidation.

En 2024, le volume global des crimes avec violence à Ottawa demeura stable.

Le Service de police d'Ottawa élucida près de 39 % de tous les crimes avec violence en 2024.

[1] Les valeurs sont estimatives et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.
[2] Les valeurs pour l'indice de gravité des crimes violents sont estimatives et ne représentent pas l'IGC officiel publié par Statistique Canada.

Crime sans violence

TAUX DE CRIMINALITÉ	CRIMES SIGNALÉS	INDICE DE GRAVITÉ DE LA CRIMINALITÉ ^[1]	TAUX D'ÉLUCIDATION EN % (pp)
2023 : 3 685 2024 : 3 864 +5 %	2023 : 39 931 2024 : 42 416 +6 %	2023 : 51,9 2024 : 53,2 +3 %	2023 : 26 % 2024 : 23 % -3 %

Les crimes sans violence englobent tant les infractions contre les biens signalées à la police que les autres infractions au Code criminel. Ces crimes impliquent des actes illégaux visant à obtenir des biens, mais aucune violence à l'endroit d'autrui. Les crimes contre la propriété comprennent des infractions telles que l'incendie criminel, l'introduction par effraction, le vol, les méfaits et la fraude.

En 2024, les crimes sans violence connurent une augmentation de 5 %. L'indice de gravité de la criminalité pour les crimes sans violence augmenta de 3 %.

Le Service de police d'Ottawa élucida environ 23 % des crimes sans violence, une baisse de 3 % par rapport à 2023.



INCENDIES CRIMINELS

L'Unité des incendies criminels du Service de police d'Ottawa doit mener des enquêtes difficiles et déchirantes. Des incendies tragiques qui accablent des familles aux dangereux actes criminels qui menacent la sûreté de la collectivité, l'Unité s'affaire inlassablement à découvrir la vérité, à obtenir justice, et à soutenir ceux et celles qui sont affectés par la destruction. Chacune des affaires exige non seulement des connaissances techniques et de l'expertise, mais aussi la compassion et la persévérance nécessaires pour composer avec les dégâts affectifs de ces crimes. Par son dévouement, l'Unité des incendies criminels joue un rôle crucial pour aider les victimes à tourner la page et pour tenir responsables de leurs actes les auteurs du crime. En 2024, l'Unité se pencha sur 413 affaires, dont 57 font toujours l'objet d'une enquête.

Incendie criminel avec homicide, rue Donald

Le 2 mai 2024, un incendie se déclara dans un secteur résidentiel de la rue Donald, envoyant trois personnes — une mère et ses deux jeunes filles — directement à l'hôpital, en état critique. L'Unité des incendies criminels prit vite l'enquête en charge, établissant que l'incendie était d'origine criminelle. Les lieux furent examinés avec l'appui du Bureau du commissaire des incendies et du Service des incendies d'Ottawa, qui unirent leurs efforts pour découvrir la vérité.

Malheureusement, une semaine plus tard, la plus jeune des deux filles, âgée de trois ans, succomba aux blessures qu'elle avait subies. L'Unité des incendies criminels œuvra en collaboration avec l'Unité des homicides, ce qui mena à l'arrestation d'un homme d'Ottawa âgé de 42 ans, qui fut inculpé de meurtre au premier degré, de tentative de meurtre, et de plusieurs chefs d'incendie criminel causant des lésions corporelles. La désolation causée par ce sinistre fut ressentie profondément non seulement par la famille affectée, mais aussi par l'entière collectivité, tandis que l'Unité des incendies criminels travailla inlassablement à rechercher la justice pour aider les personnes touchées à pouvoir tourner la page.



Incendie criminel avec homicide, avenue Rossland

Le 8 octobre 2024, les intervenants d'urgence furent appelés à une demeure de l'avenue Rossland, où s'était déclaré un incendie dans la résidence unifamiliale. Les lieux du sinistre étaient bouleversants — en plus de se retrouver sans logis, deux personnes étaient grièvement blessées. L'Unité des incendies criminels, aux côtés de ses organismes partenaires, travailla d'arrache-pied à l'examen des lieux et à la tenue d'une enquête approfondie.

Tragiquement, un mois plus tard, une femme âgée de 51 ans succomba aux blessures qu'elle avait subies en tentant d'échapper aux flammes. Son mari, bien que grièvement blessé, survécut, mais dut séjourner plusieurs jours à l'hôpital.

À mesure que l'enquête avançait, il fut bientôt évident qu'il ne s'agissait pas d'un simple accident. Après le décès de la dame, l'Unité des incendies criminels confia l'enquête à l'Unité des homicides, qui découvrit ensuite des éléments de preuve qui menèrent à l'arrestation d'un homme d'Ottawa âgé de 30 ans. Celui-ci fut inculpé de meurtre au premier degré, d'incendie criminel causant des lésions corporelles, d'incendie criminel: danger pour la vie humaine, d'incendie criminel entraînant des dommages matériels, et de possession de matières incendiaires.

Incendiaire en série au marché By, Côte-de-Sable et la Basse-ville

Au cours de l'année, l'Unité des incendies criminels dut faire face à une troublante vague d'incendies criminels à travers plusieurs quartiers d'Ottawa. Au marché By, dans la Basse-ville, et à Côte-de-Sable, une série d'incendies fit rage en septembre et octobre, alarmant les résidents et les autorités. Le 17 octobre, à la suite d'une fiévreuse enquête, une femme âgée de 41 ans fut inculpée relativement à ces sinistres. Elle dut répondre de nombreuses accusations, notamment d'incendie criminel: danger pour la vie humaine, d'incendie criminel entraînant des dommages matériels, et de possession de matières incendiaires.

DROGUE

L'Unité des drogues et des crimes de rue de la Police d'Ottawa continue à prendre d'importantes mesures pour perturber le commerce de la drogue illicite, ciblant les causes fondamentales de l'accoutumance, de la violence, et des activités criminelles affligeant les communautés d'Ottawa. Qu'il s'agisse d'intenses opérations de rue ou d'enquêtes complexes visant à démanteler des réseaux du crime organisé, les efforts de l'Unité sont vastes et percutants.

En 2024, l'Unité porta en tout 788 accusations au criminel. Son travail infatigable mena à la saisie d'un large éventail de substances dangereuses, y compris plus de 53 kilogrammes de cocaïne, près de 609 grammes de cocaïne crack, et plus de 867 grammes de fentanyl—ce qui correspond, dans la rue, à 867 000 doses potentiellement mortelles.

En plus de ces saisies de drogue, l'Unité des drogues et des crimes de rue fit la saisie de neuf armes à feu liées au

crime et de 525 899,51\$ en monnaie illicite, entravant davantage les opérations d'organisations criminelles.

L'an dernier, le SPO s'affaira à réduire le flux de drogue illicite, mais assumait également son rôle d'intervenant face aux dangers immédiats que constituent les situations de surdose.

En tout, le Service de police d'Ottawa donna suite à 1482 appels liés à des surdoses. Lors de ces interventions, les agents firent usage de Narcan pour sauver 128 vies, une démarche cruciale dans le cadre de la crise continue des opioïdes. Un tel travail souligne non seulement l'engagement du SPO à entraver le trafic de drogues illégales, mais aussi sa réaction aux dangers immédiats liés aux situations de surdose.

Les efforts de l'Unité des drogues et des crimes de rue continuent d'améliorer la sûreté publique, d'aborder les plus pressantes inquiétudes de la collectivité, et de protéger les personnes vulnérables des périls de la toxicomanie.





MALTRAITANCE DES ÂÎNÉS

La maltraitance des aînés est un enjeu moderne qui, étant donné les prévisions démographiques, s'accroîtra vraisemblablement dans les années à venir.

La Section contre la violence faite aux aînés de la Police d'Ottawa enquête avec application sur toute allégation de maltraitance d'aînés (y compris les adultes vulnérables âgés de 18 ans et plus). Elle se penche sur des situations où il existe une relation de confiance ou de dépendance entre la victime et son abuseur.

En 2024, selon le Centre antifraude du Canada (CAFC), 8209 aînés signalèrent avoir été victimes de fraude au Canada, entraînant des pertes de 178,9 millions de dollars. Il est estimé que seulement 5 à 10 % des victimes déclarent ces incidents à la police ou au CAFC, ce qui signifie que les chiffres réels seraient probablement bien plus élevés. Les enquêteurs continuent de constater un nombre alarmant d'incidents lors desquels nos aînés sont victimes d'escroqueries en ligne ou au téléphone qui se soldent par la perte de dizaines ou même de centaines de milliers de dollars. La solitude et la venue de nouvelles technologies ont contribué à la croissance continue de telles arnaques. Ces déplorables actes d'exploitation profitent de la vulnérabilité et de la confiance de nos aînés, ce qui démontre le besoin d'une vigilance accrue et de stratégies de prévention ciblées.

Les enquêteurs ont par ailleurs constaté une tendance inquiétante, celle de candidats falsifiant leurs diplômes et attestations pour obtenir des postes de préposés dans des maisons de santé. À Ottawa, une forte proportion de ces incidents seraient survenus dans des maisons de soins infirmiers et foyers pour personnes âgées (50 %), ce qui constitue un solide rappel aux gens de défendre les intérêts des membres âgés de la famille et d'ouvrir l'œil. On accorde beaucoup de confiance à ces personnes qui doivent prendre soin des gens vulnérables, ce qui rend primordial de s'assurer qu'il soient convenablement formés pour prodiguer les soins nécessaires.

La Section contre la violence faite aux aînés collabore toujours étroitement avec les travailleurs de première ligne pour les sensibiliser, ainsi que le grand public, aux questions relatives à la maltraitance et au soutien envers les aînés à Ottawa.

Elle collabore également avec l'Unité de soutien aux victimes de la Police d'Ottawa, qui propose renseignements, consultation d'urgence et ressources aux personnes vulnérables et aux aînés victimes de maltraitance.

LA VIOLENCE ARMÉE

Le Service de police d'Ottawa poursuit sa démarche préventive et réactive axée sur des mesures qui combattent la violence armée au sein des communautés de la ville d'Ottawa. Nombre de ces initiatives ont porté fruit. En 2024, le SPO obtint une baisse nette du nombre d'incidents mettant en cause des armes à feu dans notre ville, tout en intensifiant les saisies d'armes de crime.

Le trafic, l'usage, entreposage et transport illicites d'armes à feu demeurent une grande priorité de l'Unité des armes à feu et des bandes de rue. En 2024, les agents intervinrent relativement à 53 fusillades, une diminution par rapport aux 73 cas connus en 2023, et le plus faible nombre des quatre années précédentes. En conséquence de leurs enquêtes, 104 armes à feu liées au crime furent saisies en tout, comparativement à 81 l'année précédente. Il s'agit là d'une priorité de longue date de l'Unité, une préoccupation qui continue, en date du premier trimestre de 2025, à donner des résultats fort positifs.

Le nombre de chefs d'accusation continue d'augmenter année après année, passant à 694 contre 606 en 2023. En outre, l'Unité clôtura une enquête qui aura duré 18 mois. L'Opération Champion se solda par l'arrestation de 17 délinquants prolifiques, la saisie de plusieurs armes et d'une importante quantité de drogue illicite, donnant lieu à 149 accusations criminelles. L'Unité des armes à feu et des bandes de rue du SPO entretient d'excellentes relations de travail avec l'équipe provinciale de soutien à la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu (PLBCAF), l'Unité provinciale de contrôle des

armes (UPCA), ainsi que le préposé régional aux armes à feu (PRAF). Cette coopération interorganisationnelle contribue à notre succès global quant à cibler l'activité criminelle à travers la région de la capitale nationale. Ces partenariats aident à coordonner le flux d'information provenant d'autres organismes et comprennent nos liens étroits avec la Police provinciale de l'Ontario (PPO), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et plus récemment avec l'Unité anti-bandes de Corrections Canada, région Est.

Les effets de la technologie au sein des milieux criminels a indéfiniment mis les corps policiers à l'épreuve; par exemple, la disponibilité accrue des armes à feu et de leurs pièces par la voie de techniques, notamment l'imprimante 3D, permettant leur fabrication locale. L'Unité des armes à feu et des bandes de rue continue à suivre attentivement cette situation, avec le soutien d'une équipe intégrée chargée des poursuites. Le port et l'usage de répliques ou imitations d'armes à feu, courants chez les jeunes criminels, est directement visée à l'heure actuelle. À l'interne, l'Unité a entrepris une campagne de sensibilisation, axée sur les agents de première ligne. D'autres efforts s'imposent à l'intention de l'ensemble de la collectivité, notamment des mesures de répression et de sensibilisation en vue de repérer la violence armée chez les jeunes, d'intervenir, et d'empêcher sa prolifération.

Le SPO est déterminé à forger des liens et, surtout, à identifier les jeunes susceptibles de bénéficier de tels programmes, puisque ceux-ci portent fruit.

Enquête réussie de l'Unité des armes à feu et de bandes de rue après une fusillade dans le secteur Lansdowne

Des agents de première ligne de la Police d'Ottawa donnèrent suite à un appel au 9-1-1 provenant d'un restaurant du secteur Lansdowne. Cet incident impliquait plusieurs tireurs déchargeant des armes à feu lors d'une soirée animée au sein de la populaire zone de divertissement. Une scène du crime fut établie et examinée ensuite par une équipe criminalistique, qui récupéra 25 douilles. Des agents de première ligne obtinrent des déclarations et furent en mesure de recueillir des éléments de preuve visuelle de l'incident, où l'on vit trois individus en train de décharger leurs armes. Même si aucune blessure ne fut rapportée, l'incident fit d'importants dégâts matériels. Une camionnette Ford

F150 incendiée fut signalée après l'incident; elle fut saisie et fit l'objet d'un examen scientifique, qui établit qu'elle avait joué un rôle dans les événements en question.

L'enquête nécessita plusieurs heures d'entretiens avec des témoins et d'étude de vidéosurveillance. Ainsi, l'équipe des armes à feu et des bandes de rue parvint vite à identifier deux des trois présumés tireurs, tandis que le troisième fut identifié peu après grâce à l'aide d'agents du SPO.

Deux des trois suspects furent retrouvés par la suite. Le troisième individu est toujours recherché en vertu d'un mandat d'arrestation pancanadien.

Même si l'affaire se trouve toujours devant les tribunaux, il s'agit d'un bel exemple d'une enquête criminelle dynamique et fort complexe portée avec succès devant le système judiciaire.

CRIMES HAINEUX ET PRÉJUGÉS

L'Unité des crimes haineux et préjugés de la Police d'Ottawa poursuit son travail crucial en 2024, s'occupant en tout de 467 incidents, dont 351 incidents criminels et 116 incidents haineux. Cela constitue une légère baisse de 4 % par rapport à l'année précédente, où 487 incidents avaient été signalés.

Parmi les accusations portées, 54 personnes doivent répondre de 190 chefs d'infractions criminelles, dont une accusation de crime haineux officiel en vertu du Code criminel, soit l'incitation publique à la haine. De plus, sept avertissements furent délivrés en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Un crime haineux est défini comme étant un acte criminel perpétré contre une personne ou un bien et qui est motivé par la haine ou un préjugé fondé sur la race, l'origine nationale ou ethnique, un handicap, l'orientation sexuelle, ou autre facteur semblable. Les crimes qui firent l'objet d'enquêtes en 2024 étaient souvent graves, les infractions allant de méfaits contre des biens au menaces, en passant par des voies de fait et voies de fait causant des lésions corporelles.

À Ottawa, les communautés les plus communément ciblées furent:

- Juifs (113 cas signalés)
- LGBT+ (54 cas signalés)
- Noirs (54 cas signalés)
- Musulmans (18 cas signalés)
- Chinois (18 cas signalés)

Ces groupes, reconnus par Statistique Canada, furent disproportionnellement la cible d'actes motivés par la haine.

En dépit des efforts essentiels de l'Unité des crimes haineux et préjugés, une considérable proportion de tels incidents n'est pas signalée. Le Service de police d'Ottawa continue à inciter quiconque ayant vécu un incident lié à la haine de le rapporter, garantissant ainsi que chaque cas fait l'objet d'une enquête et que la collectivité demeure vigilante face à la haine sous toutes ses formes. Les signalements par des tiers sont aussi acceptés en ligne.

Notre engagement à soutenir les victimes, à appuyer les communautés touchées, et à favoriser un milieu sûr pour chacun d'entre nous, demeure indéfectible.





HOMICIDES

En 2024, l'Unité des homicides du Service de police d'Ottawa fit enquête sur 21 cas d'homicide totalisant 26 victimes. Des accusations furent portées dans 16 des 21 cas.

Cette année nous a apporté une hausse du nombre d'homicides conjugaux et familiaux, 5 des 21 cas appartenant à cette catégorie.

Le Service de police d'Ottawa reconnaît l'inquiétude et le malaise ressentis par notre collectivité à la suite de ces événements tragiques.

Le dur labeur et le dévouement de l'Unité des homicides sont au cœur de ses efforts pour garantir la justice aux victimes, soutenir les familles affectés, et poursuivre sa démarche générale pour maintenir la santé et le bien-être des policiers entreprenant ces éprouvantes enquêtes.

Par ailleurs, l'Unité collabore étroitement avec d'autres sections pour faire enquête sur des affaires complexes. En 2024, ce fut le cas de deux homicides liés à des incendies criminels, recourant à une coopération continue entre

unités pour répondre aux divers besoins en matière d'expertise.

D'un bout à l'autre de ces enquêtes, l'Unité des homicides maintient son engagement envers un travail minutieux et assidu, jumelant ses efforts à ceux de diverses sections du Service de police d'Ottawa. Pour chaque cas d'homicide, la procédure d'enquête est approfondie, s'étendant souvent sur plusieurs mois ou même des années, puisqu'elle englobe de multiples étapes d'enquête criminelle et d'action judiciaire.

L'engagement indéfectible de l'Unité des homicides à élucider les plus graves crimes que connaît notre collectivité demeure fondamental à sa mission, garantissant que chaque affaire reçoive l'attention approfondie qu'elle mérite.

Homicides à Barrhaven

En mars 2024, Ottawa fut ébranlée par l'une des plus déchirantes tragédies de son histoire récente — un massacre qui coûta la vie de six personnes, dont quatre enfants. Les victimes, une famille originaire du Sri Lanka, étaient nouvellement arrivés au Canada, espérant s'y bâtir une vie paisible. Mais leur vies furent plutôt violemment fracassées par un acte de violence inimaginable à Barrhaven.

Au cours de la soirée du 6 mars 2024, le SPO reçut un appel faisant état d'un incident suspect. Lorsque arrivèrent les agents, ils se trouvèrent devant un atroce tableau d'horreur. Six victimes, soit la mère, ses quatre enfants, et une connaissance de la famille, furent retrouvées sans vie dans la demeure. La plus jeune des victimes n'avait que deux mois et demi. Le père, qui avait été grièvement blessé lors de l'attaque, fut trouvé vivant sur les lieux et transporté à l'hôpital.

L'enquête mena vite à l'arrestation d'un homme âgé de 19 ans, un étudiant étranger. Il doit répondre de six chefs de meurtre au premier degré et d'un chef de tentative de meurtre.

Les lourdes séquelles affectives de cette affaire ont été ressenties profondément, non seulement par les familles et la collectivité, mais aussi par les préposés aux appels, agents, intervenants, professionnels de l'aide aux victimes et civils qui ont œuvré sans relâche pour enquêter ou soutenir la collectivité et les autres gens affectés par la tragédie. Pour nombre d'entre eux, cette affaire fut l'une des plus difficiles et éprouvantes qu'ils aient connues.

Même si la douleur de cette perte insensée ne s'effacera jamais tout à fait, le Service de police d'Ottawa demeure résolu à obtenir justice pour les victimes et leurs proches. Cette affaire nous rappelle la nature imprévisible du travail de nos agents, et les répercussions durables que peut infliger à nous tous la criminalité violente.

Des progrès de la technologie basée sur l'ADN conduit à une arrestation dans une affaire de meurtre par arme blanche en 1996

La Police d'Ottawa fit une percée importante dans une affaire historique remontant à 1996, soit le meurtre par arme à blanche de Christopher Smith, âgé de 22 ans, sur le pont du Portage. En 2024, des techniques avancées d'analyse d'ADN, notamment la généalogie génétique d'enquête (GGE) permirent d'identifier et d'appréhender un suspect.

La victime fut poignardée fatalement, tôt dans la matinée du 12 avril 1996, et l'affaire était demeurée sans solution pendant près de trois décennies. En 2020, le SPO rouvrit l'enquête, collaborant avec la GRC, et les services de police de Toronto et de Vancouver. Cet examen les incita à faire appel à la GGE, qui analyse les données génétiques afin de retracer de potentielles lignées familiales et identifier de possibles suspects. Le suspect fut arrêté à Vancouver en décembre 2024 et ensuite ramené à Ottawa pour répondre des accusations portées contre lui.

Pour la Police d'Ottawa, il s'agissait d'un premier recours à la GGE dans le cadre d'une affaire d'homicide. Cette arrestation a permis à la famille de la victime de faire son deuil, et l'enquête se poursuit, alors que les détectives continuent à recueillir des renseignements.

La réussite de cette affaire témoigne de la détermination de l'Unité des homicides du SPO à tirer au clair même les affaires les plus redoutables et les plus anciennes. C'est un reflet de la volonté de l'Unité à recourir à des techniques innovantes en quête de justice, peu importe le temps qui s'est écoulé.

LA TRAITE DE PERSONNES

L'Unité de lutte contre la traite de personnes (ULTP) de la Police d'Ottawa poursuit son avancée grâce à une démarche axée sur la victime et tenant compte des traumatismes dans son combat contre la traite de personnes et son soutien envers certaines des plus vulnérables personnes de notre société.

En 2024, l'Unité s'occupa de 112 nouvelles enquêtes et identifia plus de 65 victimes—dont plus d'un tiers étaient âgées de moins de 18 ans. Ces enquêtes donnèrent lieu au dépôt de 39 accusations criminelles contre cinq individus, dont quatre récidivistes, soulignant la menace continue que constituent les trafiquants connus.

La sensibilisation, la prévention, et la collaboration demeurent les piliers de la stratégie de l'ULTP. Au fil de l'année, l'Unité fit une trentaine de présentations devant plus de 2250 personnes, dont des membres du SPO, des professionnels d'application de la loi de partout au Canada, des intervenants communautaires, et des invités internationaux. Ces démarches de rayonnement visent à sensibiliser, à consolider la collaboration entre les services, et améliorer la riposte collective face à la traite de personnes.

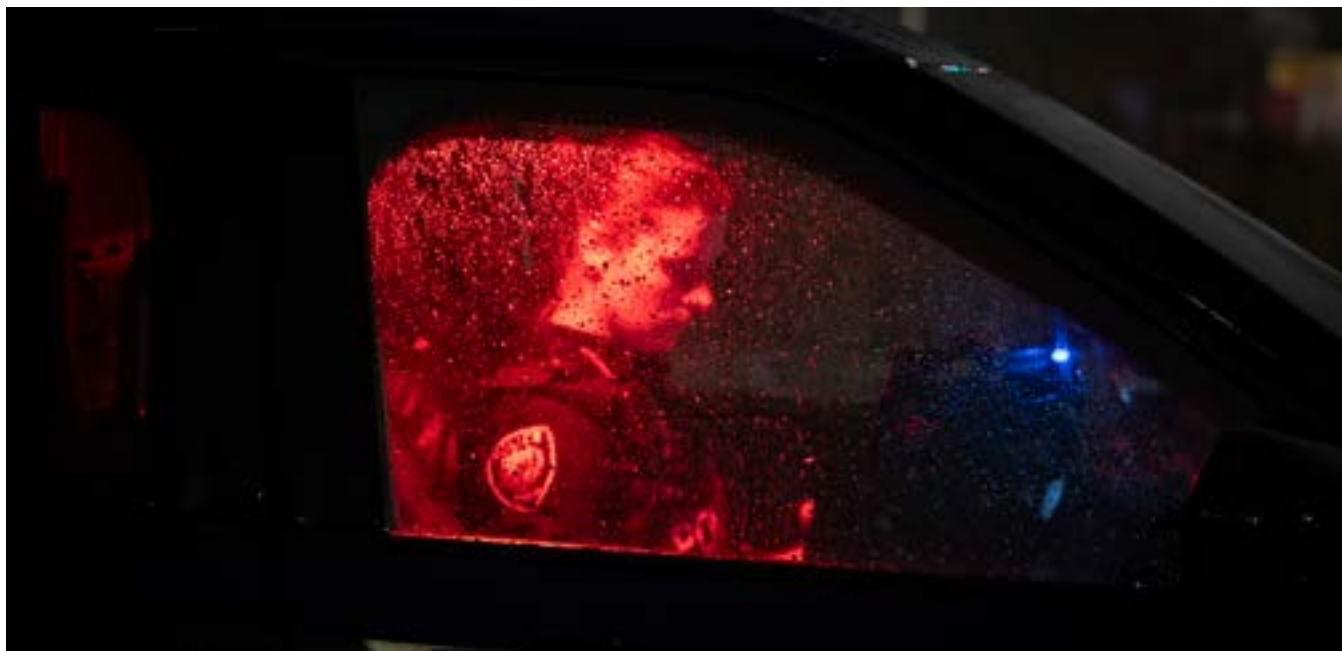
En juin, l'ULTP reçut des délégués venus de la Jordanie pour une intensive séance de formation axée sur les techniques d'enquête, la victimologie, et les pratiques

collaboratives. Cette implication internationale témoigne de la réputation croissante de l'Unité en tant que chef de file aux pratiques exemplaires de lutte contre la traite.

L'un des points saillants de 2024 fut l'arrestation d'un individu devant répondre de 10 chefs d'accusation liés à la traite de personnes, des voies de fait, et autres graves infractions qui se seraient déroulées entre septembre 2019 et février 2024. Cette affaire complexe fut le fruit d'une longue enquête multi-territoriale, menée en collaboration avec la GRC, la Police provinciale de l'Ontario, et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE). L'enquête reflète l'importance cruciale de concerter ses efforts pour s'occuper de l'exploitation à long terme et pour traduire en justice les contrevenants.

L'ULTP demeure engagé envers l'application préventive de la loi, la sensibilisation du public, et son soutien inébranlable à l'endroit des survivantes et survivants. Avec ses ressources spécialisées, l'Unité s'affaire sans relâche à habilitier les victimes et à perturber les réseaux de traite, à Ottawa et au-delà de ses confins.

Si vous, ou une connaissance, avez besoin d'aide, téléphonez-nous au 1-800-292-1168. Des ressources complémentaires sont disponibles au canadiancentretoendhumantrafficking.ca.



VOLS DE VÉHICULES

L'Ontario a été l'un des points chauds en ce qui concerne les vols de véhicules, tandis que continue la vague de vols automobiles à travers le Canada. Même si la plupart des régions de la province ont connu une réduction en 2024, les vols de véhicules demeurent un enjeu important dans l'ensemble de la province et une préoccupation des résidents d'Ottawa.

En 2024, 1638 véhicules furent signalés au Service de police d'Ottawa comme volés. Cela constitue une baisse de 20 % par rapport à 2023. Cette diminution relève vraisemblablement d'une multitude de facteurs, y compris une sensibilisation continue du public, un financement gouvernemental accru pour lutter contre le vol d'automobiles, et des efforts de répression policière accrus à l'échelle provinciale et nationale. En 2024, le Service de police d'Ottawa prêta deux de ses membres à l'Équipe de remorquage et de vol d'automobiles, dirigée par la PPO, et ceux-ci sont toujours affectés à cette unité.

Parmi les 1638 véhicules rapportés comme volés à Ottawa en 2024, 975 furent récupérés, ce qui correspond à un taux de récupération de 60 %. Il s'agit d'une hausse par rapport à 2023, où 51 % des véhicules volés furent retrouvés.

La plupart des véhicules récupérés en 2024 le furent à Ottawa (63 % de cas), un autre 8 % ailleurs en Ontario. 27 % des autres furent récupérés au Québec (18 % de ceux-là dans la région de Montréal, y compris à son port). Avec le concours d'Interpol, de plus nombreux véhicules sont aussi récupérés outre-mer.

En 2024, les vols furent commis à parts égales entre les entrées résidentielles et les terrains de stationnement

(stationnements résidentiels, centres commerciaux et autres terrains commerciaux). On a aussi signalé un nombre important de véhicules volés tandis qu'ils étaient stationnés en bord de rue.

Les véhicules les plus prisés par les voleurs en 2024 demeurent les VUS et camionnettes de modèles récents et minus de clés électroniques de proximité et démarrage par bouton poussoir. Même si tout véhicule employant ce type de technologie peut être vulnérable au vol, les modèles suivants furent plus fréquemment volés : Toyota / Lexus (Rav4, Highlander, RX350, Tundra, Tacoma), Jeep Wrangler, Honda CRV, VUS Land Rover, camionnettes Ram 1500 et Ford série F.

Le SPO publia dans les médias sociaux et accorda plusieurs entretiens aux médias pour rappeler aux gens de prendre des précautions pour amoindrir le risque de se faire voler leur véhicule.

Entre autres, le SPO conseille de se stationner dans un garage si possible, d'employer des dispositifs antivol, et de ne jamais laisser tourner le moteur d'un véhicule laissé sans surveillance.

Le SPO s'affaira par ailleurs à sensibiliser davantage les gens quant à la revente locale de véhicules volés, incitant à la prudence les acheteurs lorsqu'il s'agit de faire l'achat en ligne d'un véhicule d'occasion. On conseille aux résidents de vérifier les documents de propriété, d'éviter les transactions en argent comptant, et de vérifier l'historique du véhicule avant de conclure une transaction.

Si vous apercevez quelqu'un tentant de voler un véhicule, composez le 9-1-1. Pour votre propre sûreté, ne confrontez surtout pas le ou les voleurs.





NOS GENS

RÉPONDRE À VOS APPELS



Tous les jours, les membres du Service de police d'Ottawa sont appelés à agir prestement, décisivement, et avec compassion en réponse à un éventail d'urgences. Qu'il s'agisse de sauver des vies lors de situations potentiellement mortelles, d'avoir recours à une technologie de pointe pour localiser une personne portée disparue, ou d'apporter du soutien aux gens dans le besoin, nos agents font preuve d'une exceptionnelle détermination à garder notre collectivité en sûreté.

Ces récits soulignent quelques unes de innombrables façons dont nos membres se dépassent pour servir Ottawa.

Une intervention héroïque sauve une vie lors de l'incendie d'un appartement

Le 22 août 2024, les agents Abdigani Ahmed, Adam Morin, Fabian Cunningham, Joel Adam, Justin Mlynaryk, Kyle McLean, Matthew Gadbois, Patrick Zili, Raymond Tucker-Peel, et Timothy Tang donnèrent suite à un appel mettant en cause un homme en situation de crise qui s'était barricadé à l'intérieur de son appartement et menaçait de se faire du mal. À leur arrivée sur les lieux, les agents découvrirent que l'homme avait mis le feu à son logis.

Tandis que la fumée s'infiltrait rapidement dans l'immeuble, les agents passèrent vite des techniques de désescalade à l'intervention d'urgence. Jumelant leurs efforts, ils établirent un périmètre afin d'assurer la sûreté de leurs collègues et des résidents des environs. Tout en s'affairant à communiquer avec l'homme dans l'espoir de désamorcer la situation volatile, les agents se préparaient aussi au pire, conscients de la menace que constituaient, pour tout le monde, le feu et la fumée.

Dans un acte d'extraordinaire bravoure, les agents pénétrèrent dans l'appartement enflammé pour secourir l'homme. Malgré l'épaisse fumée et les flammes, ils parvinrent à l'extirper sans subir ou infliger de graves blessures. Leurs efforts ne s'arrêtèrent pas là : reconnaissant l'urgente nécessité d'évacuer l'immeuble, les agents agirent rapidement pour alerter les locataires et guider les résidents vulnérables vers un lieu sûr. Certains des agents portèrent même des gens ayant besoin d'aide jusqu'au vestibule.

Grâce à leur rapide intervention et leur dévouement inébranlable, les agents firent en sorte que personne ne soit laissé pour compte et s'assurèrent de prévenir d'autres préjudices, tant aux civils qu'à leurs collègues. Leur bravoure dans des conditions éprouvantes témoigne du plus haut niveau de professionnalisme et de dévouement envers la sûreté publique.



Technologie et travail d'équipe : sauvetage réussi d'une personne disparue

En mai 2024, le Service de police d'Ottawa donna suite à un appel portant sur une personne âgée portée disparue. Une intervention fut immédiatement amorcée pour la retrouver; tandis que des agents faisaient des recherches à pied, on survolait les lieux grâce au système d'aéronef télépiloté (SATP) — des drones dotés de vision thermique/infrarouge et d'une puissante caméra à fibre optique et à focale variable.

Après plus de deux heures de recherches, l'équipe SATP repéra une source de chaleur dans une zone d'épaisses broussailles. À cause de la dense végétation, il eut été difficile pour un passant de remarquer quelqu'un gisant dans l'herbe longue. Le pilote de SATP guida les agents au sol vers l'emplacement précis, et ils purent se porter au secours de l'ainé.

Cet heureux dénouement souligne la valeur de la technologie SATP dans un contexte policier moderne et démontre l'importance de la collaboration avec nos partenaires, notamment le Service paramédic d'Ottawa. Grâce à des efforts conjugués, l'affaire fut résolue avec brio, assurant la sûreté d'un membre vulnérable de notre collectivité.



Une enquête minutieuse permet de récupérer un vélo haut de gamme volé

En avril 2024, une boutique de vélo et de ski située à Hintonburg fut la cible d'une série de cambriolages, donnant lieu au vol de vélos haut de gamme, d'ordinateurs portatifs, et d'outils, d'une valeur combinée dépassant les 100 000 dollars. Malgré les difficultés présentées par ces crimes, les agents Trevor Bristow et Keenan Cooper du Service de police d'Ottawa travaillèrent d'arrache-pied durant six semaines, leur travail d'enquête permettant de récupérer l'une des bicyclettes volées, d'une valeur estimée à plus de 6000 dollars.

Les vols eurent lieu lors de trois incidents distincts, mais ce n'est que lors de la troisième introduction par effraction que le commerce parvint à capter des images du malfaiteur. Les agents Bristow et Cooper eurent recours à leurs talents d'enquêteurs et à leurs contacts dans la collectivité pour recueillir des déclarations de témoins et assembler les renseignements obtenus. Leur ténacité et leur dévouement mena éventuellement à l'arrestation du coupable, qui avait plusieurs condamnations antérieures à son dossier.

Même si les articles dérobés lors des premiers cambriolages ne purent être retrouvés, la détermination des agents permit de récupérer l'un des vélos de grande valeur. Ce succès apporta un soulagement bien apprécié, tant au commerce qu'au client qui avait été affecté par les vols, apportant une lueur d'espoir au sein d'une situation autrement plutôt sombre.



La bonté de l'agent Liu donne l'espoir à un petit garçon éprouvant des problèmes de santé

Le 22 octobre 2024, une rencontre fortuite entre un jeune garçon et un agent de police au Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario (CHEO) devint un moment inoubliable d'espoir et de connexion. Jack, âgé de trois ans, atteint d'un grave problème de santé appelé l'adrénoleucodystrophie (ALD), fut amené à la salle d'urgence ce soir-là, en raison d'une crise addisonnienne. L'ALD affecte la capacité du corps à dissoudre certains acides gras, qui s'accumulent et affectent gravement le cerveau et le système nerveux. Tandis que la mère de Jack, Cara, composait avec le stress accablant causé par la crise de santé de son fils, elle n'aurait pu imaginer à quel point une simple rencontre aiderait à remonter le moral de Jack en des moments si difficiles.

Ce soir-là, l'agent Johnathan Liu de la Police d'Ottawa se trouvait au CHEO relativement à un appel. Lorsque Jack l'aperçut, le visage du petit s'illumina. Malgré sa maladie, Jack parvint à trouver assez d'énergie pour demander à sa mère s'il pouvait rencontrer l'agent. « Jack souhaite devenir policier quand il sera grand », expliqua sa maman. « Il était si malade qu'il pouvait à peine marcher, mais son visage s'éclaira quand il vit l'agent Liu. »



L'agent Liu, saisissant la signification du moment, réserva une partie de sa soirée mouvementée pour faire la connaissance de Jack et sa famille. Il partagea un lien personnel avec Jack, lui révélant qu'il avait, enfant, passé beaucoup de temps à l'hôpital, à cause de nombreuses blessures. « Étant un garçon plutôt actif, je me suis cassé bien des os et j'ai eu quelques accidents », dit l'agent Liu. « Les gens du CHEO sont très attentionnés. » Ces simples paroles, rassurantes et sincères, vinrent réconforter Jack et sa maman, leur rappelant qu'ils n'étaient pas seuls pour leur parcours.

Quelques mois plus tard, l'histoire de Jack reçut encore plus d'attention lorsque sa mère raconta la rencontre dans les médias sociaux. L'histoire de Jack fut partagée par la SRC, entraînant une réunion entre l'agent Liu et Jack dans les bureaux de Radio-Canada. La rencontre eut une impression durable sur Jack, qui doit encore affronter bien des épreuves, y compris une greffe de moelle osseuse et une chimiothérapie. Sa mère garde l'espoir, préconisant que la maladie de Jack soit ajoutée au Programme de dépistage néonatal de l'Ontario afin d'aider d'autres familles.

Le soutien et l'empathie démontrés par l'agent Liu dépassèrent les limites de son devoir, rappelant à Jack et sa famille que même dans les moments les plus sombres, on peut retrouver la gentillesse et l'espoir.

Une nuit d'héroïsme: un policier d'Ottawa sauve une vie

La nuit du 13 avril 2024, le Service de police d'Ottawa reçut une alerte critique d'un iPhone, signalant un accident majeur mettant en cause son propriétaire.

L'agent Andrew Barrett fut le premier arrivé sur les lieux, et il évalua rapidement la situation. Un passant attira son attention vers un VUS blanc logé dans le fossé, où un homme avait été éjecté du véhicule. Reconnaisant la nature critique de la situation, l'agent Barrett accorda immédiatement la priorité à sauver la vie de cet homme.

Descendant dans le fossé, il constata que l'homme gisait à plat ventre et ne donnait aucun signe de vie. Évaluant la situation, l'agent Barrett commença tout de suite à lui administrer la RCR jusqu'à l'arrivée des pompiers et des ambulanciers paramédicaux.

Au cours de ces efforts, l'homme fut réanimé et transporté à l'hôpital, où il demeura dans un état stable.

Sans aucune doute, la présence d'esprit et les gestes décisifs de l'agent Barrett permirent de sauver une vie, en cette nuit fatidique.

Actes de remarquable bravoure

Les agents Patrick Wiseman et Paddy Magill, en service comme agents de ressources de quartier dans le secteur de Carlington, étaient en patrouille le 22 mars 2024, vers 13h, lorsqu'une situation à haut risque se déroula subitement.

Alors que des agents interpellaient un véhicule suspect, son conducteur démarra en trombe, mettant considérablement la sûreté publique en danger. L'agente Magill repéra le véhicule, et les deux agents se lancèrent à sa poursuite.

Après avoir sauté le bord d'un trottoir, le véhicule fut projeté en l'air pour ensuite s'écraser.

Rejoignant le véhicule en panne, l'agent évalua vite la situation. Le secteur grouillait d'activité, avec la présence de résidents, cyclistes, et éboueurs, courant tous un risque important.

L'agent vit la suspecte s'enfuir du véhicule, arme à feu au poing.

Sans hésiter, l'agent Wiseman la pourchassa en courant, lui ordonnant de lâcher son arme.

L'agente Magill suivait l'agent Wiseman en voiture. Elle continua d'emboîter le pas tandis que l'agent Wiseman courait après la fugitive.

En dépit du danger immédiat, l'agent Wiseman poursuivit la femme sur plus de soixante mètres, l'implorant d'abandonner son arme. L'agente Magill se trouvait aux côtés de l'agent Wiseman quand la femme se retourna, braquant son arme directement sur les agents.

L'agent Wiseman riposta vite et déchargea son arme à feu, amenant la suspecte à lâcher son arme.

L'agente Magill et un collègue prodiguèrent ensuite les premiers soins d'urgence, pansant les blessures de la femme et récupérant son arme en attendant l'arrivée des ambulanciers paramédicaux.

Après que la suspecte eut reçu les soins nécessaires, l'agente Magill s'occupa de son arrestation. La suspecte fut par la suite inculpée en conséquence.

Grâce au courage inébranlable des agents Wiseman et Magill, aucun membre du public ne fut blessé, ce qui tient presque du miracle. Une résidente, qui fut témoin de la confrontation, rapporta qu'elle avait craint pour sa vie et s'était réfugiée derrière un véhicule pour éviter de se retrouver dans la ligne de tir.

Les actions décisives des agents Wiseman et Magill, sans hésitation ou souci de leur propre sûreté, furent déterminantes pour protéger le public. Ces actes de bravoure vinrent non seulement protéger les vies de passants, mais aussi la sûreté de la collectivité en général.

Leurs agissements de ce jour-là illustrent clairement les normes de bravoure les plus élevées et, de ce fait, ces agents ont été proposés pour recevoir la Médaille de bravoure des policiers de l'Ontario. Cette médaille récompense les agents et agentes de police pour des actes individuels de courage exceptionnel.



Deux agents du SPO aident à sauver neuf membres d'une famille lors d'une tragédie liée au monoxyde de carbone

Quelques jours avant Noël, on reçut un appel prioritaire signalant que plusieurs personnes avaient perdu connaissance dans une demeure.

L'agent Soontiens se présenta sur place alors que les ambulanciers venaient tout juste d'arriver.

L'agent Ward tendit un enfant inconscient à l'agent Soontiens, lui disant: « il y en a d'autres en dedans. »

À ce moment, tout ce que savaient les agents, c'était qu'ils devaient entrer dans la maison et en tirer les personnes inanimées pour les amener en lieu sûr. Ils ne posèrent pas de questions, ne tentèrent pas d'établir les causes de la situation – ils passèrent à l'action.

L'agent Soontiens monta dans l'ambulance avec l'enfant, qui commençait à reprendre connaissance. Il se souvient des ambulanciers paramédicaux et de l'agent Ward lui amenant d'autres enfants.

Des paramédicaux portèrent un homme sans connaissance par la porte principale, criant à l'agent qu'il « y en avait cinq autres dans la maison. »

À ce moment, ne sachant pas ce qui se passait ni ce qui en était la cause, il courut à l'intérieur de la résidence, y trouva une personne inconsciente, la prit dans ses bras, et la transporta au dehors.

L'agent aperçut deux autres personnes inanimées lorsque fut ouverte la porte du garage – l'une d'elles ne présentant aucun signe de vie.

Le service des incendies se présenta sur les lieux et les pompiers prirent des relevés à l'aide d'un détecteur de gaz de portatif pour tâcher de comprendre pourquoi tous ces enfants et adultes s'étaient évanouis. Le relevé indiqua une forte teneur en monoxyde de carbone.

L'agent Ward administra la RCR à l'un des patients tandis que l'agent Soontiens prenait soin des enfants, qui avaient tous repris connaissance à ce moment-là. D'autres sapeurs pompiers, paramédicaux et policiers arrivèrent et ils allèrent leurs efforts pour venir en aide à tous ceux qui en avaient besoin.

Les dix membres de la famille furent transportés à l'hôpital, et un adulte succomba.



Même si la famille a subi la perte tragique d'un être cher, les agents Ward et Soontiens, avec leurs collègues, le Service paramédic d'Ottawa, et le Service des incendies d'Ottawa, sauvèrent tout de même neuf vies.

« L'aînée des enfants est vraiment celle qui aura sauvé tout le monde », dit l'agent Ward. « Cette enfant appela un proche qui ensuite fit le 9-1-1. Sans son appel à l'aide, la situation se serait terminée bien autrement. »

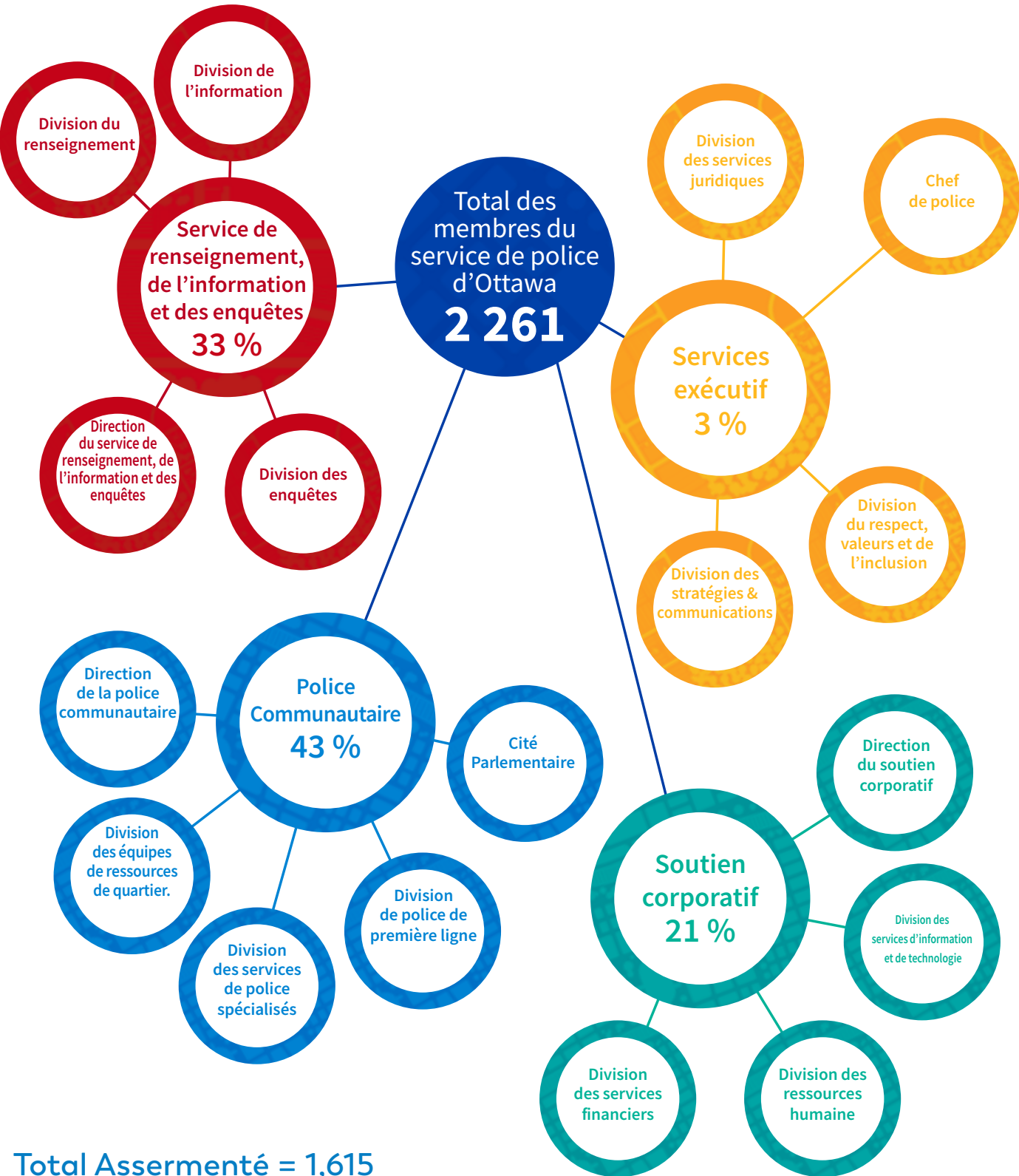
L'agent Ward, sans être au courant de la présence de monoxyde de carbone dans la maison, s'y précipita pour sauver des gens, au risque de sa propre santé et sûreté. « Ça fait partie de notre boulot », dit-il. « Préserver la vie est notre priorité absolue. On se rue dans un immeuble quand tout le monde s'en sauve. »

Un véhicule dont le moteur tournait se trouvait à l'intérieur d'un garage fermé. Pour les résidents de la demeure, il s'agissait de leur premier hiver au Canada.

Même si l'on retrouve en ligne de nombreuses ressources à l'intention des nouveaux arrivants pour les aider à traverser l'hiver en sûreté, et que la plupart tiennent compte de l'importance de se vêtir chaudement, de demeurer actif et de se méfier de la déprime hivernale, très peu — sinon aucune — de ces ressources n'abordent le sujet du monoxyde de carbone.

L'enquête a été clôturée, et l'affaire fut déterminée comme étant de nature non-criminelle.

SERVICE DE POLICE D'OTTAWA



Total Assermenté = 1,615

Total Civil = 646

Démarches de recrutement et leurs progrès



Démarches de recrutement et leurs progrès

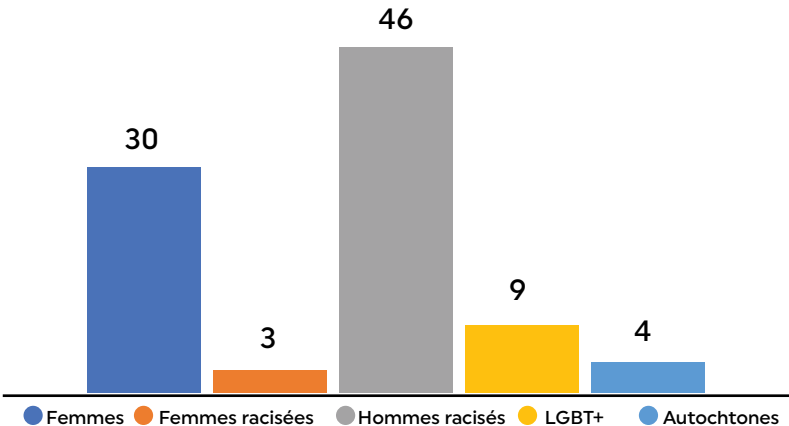
Le Service de police d’Ottawa (SPO) réalisa d’importants progrès dans ses efforts de recrutement en 2024, garantissant une main-d’œuvre plus inclusive et diverse qui reflète les besoins des communautés dont nous sommes au service. Par des partenariats stratégiques, des initiatives d’approche innovantes, et des activités ciblées, l’équipe d’approche et de recrutement s’est affairée à attirer des candidats qualifiés issus d’une multitude d’horizons, poursuivant son engagement à établir un service de police à la fois représentatif et réactif.

Recrues embauchées

En tout, 129 nouvelles recrues furent embauchées en 2024. Ceci reflète l’accent continu mis par le service sur la croissance de son effectif grâce à des gens qui y contribuent diverses perspectives et compétences. Parmi les nouvelles embauches, trente étaient des femmes, dont trois racisées. De plus, 46 des hommes étaient racisés, et neuf des recrues LGBTQ+. Un considérable 46 % des nouveaux employés sont bilingues, rehaussant la capacité du SPO à échanger avec une pléiade de communautés à Ottawa.

En plus des nouvelles recrues, six agents chevronnés furent embauchés en 2024.

Bilan démographique des 129 nouvelles recrues



Activités d'approche et de mobilisation de la collectivité

L'équipe d'approche et de recrutement prit part à 94 activités d'approche, y compris des salons de l'emploi dans les universités et collèges de la région, ainsi que des événements à Montréal et Kingston, afin d'intéresser des candidats de partout en Ontario et d'ailleurs. Ces démarches visaient à attirer un bassin de candidats diversifié, par la voie d'un recrutement ciblant la diversité: jeunes autochtones, noirs et de couleur, Compétences mondiales, le Centre Catholique pour Immigrants (CCI), et le salon de l'emploi Ujima. Le SPO fut aussi représenté lors d'activités culturelles et communautaires clés, notamment le lancement du Mois de l'histoire des Noirs, les célébrations du Jour de l'émancipation, le salon de l'emploi de la Coalition autochtone d'Ottawa, les Jeux inuites, et les fêtes du Nouvel An chinois.

Accent sur les femmes dans la police

Le SPO insiste toujours sur la nécessité d'attirer, et de garder, des femmes dans les services policiers. En 2024, on présenta avec succès deux Colloques des femmes dans le but de sensibiliser et d'inspirer les femmes à envisager une carrière dans les forces policières. En outre, l'équipe d'approche et de recrutement organisa des séances « Rencontrez le recruteur » dans divers postes de police et Centres de police communautaire (CPC) à travers Ottawa, donnant aux recrues potentielles l'occasion d'échanger directement avec des agents recruteurs. L'initiative mensuelle « Courez avec le recruteur » permit également aux intéressés de réseauter, de faire de l'activité physique, et de tisser des liens avec des gens de même esprit songeant à se joindre au SPO.

30 % des femmes engagées en 2024 prirent part au Programme de mentorat pour les femmes, qui propose aux femmes un milieu favorable où elles peuvent explorer et poursuivre une carrière dans la police.





Engagement envers la diversité

Échanger avec diverses communautés demeure prioritaire pour faire en sorte que le service corresponde mieux à la composition démographique d'Ottawa. En donnant la priorité à l'approche envers des groupes sous-représentés, l'objectif est de constituer un service de police qui reflète la riche diversité culturelle de la ville et qui sera plus en mesure de répondre aux différents besoins de tous ses résidents.

Ce que l'avenir nous réserve

Dans le cadre de sa Stratégie de stabilisation de l'effectif, le SPO prévoit embaucher annuellement 145 agents assermentés et quarante membres civils de 2024 à 2026, avec une embauche échelonnée pour la gestion des coûts. En 2025, cinquante postes financés par la municipalité s'ajouteront — 32 pour répondre aux besoins de la population et 18 pour les services de modernisation. Par ailleurs, 79 postes seront financés par les gouvernements provincial et fédéral pour appuyer diverses initiatives, notamment les services en santé mentale. Une telle stratégie est essentielle pour répondre aux besoins de la collectivité et pour maintenir des services policiers efficaces.

IMPLICATION DANS LA COLLECTIVITÉ

Qu'il s'agisse d'organiser des activités de financement, de participer à des programmes de mentorat, ou d'apporter du soutien à des organismes locaux, les membres de la Police d'Ottawa s'affairent à bâtir des communautés fortes et résistantes et à encourager des liens positifs avec les gens d'Ottawa. Par la voie d'initiatives de bienfaisance et d'approche communautaires, nos membres donnent de leur temps, de leurs talents, et de leur compassion pour venir en aide aux démunis.

Soutien envers Olympiques spéciaux de l'Ontario

Les Olympiques spéciaux demeurent une cause qui occupe une place durable et exceptionnelle au sein de notre collectivité. En 2024, le Service de police d'Ottawa poursuit son association de longue date avec Olympiques spéciaux, réaffirmant son engagement envers l'inclusivité, l'habilitation, et la promotion du sport pour les personnes ayant un handicap intellectuel, garantissant que chacun ait l'occasion de participer, d'exceller, et de s'épanouir par le sport et au-delà.

Championnat scolaire 2025:

En 2024, le Service de police d'Ottawa annonça une exaltante nouvelle étape dans sa relation avec Olympiques spéciaux Ontario en devenant l'hôte du Championnat scolaire ontarien 2025 de Jeux olympiques spéciaux, présenté à Ottawa du 3 au 5 juin 2025. Cet événement prestigieux rassembla plus de 1100 étudiants-athlètes et éducateurs de partout à travers l'Ontario et le Canada, célébrant l'inclusion et le sport unifié. Le Championnat 2025 mit en vedette les exploits incroyables de ces athlètes et inspira les collectivités à apprécier les possibilités illimitées de tous et chacun.



Course au flambeau des agents de la paix:

Les membres du SPO furent fiers de prendre part à la Course au flambeau des agents de la paix, une course, marche ou roulement sur 5 km, célébrant l'esprit communautaire et amassant plus de 2000\$ à l'appui d'Olympiques spéciaux Ontario. Des olympiens spéciaux de la région y participèrent, faisant de cette activité une splendide promotion du travail d'équipe.

La Course au flambeau des agents de la paix (CFAP) est la plus grande activité de sensibilisation et de financement populaire des Jeux Olympiques spéciaux au niveau mondial. La CFAP est appuyée par l'Association des chefs de police de l'Ontario (ACPO), partenaire actif d'Olympiques spéciaux Canada depuis 1987. La CFAP mobilise les corps policiers à travers le monde, faisant valoir l'acceptation et l'inclusion des personnes ayant une déficience intellectuelle dans le sport, en commençant par leurs propres collectivités.



Activité-bénéfice « Cops & Cowboys »:

en mai, des membres du SPO se joignirent à l'activité « Cops & Cowboys » dans les restaurants Lone Star à travers la ville. Plusieurs de nos membres n'en étaient pas à leur première participation à cette œuvre de bienfaisance. En nous associant à cette agréable activité, nous sensibilisons la population et recueillons des fonds afin de promouvoir l'inclusion dans le sport. Et en prêtant main-forte aux serveurs et en recueillant des dons, notre équipe amassa 4500\$ à l'appui des programmes d'Olympiques spéciaux à Ottawa.



Défi de l'ours polaire:

des membres du SPO se lancèrent courageusement à la nage lors du Défi annuel de l'ours polaire en mars 2024, recueillant ainsi la rondelette somme de 34 000\$ pour Jeux Olympiques spéciaux de l'Ontario. Cette contribution aidera directement les athlètes à participer à des programmes sportifs.

Consolider les collectivités: partenariat entre le SPO et la Capital Prosperity Foundation

Depuis 2023, le Service de police d'Ottawa s'est allié à la Capital Prosperity Foundation (CPF) pour fournir un soutien essentiel à des familles d'Ottawa aux prises avec des difficultés financières. Par la voie de ce partenariat, des agents du SPO ont pu donner un coup de main à des familles dans le besoin grâce à un éventail de programmes communautaires efficaces, dont:



Programme des cartes-cadeaux

Remet des cartes-cadeaux de 100\$ à des familles vulnérables pour les aider à se procurer de la nourriture et des articles ménagers essentiels. En 2024, le SPO reçut 60 cartes-cadeaux, dont 52 furent distribuées par des agents du SPO, dont des membres d'Équipes de ressources de quartier (ERQ), des agents de police communautaire (APC), et des agents de première ligne. Ce programme est devenu l'une des ressources les plus employées dans le cadre des efforts d'engagement communautaire du Service.

Programme « Make a House a Home »

Ce programme a permis aux membres du SPO de fournir, à des familles aux besoins avérés, un financement de base pour l'acquisition de meubles et d'appareils électroménagers.

Programme des casques de vélo

En 2024, la CPF s'allia aux Équipes de ressources de quartier du SPO pour la tenue du rodéo-vélo annuel 2024 à Bayshore et Michele Heights. Des enfants des quartiers de Foster Farm, Britannia Woods, et Pinecrest Terrace furent aussi invités à s'y joindre. La CPF distribua des douzaines de casques aux enfants participants.

Programme des sièges d'auto

Le Programme des sièges d'auto vient en aide aux nouveaux arrivants éprouvant des difficultés à se permettre l'achat de sièges d'auto. Le programme a pour but d'assurer que leurs enfants soient en sécurité lors de leurs déplacements. En collaborations avec la CPF, le SPO distribue des sièges d'auto afin d'alléger le fardeau financier des parents tout en misant sur la sûreté des petits sur la route.

Initiative du camp d'été

Des agents du SPO mirent la CPF avec plusieurs partenaires communautaires afin de donner, à plus d'une quarantaine de jeunes défavorisés, la chance de fréquenter un camp d'été, leur proposant des expériences qu'ils n'auraient pu se permettre autrement. Des agents du SPO y participèrent aussi, tissant des liens avec les jeunes.

Par ces programmes, la CPF demeure un précieux partenaire pour améliorer l'existence de bien des familles d'Ottawa, contribuant à bâtir des collectivités plus solides et plus sûres.

Vous pouvez lire, au ottawapolice.ca/ouottawa, des récits racontant comment la CPF et le SPO ont touché de nombreuses vies chez nous.



Gala de la Police d'Ottawa

La 13^e édition annuelle du Gala de la Police d'Ottawa fut présentée le 2 novembre 2023 au Centre Shaw. Ce fut une autre grande réussite, amassant 57 200\$ pour appuyer l'Initiative multiconfessionnelle sur l'habitation et le Centre d'aide aux agressées sexuelles d'Ottawa.

Les fonds recueillis aideront aux deux organismes à poursuivre leur travail vital au sein de la collectivité, fournissant des solutions de logement et des services de soutien aux gens dans le besoin. Une partie des recettes du Gala fut aussi versée au Cimetière Beechwood pour le Cimetière commémoratif du Service de police d'Ottawa, une façon de rendre hommage à ceux et celles qui ont dédié leur vie à servir notre collectivité.

Depuis ses débuts, le Gala du SPO a recueilli plus d'un million de dollars pour des œuvres de charité d'ici, aidant des organismes à travers Ottawa à améliorer considérablement la vie de nombreux résidents d'Ottawa.



LE SPO À L'ŒUVRE: SOUTENIR ET RENFORCER NOTRE COLLECTIVITÉ



Le 14 septembre, la Police d'Ottawa, l'épicerie Real Canadian Super Store, et le Centre de ressources communautaires Orléans-Cumberland présentèrent la 10^e édition annuelle de la collecte de denrées 'Remplissez le bateau', amassant 220\$ pour la Fondation pour les enfants le Choix du Président, recueillant 819\$ en dons et 4890 articles alimentaires pour des familles démunies de la région.



L'automne dernier, des membres du SPO s'allièrent avec des pharmacies Shoppers Drug Mart locales et Citron Hygiène dans le cadre de l'Opération sacs à main, recueillant des produits d'hygiène personnelle pour les personnes démunies de notre collectivité. Plus de 2500 articles essentiels furent recueillis, dont 285 sacs à main, des produits d'hygiène, et des dons en espèces. Tous les articles furent livrés à des refuges locaux, notamment Youville Centre, St. Joe's Women's Centre, Emily Murphy Non-Profit Housing Corporation, la Maison d'amitié et Chrysalis House, et juste à temps pour les Fêtes.



En décembre 2024, des agents du SPO se joignirent à 24 élèves méritants pour une course aux emplettes des Fêtes au centre commercial Carlingwood, dans le cadre de la journée « Magasiner avec un flic ». Les élèves furent choisis sur la base du mérite par les écoles participantes, et le centre commercial Carlingwood fit don, à chacun des jeunes, d'une carte cadeau à dépenser à sa guise.



En avril, le SPO s'allia à l'Institut national canadien pour les aveugles pour Opération œufs sonores, une singulière chasse aux œufs de Pâques accessible pour les familles d'enfants aveugles ou malvoyants. Des divertissements furent également prévus pour les enfants voyants, et chacun y trouva son bonheur. Ce fut vraiment une occasion des plus œufs-reuses et inclusives.

SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le programme Sécurité en milieu de travail (SMT) demeure une grande priorité du Service de police d'Ottawa (SPO) et de la Commission de service de police d'Ottawa (CSPO), manifestant un engagement à prévenir et contrer sous toutes leurs formes la discrimination et le harcèlement en milieu de travail, y compris la violence et le harcèlement sexuels.

En avril 2024, la nouvelle Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) entra en vigueur et stipula des définitions actualisées des inconduites d'agents de police et d'agents spéciaux en vertu de leurs codes déontologiques respectifs. Vu cela, et pour respecter le nouveau devoir de rapporter les inconduites indiquées au sein de la LSCSP, le programme Sécurité en milieu de travail et l'Unité des normes professionnelles (UNP) continue de collaborer à la production de rapports dans le cadre du programme Sécurité en milieu de travail et du mandat de l'UNP.

Engagement envers les piliers du programme

Le Service de police d'Ottawa (SPO) continue à donner la priorité aux cinq piliers du Programme Sécurité au travail: Comprendre, Prévenir, Soutenir, Intervenir, et Restaurer. Ces piliers guident le SPO en vue de favoriser un milieu de travail sûr et sain.

Comprendre

Le pilier « Comprendre » mise sur une prise de conscience plus poussée de l'organisation et sur l'amélioration de l'efficacité du programme. En 2024, le SPO publia un Guide sur les plaintes pour la sécurité au travail et tint une journée de formation à l'intention du personnel des piliers du programme pour garantir une prestation de services cohérente et une conformité législative dans l'ensemble des piliers du programme.

Prévenir

Le pilier « Prévenir » mise sur des initiatives de sensibilisation et de prévention visant à empêcher discrimination, violence, représailles, et harcèlement de survenir. On compte, parmi les activités clés de 2024, la création d'un cours de conversation sur les conflits, et l'avancement continu de l'examen des systèmes d'emploi pour aborder les obstacles systémiques. En 2024, le programme mena par ailleurs une campagne de sensibilisation et proposa une formation continue portant sur l'intervention active, la déontologie, et les comportements respectueux en milieu de travail.



Soutenir

Le pilier « Soutenir » mise sur l'appui aux membres au long du traitement des plaintes, de la prévention au règlement. En 2024, le SPO élargit son programme de soutien par les pairs, effectua un examen de bien-être, et poursuivit l'élaboration de son programme de réintégration et soutien. Les groupes de ressources pour les employés remplirent un rôle déterminant, apportant du soutien aux membres du SPO au cours de ces démarches.

Intervenir

Le pilier « Intervenir » s'affaire à garantir des réponses rapides et efficaces aux plaintes. En 2024, le SPO adopta un système complet de gestion de cas, examina les problèmes portant sur l'équité en matière d'emploi, et évalua continuellement la procédure d'enquête pour assurer son impartialité et sa responsabilisation. Des méthodes de résolution de rechange, notamment la médiation et l'évaluation du milieu de travail, furent également fournies.

Restaurer

Le pilier « Restaurer » fut envisagé pour favoriser un milieu de travail sain et respectueux, surtout à la suite de différends ou d'enquêtes. En 2024, le SPO instaura des options pour faire le bilan après enquête, apporta des résolutions de conflits avant qu'ils ne s'enveniment, et offrit du soutien après enquête, sous forme de médiation, d'accompagnement en situation de conflit, et autres pratiques réparatrices.

MIEUX-ÊTRE

L'Unité santé, sûreté, et mieux-être a accompli d'importants progrès dans son soutien des membres du SPO en améliorant la collaboration à l'interne et les partenariats à l'externe, en accroissant les ressources numériques, et en misant sur les soins tenant compte des traumatismes.

Une évaluation approfondie du Programme du mieux-être fut faite afin de déterminer l'efficacité des initiatives actuelles et d'identifier des facettes à faire évoluer éventuellement. L'évaluation fut effectuée par un tiers, MNP. Elle fit état du possible besoin d'un clinicien en santé mentale, définit les indicateurs de rendement clés (IRC), et suggère la bonification des programmes et services de mieux-être.

Parmi les développements clés de l'année, on compte:

Collaboration améliorée: L'Unité du mieux-être a consolidé ses partenariats, notamment celui avec l'Unité de résolution des conflits en milieu de travail, proposant un soutien personnalisé aux équipes aux prises avec des difficultés. L'Unité a également collaboré avec des spécialistes en gestion des compétences et du retour au travail pour épauler une procédure de réinsertion à l'intention des membres revenant au travail.

Ressources numériques accrues: le Portail du mieux-être du SPO connut une participation accrue des utilisateurs, et l'Unité augmenta sa présence dans les médias sociaux, devenant encore davantage accessible aux membres, leurs familles, et aux personnes en arrêt de travail de longue durée.

Soutien familial et des pairs: le rôle de ressource de liaison en mieux-être fut élargi pour englober les cas familiaux et de couple, ainsi que de soutenir les familles pour les aider à composer avec la vie d'un premier intervenant. Les pairs aidants y mirent aussi du leur, contribuant au développement du sentiment d'appartenance par la voie d'activités comme la course 9RunRun et les soupers des recrues, ainsi qu'en préconisant une culture encourageante.

Formation bâtir sa résilience face aux traumatismes (FBRT): le partenariat avec Wounded Warriors Canada permit de certifier 25 membres du SPO à donner cette formation, et actuellement, environ 50 % du SPO l'a reçue. La FBRT fait désormais partie de la formation du personnel de première ligne et sera bientôt élargie pour inclure recrues et unités spécialisées en vue d'accroître la ténacité de l'effectif. L'objectif est de prodiguer cette formation à tous les membres du Service.

Partenariats externes: l'Unité s'allia à des organismes tels que PSPNET et Wounded Warriors Canada afin de proposer des programmes de santé mentale spécialisés, abordant les défis particuliers des premiers intervenants, de leur familles, et des retraités.

Besoin croissant en matière de soutien: le volume des rapports d'intervention précoce a augmenté considérablement, reflétant une hausse de la demande de ressources. Les alertes liées aux incidents critiques connurent une inquiétante hausse de 33,4 % sur deux ans, soulignant le besoin d'un soutien et d'une croissance continus.

L'Unité santé, sûreté, et mieux-être continue à donner le priorité au bien-être des membres du SPO, de leurs familles et des retraités. Les initiatives et programmes mis au point en 2024, de même que les partenariats stratégiques et les évaluations, constituent une base solide pour améliorer la santé mentale, affective, et physique de l'effectif.

L'Unité du mieux-être s'est engagée à répondre aux besoins évolutifs des membres, des familles et des retraités, et à assurer une réussite à long terme tant sur le plan individuel qu'organisationnel. L'élaboration d'une programmation future est un effort collaboratif, et nos membres – assermentés comme civils, ainsi que les familles et retraités - continueront d'être impliqués pour façonner des services qui suivent l'évolution constante de nos besoins.



INNOVATION ET AMÉLIORATION CONTINUES



PORTAIL DE DONNÉES SUR LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE: INSTAURER LA CONFIANCE PAR LA TRANSPARENCE

Le Service de police d'Ottawa continue à faire avancer son engagement en matière d'ouverture et de prise de décisions éclairée par la voie de son Portail de données sur la sécurité communautaire (PDSC) — une plateforme publique conçue pour appuyer le travail policier fondé sur des données probantes et pour consolider la confiance de la collectivité.

Depuis son inauguration en 2023, le PDSC a été façonné par la rétroaction des membres de la collectivité et celle du personnel du SPO. En 2024, il connut plusieurs mises à niveau clés venant améliorer fonctionnalité et accès, notamment une conception bien adaptée aux appareils mobiles, une navigation rationalisée, et des tableaux de bord plus conviviaux.

La version bêta 1.2 apporta de nouvelles fonctions:

- Un tableau de bord budgétaire
- Un tableau de bord des contrôles routiers
- Une plate-forme centralisée pour les graphiques et résultats de sondages
- Graphiques d'aperçus du cumul annuel en matière de sûreté

En fin 2024, le portail avait accueilli plus de 100 000 utilisateurs — dont des résidents, chercheurs, gens des médias, et employés du SPO. Le portail fut en outre présenté dans la Vitrine de la transparence 2024 du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario pour avoir fait progresser l'accès aux données policières ouvertes et libres.

Le PDSC aide la collectivité à demeurer au courant et mobilisée quant aux tendances actuelles en matière de sûreté et de service, à l'aide de données pertinentes et opportunes.

Consultez le portail au: data.ottawapolice.ca





Auto-patrouille nouveau style

Un nouveau modèle bicolore d'auto-patrouille a pris la route, une avancée qui rehausse à la fois notre visibilité auprès du public et la sûreté de nos agents. Cette refonte propose une vive combinaison de bleu foncé avec des panneaux de vinyle blanc sur les portes avant et arrière. Bien en vue, le véhicule arbore l'emblème héraldique et le logo « police » sur les portes avant et arrière des deux côtés, et le logo « Ottawa » des deux côtés près de l'arrière du véhicule. Pour la sûreté du public et des agents, surtout en prévision de faible luminosité, des autocollants réfléchissants sont apposés sur chacune des faces.

Ce changement d'allure est dans la lignée d'une tendance croissante au sein de nombreux services de police au Canada, notamment la Police régionale de York, la Police régionale d'Halton, et la Police de Toronto. Des recherches ont démontré que des véhicules bicolores, comme la nouvelle auto-patrouille du SPO, sont plus facilement reconnus comme véhicules de police, améliorant ainsi la reconnaissance par le public et la sûreté de nos agents. La couleur bleu foncé fut soigneusement choisie afin de s'harmoniser avec le marquage existant du SPO et pour accroître notre visibilité dans les rues d'Ottawa.

L'idée d'actualiser la conception des autos-patrouille fut d'abord proposée par des agents de première ligne du SPO, qui présentèrent ensuite l'idée à la haute direction pour solliciter son approbation. Le projet devint ensuite une collaboration entre les agents de première ligne et l'équipe du parc automobile, qui s'affairèrent ensemble à la mise en œuvre du concept en 2024.

Ce changement visuel donne aussi réponse à la rétroaction des résidents d'Ottawa, qui ont affirmé souhaiter une visibilité policière accrue dans leurs voisinages. Le nouveau modèle y contribuera en assurant que les véhicules du SPO soient facilement reconnaissables, un facteur clé de l'amélioration de la sûreté communautaire et de l'apport d'une solide présence, tant en ville qu'en banlieue. Les nouvelles autos-patrouille serviront par ailleurs à distinguer les véhicules du SPO de ceux de ses partenaires municipaux.

Le passage au nouveau modèle se fera graduellement, et l'on verra sur nos routes, au cours des quatre ou cinq prochaines années, tant les nouveaux modèles bicolores que les autos-patrouille blanches actuelles. Une mise en œuvre complète est prévue au fil de cette période, permettant un passage sans heurt et garantissant que le parc automobile du SPO demeure entièrement fonctionnel au cours de la transition.

AGENTS SPÉCIAUX DE DIVISION

Les agents spéciaux sont des membres civils du Service de police d'Ottawa qui jouent un rôle essentiel, appuyant diverses opérations du SPO. Nommés par le chef de police et assermentés comme agents de la paix, les agents spéciaux se voient confier un rôle restreint d'application de la loi au sein de la Ville d'Ottawa. Ils sont affectés à des secteurs clés, notamment la sécurité des tribunaux, la garde temporaire, et la Section de la liaison avec les tribunaux. Reconnaissables à leurs uniformes bleu royal caractéristiques, leurs écussons d'épaule, et marquage « agent spécial », ils conduisent aussi, dans le cadre de leurs fonctions, des autos-patrouille d'agents spéciaux du SPO.

Le projet pilote Agents spéciaux de division (ASD) est une nouvelle initiative visant à optimiser l'emploi des ressources policières de première ligne et améliorer la prestation de services envers la collectivité. Ce projet pilote comprenait le déploiement d'agents spéciaux pour seconder les agents de première ligne lors d'appels de nature non-urgente en 2024, permettant ainsi à ceux-ci de se concentrer sur les tâches essentielles et urgentes pour lesquelles ils sont formés.

L'ASD aide à moderniser les opérations policières, et aborde avec efficacité les retards dans la gestion des cas, accroît la sûreté communautaire et instaure la confiance par une prestation de services réactive et professionnelle.

Dans le cadre du projet pilote, les ASD ont assumé deux tâches principales:

- **Épauler la garde de personnes appréhendées en vertu de la Loi sur la santé mentale:**

Traditionnellement, deux agents de police sont requis à l'hôpital pour assurer la garde d'une personne détenue en vertu de la Loi sur la santé mentale. Un ASD prendra la relève d'un des policiers pour que celui-ci puisse reprendre ses activités de patrouille et répondre à d'autres urgences. Ceci aidera à réduire la pression sur les ressources de première ligne tout en assurant aux détenus des soins et une supervision appropriées.

- **Contrôle routier et gestion de la circulation:** Les ASD prêteront main-forte en gérant la circulation lors d'incidents tels que des fermetures routières sur les lieux de collisions ou de crimes, des manifestations ou autres événements. Les ASD épauleront aussi les agents de première ligne pour le remorquage ou le retrait de véhicules de la voie publique. Ceci permettra aux agents de première ligne d'accorder leur attention aux tâches faisant appel à leur formation spécialisée.



Formation et qualifications

L'équipe des agents spéciaux est appuyée par la requalification annuelle de recours à la force des agents spéciaux du SPO, d'OC Transpo et de l'Université Carleton, garantissant que tous les membres possèdent les compétences et certifications actuelles. L'équipe a aussi élaboré la qualification de base obligatoire des agents spéciaux du Collège de police de l'Ontario (OPC). De plus, l'Unité de l'identité judiciaire du SPO prodigue aux agents spéciaux une formation spécialisée de technicien en identité judiciaire (TIJ), ajoutant encore à leurs compétences en enquêtes criminelles.

En 2024, un fait nouveau important fut l'instauration du Centre de formation d'agents spéciaux de l'Est de l'Ontario (CFASEO), actuellement en phase pilote. Ce centre constitue une avancée importante quant à la capacité du service de recruter et former des agents spéciaux sans surcharger Perfectionnement et formation policiers (PFP). L'objectif est d'obtenir un financement provincial afin d'appuyer son développement continu et proposer aux agents spéciaux une formation flexible et de grande qualité.

Projet Complément: élargir à nouveau le rôle des agents spéciaux

Le projet pilote d'agents spéciaux de division a grandi avec l'introduction du projet Complément, qui vient encore plus intégrer les agents spéciaux aux opérations du SPO. Cette expansion permettra aux agents spéciaux d'assumer des responsabilités supplémentaires, notamment celles d'appuyer des enquêtes médico-légales et le transport des prisonniers et autres personnes sous garde.

Les agents spéciaux au sein de la Section de l'identité judiciaire seront désignés des techniciens en identité judiciaire (TIJ) et apporteront des acquis scolaires avancés et des compétences spécialisées pour aider à répondre aux exigences croissantes pesant sur la section.

S'appuyant sur les premières réussites du projet Complément, le SPO poursuit la mise en œuvre de mesures stratégiques de dotation visant à accroître la capacité opérationnelle et le bien-être de ses membres, et à renforcer la prestation de services. D'ici juin 2025, huit TIJ et dix autres ASD seront pleinement qualifiés et déployés. On prévoit que ces ajouts viennent réduire les délais d'intervention de première ligne, augmenter la capacité de mener des enquêtes, et réduire la pression sur les agents assermentés, appuyant à la fois l'efficacité opérationnelle et le maintien de l'effectif.

Tandis que l'initiative poursuit son évolution, d'autres mesures de dotation pourraient être envisagées au sein d'autres sections du SPO, y compris la Direction des enquêtes criminelles, la Section de la santé mentale, la Section du renseignement, et la Section de la criminalité chez les jeunes. La croissance du projet Complément sera guidée par une recherche interne continue et la rétroaction de la part des membres du SPO et d'intervenants clés, garantissant qu'elle comble les besoins de la collectivité tout en bonifiant la prestation générale des services.



NOUVEL HÉLICOPTÈRE DE POLICE H135

Le Service de police d'Ottawa (SPO) a pris un important pas en avant pour accroître la sûreté publique avec l'acquisition d'un nouvel hélicoptère de police H135, à l'aide d'une subvention de la province. Annoncé en début 2024 et prêt à s'envoler en 2025, cet hélicoptère sera un atout clé pour s'attaquer à un éventail de défis en matière de sûreté publique à travers l'ensemble des divers et vastes secteurs d'Ottawa, que ce soit en ville, en banlieue, ou en campagne.

Le nouvel hélicoptère se concentrera surtout sur la sécurité des voies publiques d'Ottawa en combattant les vols de voitures organisés, les courses de rue, et la conduite avec facultés affaiblies. Il jouera aussi un rôle d'envergure dans les patrouilles de première ligne, intervenant face à des infractions graves, par exemple en cas d'incidents de tireur actif, et prenant part aux recherches de personnes disparues. Grâce à ses capacités avancées, l'hélicoptère saura accroître considérablement la capacité du SPO à réagir rapidement aux urgences, apportant un précieux soutien aérien au sein de situations critiques.

Pour garantir l'efficacité opérationnelle, l'entretien de l'hélicoptère sera assuré dans le cadre d'une entente financée par la province de l'Ontario. La Police provinciale de l'Ontario (PPO) fournira tant les pilotes que l'équipe au sol, tandis que les agents de vol tactique du SPO recevront formation et rémunération par la voie de la PPO. Cette démarche collaborative consolide les liens entre les forces policières locales et provinciales, permettant effectivement au SPO d'accroître sa portée opérationnelle au-delà des limites d'Ottawa. L'hélicoptère

épaulera en outre d'autres services policiers de l'Est de l'Ontario dans le cadre d'incidents majeurs, rehaussant encore plus la coopération régionale sur le plan de la sûreté publique.

La venue du nouvel hélicoptère représente un changement en profondeur en ce qui concerne la capacité du SPO à lutter contre le crime et améliorer la sûreté publique. Il dotera le SPO d'un précieux soutien aérien, surtout dans la lutte contre les vols d'automobiles, détournements de véhicules, et courses de rue. L'hélicoptère viendra aussi réduire les délais d'intervention à la suite de crimes graves, améliorant l'efficacité opérationnelle globale tant en ville qu'en campagne.

Même si le calendrier du plein déploiement de l'hélicoptère est accéléré, il faudra quelques mois avant que l'hélicoptère ne soit entièrement opérationnel et prêt à patrouiller les rues d'Ottawa. Au bout du compte, cet ajout stratégique viendra consolider la capacité du SPO à intervenir face à des situations à priorité élevées, à améliorer la sûreté publique à travers la ville, et à contribuer aux efforts globaux de lutte contre le crime dans l'Est de l'Ontario.

Pour le SPO, le nouvel hélicoptère constitue une avancée majeure en matière d'innovation technologique, de capacité opérationnelle, et de sécurité communautaire. Cet atout vient souligner l'engagement du Service de police d'Ottawa à s'adapter et à évoluer afin de répondre aux besoins d'une ville dynamique et en pleine expansion.

CITÉ PARLEMENTAIRE

En 2024, le gouvernement fédéral reconnut les besoins particuliers de la Cité parlementaire en matière de services policiers, et annonça des ressources financières pour la mise sur pied, au sein du SPO, d'une unité affectée à la Cité parlementaire.

Grâce à cet appui, le SPO amorça l'instauration d'une unité réservée au maintien de la sécurité, de la sûreté, et de l'accessibilité de cet important secteur.

Dans une ville qui reçoit chaque année plus de 800 manifestations et autres événements, dont un nombre important ont lieu dans la Cité parlementaire ou ses alentours, le SPO est depuis longtemps chargé de la prestation de services policiers au cœur du paysage politique canadien.

Par la formation d'une unité spécialisée pour la Cité parlementaire, le SPO espère accroître davantage sa capacité à relever les défis uniques liés à des événements fréquents et très médiatisés, tout en maintenant ses efforts collaboratifs avec Service de protection parlementaire (SPP) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Cette initiative ne fait pas que consolider la présence policière du SPO, mais garantit en outre une démarche plus réactive et mieux coordonnée en matière de sûreté publique dans la capitale nationale.

Parmi les améliorations clés, on compte le passage au temps complet de l'Équipe de liaison policière (ELP), unité auparavant à temps partiel, pour échanger avec les groupes communautaires. Cette transition au temps complet permet davantage d'activités d'approche et de mobilisation préventives, surtout en rapport aux manifestations légitimes. En favorisant des plus solides liens avec les organismes communautaires et les intervenants locaux, l'ELP remplit un rôle

déterminant d'atténuation des perturbations découlant des manifestations, assurant que soit respecté le droit individuel de manifester pacifiquement, tout en préservant la sûreté et la sécurité du secteur.

Le succès de l'initiative de la Cité parlementaire repose sur les solides partenariats liant le SPO, le SPP et la GRC. La GRC conservera ses responsabilités de veiller à la protection personnelle des membres du Parlement et de mener les enquêtes ayant trait à la sécurité nationale, tandis que le SPP se chargera de la sécurité physique au sein de la Cité parlementaire.

Le rôle du SPO vient combler une importante lacune en apportant une présence policière réservée et en assurant un plus clair partage des responsabilités entre les organismes en cause. Cette collaboration viendra accroître la sûreté globale du secteur, réduisant la nécessité de détourner des ressources d'autres parties de la ville et permettant une plus équitable distribution des services policiers à travers Ottawa.

À l'avenir, l'initiative de la Cité parlementaire poursuivra son évolution, et l'on apportera d'éventuels ajustements et augmentation de la présence et des responsabilités de l'équipe. En s'adaptant aux besoins croissants du secteur et de la collectivité, le SPO s'affaire à garantir que la Cité parlementaire demeure un espace sûr, sécuritaire, et accueillant pour ceux qui habitent, travaillent, et visitent cette partie fondamentale d'Ottawa.

Cet investissement continu dans la police spécialisée reflète l'engagement du SPO à une innovation et une amélioration continues en vue de garder en sûreté les résidents, visiteurs, et institutions démocratiques d'Ottawa.





UNITÉ ÉQUESTRE

La restauration d'une Unité équestre représente un jalon important des efforts continus du Service pour innover et accroître la mobilisation communautaire.

Une Unité équestre a plusieurs raisons d'être, du maintien de l'ordre public à la gestion des foules, en passant par la police communautaire et les interventions en situation de crise. Constituant une présence visible et accessible, les patrouilleurs à cheval pourront accroître de façon appréciable la confiance du public et son engagement.

La dotation et la préparation de l'unité s'amorça en début 2024, mettant l'accent sur la sélection d'agents qualifiés et leur proposant une formation approfondie aux côtés des chevaux du Service. Même si l'unité débute officiellement ses activités en 2025, le travail préparatoire effectué en 2024 fut primordial pour assurer la réussite de son intégration dans la collectivité, et l'unité devrait atteindre sa pleine capacité opérationnelle d'ici avril 2026.

Ses membres ont déjà été choisis et ont reçu une formation poussée auprès de leurs montures. Cette préparation précoce fait en sorte que chaque paire de cavalier et cheval soit parfaitement intégrée et prête à remplir son rôle dans la collectivité. Ces membres dirigeront les opérations initiales de l'unité, et d'autres

agents et chevaux s'ajouteront au fil des prochains mois.

D'ici avril 2026, l'unité sera complète, formée de huit chevaux et huit cavaliers. Cet accroissement graduel permettra au SPO d'évaluer, d'adapter, et d'affiner l'approche de l'unité auprès de diverses communautés, améliorant leur capacité à réagir efficacement à toutes sortes de situations.

Tandis que l'Unité équestre poursuit sa croissance et son évolution, son influence sur la sûreté communautaire, la confiance du public, et la prestation de services du SPO en général sera profonde. Étant en mesure d'échanger avec la population, de gérer de grandes foules, de désamorcer des tensions, et d'aider aux opérations de recherches, l'Unité équestre sera un ajout inestimable aux efforts du SPO pour assurer la sûreté du public et améliorer la qualité de vie de tous les résidents et résidentes d'Ottawa.

L'Unité équestre constitue un retour à la tradition, mais aussi un regard vers l'avenir — poursuivant l'engagement du SPO à l'innovation, la confiance du public, et les plus élevées des normes policières.

Suivez le parcours de l'Unité sur Instagram et obtenez des actualités en coulisse à son sujet : @opsmountedunit.

AVANCEMENT DU POSTE SUD

La construction de la nouvelle Installation Sud du Service de police d'Ottawa, au 3505, promenade Prince of Wales, entamée en début 2024, constitue une excitante avancée dans l'amélioration des services policiers aux collectivités croissantes du Sud d'Ottawa. L'installation de trois étages et d'une superficie de 20 250 m² (218,000 pi²) fut envisagée pour répondre à la demande croissante en matière de services policiers dans ce secteur de la ville, tout en accordant au SPO de l'espace indispensable à la croissance et l'évolution de ses opérations.

Au cours de la dernière année, des progrès importants ont été réalisés sur le chantier avec, en fin 2024, autour de 35 % des travaux ayant été accomplis.

Parmi ce qui fut accompli en 2024, on compte la préparation et l'excavation, ainsi que l'apport de services au site. Comme vous l'avez peut-être constaté, le bâtiment a commencé à émerger du sol, et la charpente de béton et d'acier est en bonne voie.

Nous prévoyons pour cette année l'achèvement de la charpente du bâtiment, la pose de son enveloppe, et le passage des travaux de l'extérieur à l'intérieur.

La nouvelle Installation Sud, qui devrait être terminée au printemps 2027, offrira non seulement des services essentiels comme la réception et la déclaration de collisions, mais hébergera en outre un Centre de police

communautaire et une salle de conseil accessible à la collectivité, proposant aux résidents un espace accueillant et favorisant des échanges accrus avec la population. L'installation fut conçue pour être inclusive, équitable, et sûre, dans le but de répondre aux besoins des collectivités urbaines comme rurales d'Ottawa.

Dans le cadre du Plan stratégique des installations du SPO, l'Installation Sud est un projet fondamental qui abordera certaines des pressions actuelles en matière d'espace qu'il traverse, et aidera à remplacer certains immeubles vieillissants, garantissant que le SPO soit en mesure de relever les défis posés par une ville en plein essor.

L'Installation Sud, un projet de 185 M\$, ne se borne pas simplement à un plus grand espace physique : il s'agit d'un investissement stratégique dans l'avenir du Service de police d'Ottawa. Comme les 283 ares (7 acres) restants du site d'une superficie de plus de 600 ares (15 acres) devraient être aménagés au cours des prochaines années, la nouvelle installation remplira un rôle déterminant dans l'avenir des opérations policières à Ottawa. Ce progrès continu reflète l'engagement du SPO à combler les besoins des communautés diverses et grandissantes tout en modernisant son infrastructure afin de mieux servir tous les résidents et de maintenir un effectif résilient et vigoureux.



INITIATIVE DE CHANGEMENT EN SANTÉ MENTALE: UN NOUVEAU MODÈLE D'INTERVENTION DE CRISE

La mort de M. Abdirahman Abdi en 2016 fut un moment charnière pour la ville d'Ottawa, les communautés somalienne et noires, ainsi que le Service de police d'Ottawa (SPO).

En décembre 2024, l'enquête du coroner sur la mort de M. Abdi donna lieu à 57 recommandations — dont 28 adressées directement au SPO. Ces recommandations mettent particulièrement sur l'amélioration de l'intervention policière face aux gens aux prises avec des crises liées à la santé mentale, mettant l'accent sur la compassion, la responsabilisation, et la conscience des différences culturelles.

En réponse, le SPO a mis sur pied l'*Initiative de changement en santé mentale (ICSM)*, un effort approfondi visant à aborder ces recommandations par une consultation sérieuse, des améliorations à l'ensemble du système, et des partenariats communautaires à longue échéance. Cette initiative est une étape cruciale dans l'élaboration d'un modèle d'intervention en santé mentale plus équitable, réactif, et efficace pour tous les résidents d'Ottawa.

L'ICSM est axée sur l'apport d'améliorations durables à la manière dont le SPO appuie les personnes éprouvant des difficultés liées à la santé mentale. L'ICSM constitue un effort, stratégique et éclairé par la communauté, visant à refaçonner la démarche du SPO en matière d'intervention en situation de crise; il mise sur la responsabilisation, l'équité, et les soins tenant compte des traumatismes. Même si l'initiative n'en n'est encore qu'à ses débuts, le travail fondamental a été amorcé et plusieurs secteurs d'intervention privilégiés ont été identifiés.

Grandes priorités de l'ICSM:

- **Conseil consultatif en santé mentale (CCSM):** la formation d'un conseil durable et guidé par collectivité est en cours; celui-ci nous conseillera en matière de stratégie, de politiques, de pratiques relatives aux données, et de formation. Il sera composé de personnes au vécu pertinent, de professionnels de la santé mentale, et de membres de la direction du SPO;
- **Formation et perfectionnement professionnel:** le SPO est en train de revoir et d'actualiser sa formation obligatoire afin d'y ajouter la désescalade, l'antiracisme, la compétence interculturelle, et les démarches tenant compte des traumatismes. L'élaboration de ce travail est effectuée de concert avec divers partenaires communautaires et fera l'objet d'une évaluation continue;
- **Changements opérationnels et d'orientation:** le SPO élargit le rôle joué par son Unité de la santé mentale, améliorant la formation en prise et répartition des appels, et poursuivant les renvois vers le programme Solution de rechange communautaire pour l'intervention en cas de crise (ANCRE), le cas échéant;
- **Données et responsabilisation:** l'ICSM comprend des mesures visant à améliorer le suivi des appels liés à la santé mentale et des cas de recours à la force, à identifier les disparités raciales, et à améliorer les modes de signalement proposés au public. Les politiques ayant trait au signalement à l'Unité des enquêtes spéciales (UES) et aux caméras d'intervention sont aussi à l'étude.



Principes directeurs

L'ICSM est fondée sur des principes directeurs établis avec le Conseil sur l'équité police-collectivité (CEPC), y compris son engagement envers la collaboration communautaire, la désescalade, les décisions fondées sur des faits, et le changement durable et à long terme. Ces principes forment chacune des facettes de l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative.

Mobilisation de la collectivité

Depuis le début, l'ICSM fut façonnée par la voie d'une consultation communautaire. La rétroaction de gens au vécu pertinent, de fournisseurs de services de santé mentale, et d'organismes de défense des droits continue à guider la structure et les priorités de l'initiative. La transparence, la compétence interculturelle, et la cocréation demeurent au cœur de cette démarche.

Vers l'avenir

L'Initiative de changement en santé mentale est une étape primordiale de la transformation de l'intervention du SPO face aux situations de crise. Elle reflète un engagement approfondi envers l'équité, la sûreté publique, et la responsabilisation —et envers le rétablissement de la confiance au sein des communautés les plus durement touchées par les lacunes systémiques. Par un engagement prolongé et une réforme fondée sur des données probantes, le SPO s'affaire à mettre au point, pour tous, un système plus bienveillant et plus efficace.



**ÉQUITÉ, DIVERSITÉ
ET INCLUSION**

L'ÉQUITÉ, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

RENFORCER NOTRE ENGAGEMENT POUR LES DROITS DE LA PERSONNE EN POURSUIVANT NOS ACTIONS COLLECTIVES

Alignée sur l'orientation stratégique 2027 de la Commission, la Stratégie DRIVE2 (Diversité, Respect, Inclusion, Valeurs, Équité et Engagement) du SPO (2023–2027) représente une approche globale de transformation organisationnelle, centrée sur les droits de la personne, où la responsabilité de l'ÉDI est partagée à tous les niveaux de l'organisation.

La Stratégie DRIVE2 a donc été élaborée en collaboration avec le Conseil communautaire pour l'équité (CCÉ) et présente plus de 30 projets partenariaux visant à améliorer la culture du milieu de travail ainsi que la prestation de services.

En 2024, plusieurs initiatives clés ont vu le jour au sein de l'organisation, comme la formation obligatoire pour l'entièreté du personnel, une revue des systèmes d'emploi, l'enrichissement des programmes de bien-être, ainsi que l'élargissement des groupes-ressources employés. Des projets importants liés à la prestation de services aux communautés ont également progressé, notamment ceux centrés sur les efforts pour contrer la violence envers les femmes, améliorer l'intervention en santé mentale et renforcer les actions contre le racisme.



Faits saillants clés de 2024 :

- **Comité communautaire et panel sur l'usage de la force :** ce tout nouveau comité du CCÉ examinera des dossiers et rapports annuels afin d'identifier des enjeux systémiques et de formuler des recommandations pour améliorer la prestation des services. Après la conception du programme et le processus de sélection en 2024, les nouveaux membres suivront une formation et mèneront deux séances d'examen de divers cas en 2025.
- **Collecte de données sur la race et l'identité lors des contrôles routiers :** le service de police d'Ottawa continue de recueillir ces données précieuses, essentielles pour cerner et combattre le racisme systémique. Un rapport historique couvrant une période de dix ans a été conclu en 2024, et un groupe spécial sera chargé de mettre en œuvre les recommandations du rapport afin de réduire les écarts constatés.

- **9^e Forum annuel d'apprentissage sur les droits de la personne** : en décembre dernier, plus de 200 participants se sont réunis pour échanger autour du thème « Action collective pour les droits de la personne », avec notamment :
 - o Conseil directeur d'Ottawa pour la santé mentale et les dépendances et projet ANCHOR;
 - o Mises à jour sur la violence entre partenaires intimes, avec présentations interactives sur l'examen communautaire des cas et sur la Table sur la sécurité des femmes autochtones;
 - o Approche des droits de la personne, du Service de police d'Ottawa, œuvrant sur la planification des grands événements, avec une étude de cas ainsi que des intervenants communautaires.



- **Nouveaux services d'interprétation et de traduction multilingues** : un programme innovant permettra aux membres du SPO d'avoir un accès immédiat à des interprètes pour mieux communiquer avec les communautés diverses. Un fournisseur a été choisi, et la mise en place complète est prévue pour 2025.
- **Examen des systèmes d'emploi (ESE)** : actuellement, la priorité est donnée à la première phase, visant à repérer et corriger les obstacles systémiques liés à l'équité dans les embauches, sélections, affectations et promotions des postes. Les efforts ont porté sur l'équité dans l'accès aux opportunités, des documents inclusifs et pertinents, et des processus d'évaluation réduisant les biais. Suite aux récents processus de transfert et de promotion, l'organisation a constaté des améliorations au sein des grades de sergent et sergent d'état-major pour les femmes et les personnes racialisées — bien que leur sous-représentation persiste, elle n'est plus considérée comme significative selon les normes d'équité en emploi.

Groupes-ressources d'employés (GRE) :

Le SPO continue de renforcer son appui aux GRE en établissant un réseau de meilleures communications, des procédures simplifiées et des outils pour aider à organiser les activités (dates marquantes internationales, ateliers, événements de sensibilisation, initiatives spéciales, formations). En 2024, les GRE ont joué un rôle actif pour promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion pour les membres en menant plusieurs activités à travers l'année :

- Réseau interne et de soutien des femmes (WINS—Women's Internal Network and Support Network) : le groupe a mené plusieurs initiatives et événements, dont une activité pour la Journée internationale des droits des femmes mettant en vedette l'autrice et conférencière inspirante, la sergente-détective Tiffany Castell du Service de police de Toronto. WINS a aussi réalisé un sondage auprès des membres sur les besoins et enjeux parentaux, qui a mené à plusieurs améliorations importantes : un espace dédié pour les membres du SPO et leurs enfants lorsqu'ils doivent se présenter en cour, ainsi qu'une bonification des prestations parentales dans la nouvelle convention collective de l'Association du personnel du service de police d'Ottawa ratifiée en décembre 2024.
- Groupe-ressource sur la diversité ethnoculturelle et religieuse (DER) : Le groupe a tenu des rencontres régulières pour aborder les besoins des membres. À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le groupe a invité Amira Alghawaby, représentante spéciale du Canada contre l'islamophobie, pour une conversation sur l'islamophobie, le racisme systémique, la discrimination raciale et l'intolérance religieuse.
- The 2SLGBTQQIA+ ERG, Groupe-ressource 2SLGBTQQIA+ (PRIDE) : ce groupe 2SLGBTQQIA+ : a mis sur pied un plan de travail pour mieux soutenir ses membres, célébrer la Fierté 2024 et cibler des formations adaptées. Le groupe a organisé une sortie chez EGALÉ Canada, un leader national sur les enjeux 2SLGBTQI, pour explorer des ateliers et des partenariats. L'organisme Egale est la principale organisation canadienne dédiée aux personnes et aux enjeux 2SLGBTQI, œuvrant à améliorer l'éducation, la sensibilisation et à défendre les droits de la personne et l'égalité au Canada et dans le monde. Le GRE a également tenu un brunch de la Semaine de la Fierté pour les membres et les partenaires des autres services d'urgence.
- La Nouvelle Association asiatique (AA) : ce groupe a démarré en force avec un déjeuner spécial pour célébrer le Nouvel An lunaire, suivi d'un événement pour le Mois du patrimoine asiatique avec M. Robert Yip comme invité. Après avoir assisté à une conférence internationale sur la police asiatique, des membres de l'AA ont présenté leurs apprentissages à la direction et aux équipes, et ont animé un atelier sur le leadership asiatique au Nepean Sportsplex, ouvert à tous.

Conscients de l'importance de l'intersectionnalité et de la force du collectif, les GRE ont uni leurs efforts cette année pour acheter des billets au Gala annuel du SPO (offrant à des membres nommés et méritants l'occasion d'y assister), partager des budgets pour des formations et conférences, et organiser un grand dîner-partage culturel ouvert à tous. Les GRE ont également participé à l'élaboration de politiques, à des projets et à des évaluations/revues, dont celle du programme de mieux-être.

Apprendre à reconnaître et mesurer les avancées

Le Service de police d'Ottawa (SPO) voit l'ÉDI comme un véritable cheminement et processus continu qui exige action, et comprends donc qu'il faut agir sans relâche, apprendre en continu et apporter des ajustements en cours de route.

En 2024, l'organisation a poursuivi l'implantation de plusieurs formations clés, dont l'intervention active des témoins, des ateliers sur les réalités culturelles autochtones et des séances sur le racisme à l'égard des Noirs. Une nouvelle formation interactive de trois heures, approuvée par le ministère du Solliciteur général et conçue pour remplacer le modèle d'emploi de la

force, a également été offerte à tous les policiers afin d'améliorer les interactions avec le public.

Le SPO s'engage également à mesurer et à suivre ses progrès par rapport aux références disponibles pour déterminer s'il atteint ses résultats cibles à court et à long terme. L'Unité ÉDI a travaillé en étroite collaboration avec le Comité ÉDI du Conseil consultatif sur l'équité communautaire (CÉC) pour assurer le suivi et l'évaluation continus de la mise en œuvre de la Stratégie DRIVE2. Un cadre détaillé de mesure a été présenté à la Commission en juillet 2024.



En 2024, l'Unité ÉDI a pris part à de nombreux événements communautaires et ateliers, dont un atelier marquant sur l'antiracisme et l'anti-oppression pour les hauts dirigeants, organisé en décembre par le Partenariat local d'immigration d'Ottawa (PLIO) et Équité Ottawa.

Un regard vers l'avenir

Le SPO reste fermement engagé sur la voie de l'amélioration continue, avec le lancement prévu de nouveaux programmes, ainsi que des projets et révisions de politiques en 2025.

L'engagement communautaire reste au cœur des priorités, offrant des occasions continues de participation du public à travers le CÉC et l'Unité ÉDI.



Pour en savoir plus et vous engager, rendez-vous sur ottawapolice.ca/drivetwo. Les membres de la communauté peuvent aussi s'impliquer via le Conseil consultatif sur l'équité communautaire à opscommunityequitycouncil.com ou en contactant l'Unité sur l'Équité, la diversité et l'inclusion à l'adresse EDI@ottawapolice.ca.

Consultez le rapport annuel complet 2024 sur les droits de la personne et le rapport d'ÉDI présenté à la Commission de service de police d'Ottawa à ottawapoliceboard.ca.

AIDE AUX VICTIMES DE LA CRIMINALITÉ

Violence entre partenaires intimes et violence faite aux femmes

Le Service de police d'Ottawa maintient son engagement à lutter contre la violence faite aux femmes (VFF) et la violence entre partenaires intimes (VPI), et des avancées importantes furent réalisées en 2024. Ces efforts reflètent la détermination du SPO à améliorer le soutien envers les victimes, à faire progresser la sûreté publique, et à inciter une intervention plus complète relativement à ces enjeux.

Par une démarche innovante, le SPO devint le premier service de police au Canada à employer le terme « féminicide » pour décrire le meurtre d'une femme ou d'une fille. Deux féminicides furent commis à Ottawa en 2024. L'emploi du terme 'féminicide' constitue une étape importante vers la reconnaissance de l'épidémie de violence à l'endroit des femmes dans notre collectivité et notre société.

La première année complète du programme de conseiller en matière de risque fut une autre réussite notable en 2024. Ce programme propose un soutien spécialisé aux victimes de VPI qui sont identifiées comme étant à risque élevé, mais en situation où aucune accusation ne fut portée. Le programme fait en sorte que celles qui courent le plus grand risque reçoivent tout de même un soutien essentiel, même si leur cause n'entre pas dans l'appareil de justice pénale.

En outre, le SPO poursuit sa collaboration avec le Centre de recherche et d'éducation sur la violence faite aux femmes et aux enfants de l'Université Western pour la mise au point d'un nouvel outil d'évaluation du risque à l'intention des agents de première ligne — dont la mise à l'essai et le déploiement sont prévus pour le début de 2025 — pour mieux identifier et intervenir face aux situations à risque élevé par une démarche tenant compte des traumatismes.

Des progrès considérables ont aussi été accomplis en 2024 en matière de sensibilisation et de formation, avec six journées de formation des patrouilleurs axées sur les questions de VFF et dispensées par nos partenaires communautaires dans la lutte contre la VFF, veillant à ce que les agents de première ligne soient en mesure de bien reconnaître les victimes et d'intervenir avec efficacité à leur égard.

Un guide à l'intention de personnes en situation de violence conjugale fut aussi créé pour fournir aux victimes une meilleure compréhension des processus juridiques entourant leur situation et pour leur offrir des ressources complètes de soutien, s'appuyant sur la réussite du Guide à l'intention du survivant d'agression sexuelle rédigé en 2023.



Violence entre partenaires intimes

En mars 2024, le SPO publia une prise de position épaulant le Conseil municipal et sa déclaration que la violence entre partenaires intimes (VPI) constituait une épidémie. La VPI est un problème continu. 6636 cas de violence conjugale furent signalés en 2024, et 3355 accusations portées.

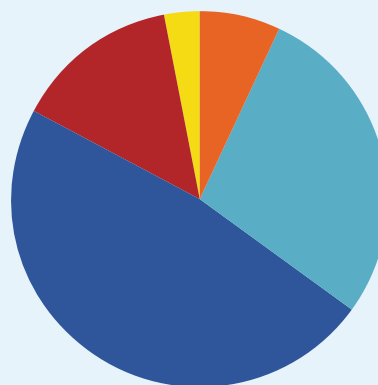
Le SPO continue de recevoir quotidiennement, en moyenne, 18 appels de service liés à la violence conjugale. Dans les affaires de violence conjugale, les plus courantes infractions furent: voies de fait - partenaire (niveau 1); bris de promesse ou d'un engagement judiciaire - partenaire; et agression armée (niveau 2). Parmi les victimes, 79 % se définissent comme étant de sexe féminin, et la tranche d'âge la plus touchée est celle des 30 à 45 ans (48 %).



Voici le profil démographique des victimes d'infractions conjugales:

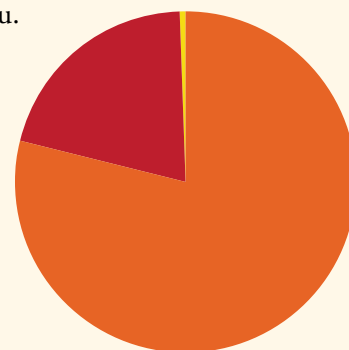
Par tranche d'âge :

- 7 % étaient âgées de moins de 18 ans;
- 28 % étaient âgées entre 18 et 29 ans;
- 48 % étaient âgées entre 30 et 45 ans;
- 14 % étaient âgées entre 46 et 59 ans;
- 3 % étaient âgées de plus de 60 ans.



Par sexe :

- 79 % se définissent comme étant de sexe féminin;
- 20,5 % se définissent comme étant de sexe masculin;
- 0,05 % inconnu.



À l'avenir, des initiatives seront bientôt amorcées pour que le Service continue à miser sur des soins tenant compte des traumatismes et axés sur la victime lorsqu'il s'occupe de victimes vulnérables et à risque élevé. Parmi ces initiatives, on compte Choix de la victime en matière de signalement, un nouvel outil d'évaluation du risque pour les agents de première ligne, et une appli d'interprétation linguistique pour assurer, aux survivantes et survivants ne maîtrisant pas l'anglais, un meilleur accès à des ressources de soutien.

Tous ces efforts relèvent d'un engagement continu à sensibiliser la population, à appuyer les victimes, et à s'affairer à mettre un terme à la violence faite aux femmes à Ottawa.

STRATÉGIE ET GROUPE DE TRAVAIL AUTOCHTONES

Le Service de police d'Ottawa (SPO) demeure résolu à améliorer sa prestation de service envers les communautés autochtones en encourageant des liens, en comprenant les besoins et préoccupation des peuples autochtones, et en élaborant ensemble des stratégies et plans d'action qui correspondent à leurs attentes.

Tableau pour la sûreté des femmes autochtones

La Coalition autochtone d'Ottawa (CAO) continue de remplir son rôle crucial quand à l'enjeu qu'est la sûreté des femmes et filles autochtones par la voie du Tableau pour la sûreté des femmes autochtones (TSFA), mis sur pied en 2021 pour donner suite aux demandes de justice découlant de l'Enquête nationale sur la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. Le TSFA s'affaire à améliorer les systèmes d'Ottawa afin qu'ils soutiennent et protègent davantage les femmes et filles autochtones, avec des groupes de travail axés sur la police, la santé et le bien-être, le logement et l'itinérance.

Le SPO poursuit sa collaboration avec la CAO en vue de rendre la ville plus sûre pour les femmes et filles autochtones. Ces efforts sont renforcés par des réunions mensuelles et des démarches conjuguées avec le Comité des relations avec les Autochtones du Conseil sur l'équité police-collectivité pour faire en sorte que les stratégies mises en œuvre soient complètes et efficaces.

Violence faite aux femmes autochtones

Pour encore bonifier ces démarches, le SPO est en voie d'embaucher une conseillère principale sur la question de la Violence faite aux femmes autochtones, ce qui constituera un jalon important pour aborder ces enjeux déterminants.





**COÛTS, RENDEMENT ET
RESPONSABILISATION**



Total des appels
1 147 992



Enregistrés dans
la répartition
348 486



Appels nécessitant une
présence policière
223 243



Appels de membres
du public
159 969



Signalements
reçus en ligne
29 694



Appels préventifs de la
part d'agents du SPO
63 274



Rapports pris
102 965



temps de service
389 405

Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Priorité 6	Priorité 7
2 962	35 424	62 795	211 280	3 954	30 208	1 782
Urgence				Non-urgence		



26 %
Infractions au Code
criminel résolues



50 607
Infractions au
Code criminel

COÛT DES SERVICES DE POLICE

Le SPO gère les risques opérationnels et les pressions budgétaires à l’interne d’un exercice à l’autre au moyen d’interventions de gestion et de compensations de revenus. Dans le passé, le SPO a géré des pressions budgétaires de moins de 10 millions \$. Or, depuis 2021, nous sommes confrontés à une augmentation des risques opérationnels et des pressions budgétaires. Ce niveau supérieur à la moyenne s’est poursuivi en 2024, ce qui a entraîné des pressions sur les dépenses et des manques à gagner de 26,7 millions \$.

La plus grande pression sur le budget du SPO est toujours attribuable à l’augmentation du volume et de l’ampleur des événements et des manifestations. De plus, les heures supplémentaires effectuées par les membres continuent d’augmenter en raison des postes vacants et de l’approche robuste requise pour la gestion des événements. Ces pressions, accompagnées d’une poignée de pressions opérationnelles non discrétionnaires et de manques à gagner, ont contribué à la pression globale de 26,7 millions \$.

Les subventions du gouvernement fédéral prévues dans le cadre du Contrat extraordinaire pour les services de police dans la capitale nationale et du Cadre financier pour la sécurité des grands événements internationaux en partenariat avec Sécurité publique Canada offrent un allègement compensatoire des coûts de ces événements et manifestations. Parmi les solutions supplémentaires pour répondre aux pressions susmentionnées auxquelles le SPO est confronté, mentionnons le nouveau Programme de détachement spécialisé dans le district parlementaire mené avec Sécurité publique Canada et la subvention provinciale de la nouvelle entente Ottawa-Ontario pour les initiatives de projet identifiées.

Les économies réalisées au chapitre des traitements et salaires provenant des postes vacants, au cours de l’exercice, ont contrebalancé ces pressions. D’importantes initiatives en matière d’embauche ont été déployées pour pourvoir aux postes vacants, compte tenu de l’augmentation du nombre de catégories de recrues et des mesures déployées par le SPO pour stabiliser sa dotation. Les économies réalisées par le SPO au titre des postes vacants ont diminué, passant de 7 millions \$ en 2023

à 5,8 millions \$ en 2024. Une fois que d’autres postes vacants seront pourvus, le SPO disposera d’une marge de manœuvre limitée dans les budgets futurs pour absorber les pressions.

Le prélèvement de la taxe de police reflète les coûts qui sont sous le contrôle de la Commission, ainsi que ceux qui ne le sont pas, mais qui sont requis à des fins fiscales. En ce qui concerne les postes budgétaires qui relevaient de la Commission, le SPO a terminé l’exercice avec un déficit (0,6 million \$). Pour les postes qui ne sont pas sous le contrôle de la Commission, un excédent de 3 millions \$ a été comptabilisé dans ces comptes fiscaux en raison de la part de la police dans les remises et les cotisations supplémentaires. Ces comptes fiscaux sont budgétisés et gérés par le personnel de la ville. En conséquence de ce qui précède, le budget total des services policiers s’est retrouvé dans une position excédentaire totale de 3,3 millions \$ pour 2024.

Tableau 1 : Fin de l'exercice 2024 - Écarts significatifs		
	Pressions clés	Montant
a)	Événements et démonstrations	9 400 000 \$
b)	Heures supplémentaires	7 800 000\$
c)	Opérations non discrétionnaires	4 700 000 \$
	Pressions	
d)	Nouveau financement fédéral	1 800 000 \$
e)	Nouveau financement provincial	1 800 000 \$
f)	Manque à gagner	1 200 000 \$
	Total des pressions	26 700 000 \$
Principales solutions/résultats		
g)	Financement fédéral	11 900 000 \$
h)	Économie de postes vacants	5 800 000 \$
i)	Financement provincial	3 700 000 \$
j)	Recettes et recouvrements	3 600 000 \$
k)	Économie de la dette	1 100 000 \$
	Total des solutions	26 100 000 \$
	Excédent/(déficit) des opérations	600 000 \$
l)	Fiscalité non ministérielle	(3 038 000 \$)
	Excédent/(déficit)	2 438 000

Coût des services de police

2023: 352,1 M\$

2024: 373,0 M\$

ÉVOLUTION DES DÉPENSES, BUDGETS ET RÉSULTATS RÉELS, 2020 — 2024

	2020		2021		2022		2023		2024		5-Year Average		Change %	
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	Budgété	Réel	Budgété	Réel	Budgété	Réel	Budgété	Réel	Budgété	Réel
Rémunération et avantages sociaux	296,044	296,458	307,034	317,392	321,026	326,524	331,948	333,419	344,469	358,032	320,104	326,365	3.8%	7.4%
Matériel et services	27,048	27,111	30,159	24,854	28,883	73,857	29,350	61,303	32,717	39,479	29,631	45,321	11.5%	-35.6%
Autres coûts internes	9,664	11,375	9,922	11,888	8,348	8,205	9,008	8,678	9,307	9,646	9,250	9,958	3.3%	11.2%
Charges financières	24,771	24,690	23,436	23,660	23,659	23,110	25,268	24,312	26,268	25,192	24,680	24,193	4.0%	3.6%
Frais du parc automobile	4,495	4,702	4,664	5,452	4,993	5,538	5,507	5,377	2,674	3,026	4,467	4,819	-51.4%	-43.7%
Transferts et subventions	116	58	116	78	116	55	116	55	98	55	112	60	-15.5%	0.0%
Total des dépenses brutes	362,138	364,392	375,331	383,324	387,025	437,288	401,198	433,144	415,533	435,430	388,245	410,716	3.6%	0.5%
Recouvrements et répartitions	(42,916)	(45,164)	(42,684)	(45,617)	(42,168)	(93,801)	(42,179)	(80,962)	(43,139)	(62,397)	(42,853)	(65,588)	2.3%	-22.9%
Total des dépenses nettes	319,223	319,229	332,647	337,707	344,857	343,487	359,019	352,182	372,394	373,033	345,392	345,128	3.7%	5.9%

Les dépenses réelles pour 2024 dépassent de 0,6 million \$ le montant budgétisé de 372,4 millions \$. Donc, les dépenses réellement engagées ont été de 373,0 millions \$. Il s'agit d'une augmentation de 5,9 % par rapport à 2023. Pour obtenir plus de renseignements sur le budget du SPO, consultez le site www.ottawapolice.ca. Si vous désirez lire le Rapport financier annuel de 2024, cliquez ici www.ottawapoliceboard.ca

recouvrables pour les heures supplémentaires qui ont créé une pression pendant l'exercice, mentionnons les lacunes en termes de relève et le manque de personnel au centre de communications (2,2 millions \$) et les enquêtes sur les homicides (0,6 million \$). Le nombre d'heures supplémentaires accumulées en 2024 marque la troisième année consécutive où elles sont le double des années précédant la manifestation de camionneurs.

Pressions

a) Pressions liées aux événements et manifestations

En raison d'événements et de manifestations d'envergure qui ont eu lieu tout au long de l'exercice, le SPO a subi d'importantes pressions sur les dépenses. Les nombreuses initiatives continues à mettre en œuvre une approche rigoureuse en matière de planification et de déploiement du corps policier pour ces activités entraînent des coûts importants. Les principaux facteurs en sont les coûts de la capacité d'appoint des services policiers partenaires, ainsi que les heures supplémentaires et les coûts non liés à la rémunération pendant toute la durée des événements. Parmi les grands événements et manifestations importantes en 2024, citons les manifestations permanentes liées au conflit israélo-palestinien, la Conférence des Nations Unies sur le climat, la Fête du Canada et la visite du premier ministre de la France.

b) Pressions liées aux heures supplémentaires

En maintenant notamment des niveaux minimums de dotation en première ligne, les membres continuent de faire beaucoup d'heures supplémentaires pour répondre aux besoins du SPO et ceux de la communauté. En raison de l'approche robuste adoptée pour la gestion des événements, nous avons aussi des coûts non recouvrables liés à des événements municipaux non recouvrables, ce qui crée d'importantes pressions sur le budget des heures supplémentaires. Parmi les autres coûts non

c) Pressions opérationnelles non discrétionnaires

Les pressions opérationnelles non discrétionnaires ont été précisées en fonction des données de fin d'exercice et sont les suivantes :

- 1,9 M\$ — CSPAAT
- 0,9 M\$ — Frais juridiques
- 0,7 M\$ — Uniformes et autres fournitures
- 0,4 M\$ — Entretien du parc automobile
- 0,8 M\$ — Autres pressions

d) Nouveaux coûts subventionnés par le fédéral (Programme de détachement spécialisé dans le district parlementaire)

Le Programme de détachement spécialisé dans le district parlementaire est un modèle de subvention du fédéral de 50 millions \$ sur cinq ans, en collaboration avec Sécurité publique Canada. Des coûts admissibles de 1,8 million \$ ont été engagés depuis le début de l'exercice. Néanmoins, ils n'ont pas été inclus dans le budget de 2024 en raison du moment de la conclusion de l'entente. Ils seront comptabilisés dans le budget de 2025.

e) Nouveaux coûts subventionnés par la province (Entente Ottawa-Ontario)

L'entente entre la Ville d'Ottawa et le SPO pour son Plan de sécurité publique a été finalisée au cours du quatrième

trimestre de 2024 avec la province. Il s'agit d'un modèle de financement triennal de 48 millions \$, dont 17,7 millions \$ sont liés aux initiatives de projet du SPO. Des coûts admissibles de 1,8 million \$ ont été engagés depuis le début de l'exercice. Ces coûts de première année n'ont pas non plus été inclus dans le budget de 2024, en raison du moment de la conclusion de l'entente. Ils seront comptabilisés dans le budget de 2025.

f) Manques à gagner

La plupart des recettes du SPO ont été ramenées à un niveau relativement stable en 2024. Toutefois, le SPO a connu des manques à gagner, en raison de la diminution des recettes des caméras aux feux rouges et des recettes liées aux fausses alarmes, au cours de l'exercice.

SOLUTIONS/MESURES COMPENSATOIRES

g) Subventions du fédéral

Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de Sécurité publique Canada, devrait rembourser le SPO des coûts engagés pour le maintien de l'ordre lors des grandes manifestations qui ont eu lieu en 2024, conformément aux modalités du Programme des coûts extraordinaires des services de police dans la capitale nationale. Un remboursement de 3 millions \$ pour les dépenses directes sera effectué, ainsi que les frais administratifs généraux associés aux manifestations. Le paiement sera comptabilisé à partir de mars 2025. On s'attend également à ce que le SPO soit remboursé en vertu du Cadre financier pour la sécurité des grands événements internationaux pour la Conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenue en avril, ainsi que pour l'exposition en chapelle ardente du défunt premier ministre Brian Mulroney. Bien qu'il n'y ait pas d'impact financier en 2024, les subventions du fédéral n'ont pas encore été versées pour les visites en 2023 du président des États-Unis d'Amérique et du président de l'Ukraine. En mars 2025, le sous-ministre a formulé une recommandation pour l'approbation du projet de cette entente, dont le paiement est prévu en 2025. De plus, le montant final de la retenue a été reçu en janvier 2025 du gouvernement fédéral en ce qui concerne le financement supplémentaire pour les exercices 2021-2022 et 2022-2023. Le montant reçu est supérieur à l'estimation qui a été accumulée en 2023, ce qui a donné lieu à un excédent en 2024.

Enfin, alors que le SPO attend le processus de finalisation du modèle de subventions de 50 millions \$ et du modèle de financement quinquennal avec Sécurité publique Canada, des coûts admissibles de 1,8 million \$ ont été engagés depuis le début de l'exercice. Néanmoins, le remboursement prévu de ces coûts a été inclus dans le chiffre de 11,9 millions \$

h) Économies grâce aux postes vacants

Le SPO s'est efforcé de pourvoir les postes vacants tout au long de 2024. En 2024, la province de l'Ontario a déployé une nouvelle cohorte de recrues au Collège de police de l'Ontario (CPO), ce qui fait passer le nombre annuel de nouvelles recrues de trois à quatre par année. Ce changement aidera grandement le SPO à rattraper ses efforts d'embauche au fil du temps. Nous prévoyons récolter ces fruits à partir de 2025, lorsque les membres de la cohorte de recrues supplémentaires seront prêts à être embauchés. Cependant, l'organisation reste limitée en raison du nombre de places offertes au Collège du police de l'Ontario (OPC). Cette situation a contribué aux excédents réalisés en 2024.

Le SPO a réalisé des économies de 5,8 millions \$ en 2024 en raison des postes vacants

i) Comptes fiscaux non gérés par le service

Un excédent de 3,7 millions de dollars a été réalisé en raison de la subvention provinciale. Le SPO a comptabilisé un excédent de 1,8 million \$ en 2024, ce qui correspond à une partie du premier versement reçu, conformément au Plan de sécurité publique de la Ville d'Ottawa et du Service de police d'Ottawa pour l'exercice 2024-2025. Cette entente de financement a été signée à la fin de 2024 et le montant des recettes a été comptabilisé en fonction des coûts engagés au cours de l'exercice dans le cadre des cinq initiatives provinciales : la Stratégie d'approche, d'intervention et de mobilisation communautaires (COR), l'Unité de patrouille à cheval, les zones d'échanges sécuritaires, les Services de soutien de rechange en santé mentale et le Projet de dotation de rechange pour les agents spéciaux.

La solution restante de 1,9 million \$ provient principalement de la subvention provinciale pour la sécurité des tribunaux, en raison d'une augmentation de 1 million \$ de la subvention pour le SPO conformément au protocole d'entente signé par le TSDP en 2024.

j) Recettes et recouvrements

Les recettes et les recouvrements dans divers comptes ont été plus élevés que prévu. Les principaux contributeurs à cette partie de l'excédent sont les suivants :

- Recouvrements de dépenses -1,2 M\$
- Programme de services rémunérés - 0,9 M\$
- Contrat de l'Administration aéroportuaire - 0,6 M\$
- Vérification des antécédents - 0,5 M\$
- Recettes des détachements - 0,4 M\$

k) Économies liées au service de la dette

Le SPO affiche un excédent de charges financières de 1,1 million \$, qui correspond aux économies réalisées à l'égard du service de la dette, en raison des remboursements de la dette qui se terminent cette année pour l'une des installations du SPO. Toutefois, il s'agit d'une économie ponctuelle, car ces fonds seront utilisés pour l'Installation Sud à compter de 2025.

l) Comptes fiscaux non gérés par le service

Il s'agit des montants affichés à des postes qui ne sont pas sous le contrôle de la Commission. Ces comptes fiscaux sont budgétisés et gérés par le personnel de la ville. Cela dit, une partie de ces montants est allouée à chaque secteur d'activité de la Ville lors de la présentation de la situation de fin d'exercice. En 2024, un excédent de 3 millions \$ a été enregistré dans ces comptes fiscaux en raison de la part de la police dans les remises et les cotisations supplémentaires.

COLLECTE D'INFORMATIONS D'IDENTIFICATION DANS CERTAINES CIRCONSTANCES

Le Service de police d'Ottawa s'engage à fournir des services de police professionnels et équitables. Nous continuerons de collaborer avec la communauté, en ce qui concerne les obligations et les interdictions entourant la collecte de renseignements signalétiques et d'autres initiatives connexes, afin de veiller à ce que le maintien de l'ordre se fasse sans discrimination et d'une manière qui favorise la confiance du public et protège les droits de la personne.

Pour la huitième année, le SPO n'a signalé aucun incident lié à la collecte d'informations d'identification dans certaines circonstances.

Consultez le rapport complet présenté à la Commission de Service de police d'Ottawa au ottawapoliceboard.ca.



NORMES PROFESSIONNELLES

Le Service de police d'Ottawa (SPO) prise énormément la confiance du public dont il est au service, et s'affaire continuellement à démontrer un devoir de diligence de haut niveau dans la prestation de ses services. La surveillance, la responsabilisation et la transparence sont des facettes essentielles du maintien de cette confiance. En plus de collaborer de près avec des organismes de surveillance provinciaux tels que l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre (APFO), l'inspecteur général des services policiers (IG) et l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario (UES), ainsi que la Commission de service de police d'Ottawa (CSPO), l'Unité des normes professionnelles (UNP) fait activement enquête à la suite de plaintes portées par le public ou à l'interne au sujet de la conduite d'agents. Le règlement des plaintes peut comprendre des mesures disciplinaires et, si les circonstances s'y prêtent, peut aussi faire appel à des méthodes de rechange telles que la médiation, le dialogue dirigé, la sensibilisation, le recyclage professionnel, et l'examen de la politique. Ces options facilitent une meilleure communication entre les parties d'une plainte et proposent des règlements plus rapides d'affaires de nature moins grave.



Comparaison des tendances des plaintes

Type de plainte	2023	2024	Moyenne quinquennale	Changement réel	% de différence 2023-2024
Plaintes du public (politique et service)	35	15	47	-20	-57%
Plaintes du public (conduite)	295	275	344	-20	-7%
Plaintes internes (du chef)	375	784	400	+409	+109%
Total	705	1074	791	+366	+52%

En fin 2024, l'Unité des normes professionnelles actualisa sa procédure afin d'inclure toutes les statistiques relatives aux caméras de contrôle automatisé de la vitesse (CCAV); il existe toutefois une exception en vertu du Code de la route de l'Ontario (CR). Cette nouvelle procédure est directement responsable d'une forte hausse du nombre de plaintes internes (plaintes du chef) reçues en 2024.

Il y a un écart lorsque l'on compare le nombre total de plaintes reçues par l'APFO et le nombre total de celles reçues par l'Unité des normes professionnelles du SPO à des fins d'enquête. Cet écart est normal et se produit en raison de problèmes concernant le calendrier d'exécution, la procédure et les territoires de compétence. Une brève explication est incluse ci-dessous, mais une explication plus étoffée de cette divergence se trouve dans le Rapport annuel de Rapport

annuel de 2024 sous la rubrique de l'Unité des normes professionnelles, sur le site web de la Commission de service de police d'Ottawa.

- Calendrier d'exécution: la date (ou trimestre quarter) à laquelle une plainte est reçue par l'APFO puis renvoyée et reçue par le SPO à des fins d'enquête;
- Procédure: classification et catégorisation des types de plaintes;
- Ressort territorial: Certaines plaintes ne relèvent pas de la Partie X de la Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP), de la Partie V de la loi antécédente, la Loi sur les services policiers, ni de l'Unité des normes professionnelles du SPO. Celles-ci peuvent comprendre des plaintes à propos d'un membre civil, à propos d'un membre de la Commission de Service de police, ou portant sur l'adéquation et l'efficacité des services fournis par un corps policier. De telles plaintes sont acheminées au bureau de l'IG;
- Additionnées, les plaintes du public (290) et les plaintes internes (784) se chiffraient à 1074 en 2024, soit une hausse de 52 % par rapport à 2023 (+366). Par type de plainte, cela représente, comparativement

à 2023, une baisse de 12 % du nombre de plaintes du public, et une hausse de 52 % du nombre de plaintes à l'interne.

Parmi les 290 plaintes portées par le public en 2024:

- 15 furent classées comme plaintes liées aux politiques ou concernant l'efficacité des services, et 7 d'entre elles furent retenues pour enquête par la bureau de l'IG;
- 165 plaintes furent rejetées par l'APFO sur la base de leur caractère frivole ou vexatoire, tierce partie – pas affectée, de leur dépassement de la limite de dépôt des six mois, ou du fait que la poursuite d'une enquête n'était pas justifiée par l'intérêt public;
- 6 plaintes furent retirées par le plaignant (membre du public) avant d'être examinées par l'APFO;
- 104 plaintes furent renvoyées aux fins d'enquête: 37 furent retirées par le plaignant, 3 furent abandonnées par l'APFO au cours de l'enquête, 9 furent réglées par voie de règlement officiel, 28 n'étaient pas fondées et 27 plaintes faisaient toujours l'objet d'une enquête en date du 31 décembre 2024;

Des 784 plaintes à l'interne en 2024:

- 659 furent réglées, et 125 étaient en cours d'enquête en date du 31 décembre 2024. Parmi les plaintes réglées, une de celles-ci donna lieu à une audience disciplinaire en vertu de la LSP, 62 plaintes donnèrent lieu à des mesures disciplinaires officielles, 62 donnèrent lieu à des mesures disciplinaires en vertu de l'article 200 de la LSCSP (sans audience) et 527 n'étaient pas fondées ou ne donnèrent lieu à aucune autre mesure. Parmi les 132 plaintes à l'interne qui entraînèrent des mesures disciplinaires, 80 résultaient d'infractions liées aux appareils de surveillance aux feux rouges, 13 plaintes résultaient de collisions de véhicules de service avec responsabilité, 35 plaintes résultaient de dispositifs automatisés de contrôle de la vitesse, et 4 furent le résultat d'une autre forme d'inconduite.

Pour visionner le rapport complet, consultez le site web de la Commission de service de police d'Ottawa. De plus amples détails sur toutes les activités de l'UNP, ainsi que la marche à suivre pour porter plainte, sont disponibles au ottawapolice.ca.

SATISFACTION DE LA COLLECTIVITÉ

Au cours des quatre dernières années, le Service de police d'Ottawa (SPO) a retenu les services d'Advanis, un cabinet indépendant de sondage et de recherche sociale, pour mesurer les perceptions du public à l'égard de la police.

Les questions du sondage d'Advanis sont fondées sur des recherches effectuées par Sécurité publique Canada dans le cadre d'une étude intitulée Mesurer les attitudes du public envers la police. Le travail de SPC a établi une norme de données dans l'ensemble du Canada afin de faciliter une meilleure compréhension de la perception du public à l'endroit de la police canadienne.

Ce sondage annuel est mené en mai et juin à partir d'une méthode d'échantillonnage aléatoire, pondérée en fonction des caractéristiques démographiques de la population pour assurer sa représentativité.

En 2024, 65 % des citoyens ont noté le rendement du SPO comme étant excellent ou bon — une hausse relativement aux notes de 54 % en 2023 et de 52 % en

2022. Les perceptions du public ont également connu une hausse dans plusieurs catégories clés, dont les délais d'intervention, l'élucidation de crimes violents, et la sensibilité aux différences culturelles et aux besoins liés à la santé mentale. Les niveaux de confiance sont demeurés conformes à ceux enregistrés en 2023.

Les résultats du sondage de 2024 sont en harmonie avec la Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) de 2019, qui accorde la priorité à l'instauration de la confiance de la collectivité, à la transparence, et à la police réactive. Cette meilleure perception de la part du public reflète l'engagement du SPO à atteindre ces objectifs. Ces constats furent essentiels à l'élaboration du Plan stratégique 2024-2027 de la CSPO et au suivi du progrès vers ses objectifs. Pour en savoir plus, consultez le Portail de données sur la sécurité communautaire.



LOI SUR LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET LES SERVICES POLICIERS (LSCSP):

une nouvelle ère pour la police à Ottawa

Le 1^{er} avril 2024, le Service de police d'Ottawa (SPO) mit en œuvre d'importantes améliorations avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP)*, marquant un changement profond en matière de gouvernance, de responsabilisation, et de partenariats communautaires. Cette législation, annoncée en décembre 2023, vint remplacer la *Loi sur les services policiers (LSP)* et moderniser les services policiers afin de mieux s'adapter à l'évolution des besoins de la collectivité tout en bonifiant la transparence et la confiance.

changements clés en vertu de la LSCSP

Gouvernance et responsabilisation

Un changement profond qui fut apporté dans le cadre de la LSCSP est l'instauration du Service d'inspection des services policiers, dirigé par l'inspecteur général, pour superviser les services policiers et assurer l'observation de pratiques policières justes, transparentes, et responsables. En outre, les commissions des services policiers agissent désormais avec gouvernance et autonomie accrues, tout en rendant directement compte au Service d'inspection.

Pour consolider davantage la confiance du public, la LSCSP a réorganisé la procédure de traitement des plaintes du public, confiant son suivi à l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre (APFO), anciennement le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP). L'APFO dispose d'un pouvoir accru pour superviser les plaintes et ouvrir des enquêtes dans des cas jugés d'intérêt public. Cette surveillance préventive garantit une meilleure réactivité aux inquiétudes systémiques.

De plus, la Loi introduisit des codes de conduite actualisés pour les agents assermentés et agents spéciaux, consolidant l'excellence du service et l'éthique policière. Par ailleurs, de nouvelles définitions de « services policiers adéquats et convenables » établissent des normes de service claires, appuyées par des exigences accrues de formation obligatoire afin de rehausser le niveau du professionnalisme dans l'ensemble des services de police ontariens.

Mesures disciplinaires

Abordant des préoccupations de longue date, la LSCSP autorise les chefs de police à suspendre des agents sans solde si ces derniers sont inculpés d'infractions graves, y compris celles sans rapport à leur activité professionnelle, et où le licenciement est un résultat possible. Cette disposition consolide la confiance publique tout en maintenant l'équité de la procédure.

Améliorations d'ordre opérationnel

La loi introduit des protocoles provinciaux d'intervention normalisés pour les situations d'assaillant actif, veillant à ce que les agents disposent d'une formation, d'une procédure et de ressources actualisés afin d'accroître la sûreté du public et des agents. Ces mesures donnent la priorité à l'aide aux victimes, à une communication opportune, et à une intervention coordonnée en cas d'urgence.

Engagement envers la collaboration et l'excellence

Depuis la promulgation de la LSCSP, le Service de police d'Ottawa a entrepris de nombreuses démarches afin de répondre à ses exigences, notamment:

- Actualiser les cadres de gouvernance afin d'assurer le respect de la surveillance provinciale;
- Améliorer les programmes de formation des agents pour répondre aux nouvelles normes de prestation de services;
- Consolider les partenariats communautaires pour favoriser la sûreté, l'inclusivité, et la résilience des quartiers.

Le SPO s'engage toujours à une démarche policière collaborative, s'assurant que ses agents reflètent la diversité des communautés dont ils sont au service, tout en œuvrant auprès d'intervenants et organismes pour accroître la sûreté publique. Les améliorations de la LSCSP viennent appuyer une vision partagée — l'une où la confiance, la transparence, et l'excellence du service définissent la police moderne.

La LSCSP étant désormais en vigueur, les services policiers ontariens, y compris le SPO, s'avancent vers un avenir caractérisé par l'innovation, la responsabilisation, et de plus solides liens avec la collectivité. Cette législation représente un effort continu visant à assurer que les services policiers demeurent réactifs, moraux, et en harmonie avec les attentes du public.

PARTENARIATS DE FINANCEMENT PAR SUBVENTION

En 2024, le Service de police d'Ottawa a obtenu plus de 34,00 M\$ grâce à des partenariats gouvernementaux. Ceux-ci sont décrits au sein du tableau suivant.

Stratégie provinciale pour la protection des enfants contre les abus et l'exploitation sexuelle sur Internet

443 001\$

Financement du ministère de la Sécurité communautaire et des services correctionnels pour des équipes d'enquêtes spécialisées chargées d'enquêter sur des cas de leurre d'enfants en ligne et d'identifier leurs victimes.

Programme Réduire la conduite avec des facultés affaiblies partout (RCFA)

46 851\$

Financement annuel du ministère des Services communautaires et correctionnels pour la réalisation de contrôles ponctuels pour la RCFA tout au long de l'année, mais aussi pour l'amélioration des mesures de lutte contre la conduite avec facultés affaiblies, telles que le renforcement de l'application des lois sur les routes, les voies navigables et les sentiers.

Initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes (IETSPJ)

245 754\$

Financement du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse qui offre aux étudiants du secondaire de 15 à 18 ans des emplois d'été et d'hiver au sein du Service de police d'Ottawa. Ces jeunes renforcent les liens entre la police et la communauté tout en acquérant des compétences professionnelles qui pourraient mener à une carrière dans la police.

Subvention du SRCO pour l'application de la Loi sur les produits de la criminalité (PESEDP)

78 103\$

Financement du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels pour appuyer les efforts déployés à l'échelle locale par le Service de police d'Ottawa pour lutter contre les crimes graves et le crime organisé.

Sécurité des tribunaux et transport des détenus

5 548 382\$

Cette subvention provinciale versée par le Fonds de partenariat des municipalités de l'Ontario (FPMO) compense les dépenses municipales engagées pour assurer la sécurité des tribunaux provinciaux et pour le transport des détenus.

Sécurité communautaire et services policiers (SCSP)

5 760 817\$

Financement du ministère du Solliciteur général à l'appui de la Stratégie pour la sécurité communautaire et les services policiers.

Deux initiatives sont appuyées:

- Avancement de la police communautaire
- Amélioration de la sécurité routière

Stratégie ontarienne pour mettre fin à la traite des personnes
34 800\$

La Stratégie ontarienne pour mettre fin à la traite des personnes, lancée en 2016, vise à accroître la sensibilisation et la coordination, à améliorer l'accès des survivants aux services et à renforcer les initiatives du secteur de la justice. La subvention provinciale s'affaire à appuyer le projet de Stratégie des forces interarmées axée sur le renseignement (SFIR).

Aide fédérale pour le Programme des frais exceptionnels des services de police dans la capitale nationale
11 776 819\$

Le Programme des coûts extraordinaires des services de police dans la capitale nationale permet au SPO de récupérer les coûts des services de police directement liés au fait qu'Ottawa est la capitale du pays. Cette entente quinquennale prévoit un recouvrement maximal de 14,25 M\$ pendant sa durée. Le plafond du programme a été fixé à 2,25 M\$ en 2020-2021 et à 3 M\$ par tranche de 12 mois de 2021-2022 à 2024-2025. En 2024, comme en 2023, le SPO fut déployé lors d'un nombre sans précédent de manifestations dans la capitale. Parmi les manifestations et autres événements importants en 2024, on compte la Fête du Canada et les manifestations liées au conflit israélo-palestinien. Ainsi, on a connu une augmentation importante des coûts des services de maintien de l'ordre, et l'aide du gouvernement fédéral, pour recouvrer ces coûts exceptionnels, demeure essentielle.

Subvention pour la sécurité policière et communautaire (SPC) - Initiative d'orientation des appels
450 000\$

Financement du ministère du Solliciteur général pour appuyer l'Initiative d'orientation des appels, afin d'accroître le nombre d'appels relatifs à la santé, au bien-être et à la dimension sociale qui seront aiguillés vers un autre fournisseur de services plus approprié pour y répondre.

Ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels - Stratégie de suppression de la violence armée
2 000 000\$

Financement du Ministère de la sécurité communautaire et des services correctionnels. Financement provincial pour appuyer la stratégie ciblée pour combattre une augmentation de la violence armée à Ottawa.

Subvention pour le soutien aux victimes**100 000\$**

Financement du Ministère du Solliciteur général pour accroître la capacité de soutenir les victimes et survivant.e.s de violence conjugale ou familiale, de la traite de personnes, et d'exploitation des enfants, par une collaboration accrue avec des organismes et des communautés de la région.

Stratégie provinciale des opérations policières conjuguées axées sur les renseignements pour la lutte contre la traite des personnes**217 090\$**

Subvention du Ministère du Solliciteur général pour financer l'embauche d'un enquêteur et d'un analyste du renseignement sur la traite de personnes, qui se consacreront à des enquêtes entreprises dans le cadre de la Stratégie provinciale des opérations policières conjuguées axées sur les renseignements pour la lutte contre la traite des personnes.

Aide fédérale aux frais de sécurité dans le cadre d'événements internationaux majeurs**1 239 617\$**

Financement de Sécurité publique Canada pour rembourser les dépenses municipales en matière de frais policiers et de sécurité différentiels, exceptionnels, valables et raisonnables en rapport à un événement international tenu au Canada et mené par le premier ministre ou autre ministre.

Subvention fédérale - Programme de police dans la Cité parlementaire**1 836 780\$**

Financement de Sécurité publique Canada pour permettre au SPO d'accroître sa présence au sein de la Cité parlementaire et d'affecter des ressources pour réagir aux menaces émergentes à la sûreté et la sécurité.

Subvention provinciale - entente Ottawa-Ontario**1 807 006\$**

Financement du Ministère du Solliciteur général pour accroître la présence policière en uniforme au centre-ville d'Ottawa et dans son système de transport en commun; pour la mise en œuvre d'un soutien de rechange en matière de santé mentale; et pour établir un centre des opérations de police de quartier. Cinq initiatives sont appuyées:

- Stratégie d'approche, d'intervention et de mobilisation communautaires
- Unité de patrouille équestre
- Sûreté au Marché
- Soutien de rechange en matière de santé mentale
- Dotation de rechange – agents spéciaux

9-1-1 prochaine génération**2 016 937\$**

Financement du ministère du Solliciteur général pour le passage au nouveau système 9-1-1 prochaine génération qui facilitera la communication de détails supplémentaires à propos de situations d'urgence.

